

(2) Prin hotărârea pronunțată, instanța va dispune și rectificarea sau radierea înmatriculării ori mențiunii inexacte.

CAPITOLUL VI Dispoziții finale și tranzitorii

Art. 49. — În județele în care nu sunt înființate camere de comerț și industrie, oficiile registrului comerțului se organizează și funcționează pe lângă camera de comerț și industrie teritorială, stabilită de Camera de Comerț și Industrie a României.

Art. 50. — (1) Asigurarea spațiului corespunzător și a condițiilor materiale necesare desfășurării activității Oficiului Național al Registrului Comerțului și a fiecărui oficiu al registrului comerțului se face pentru anii 1990–1991 de către prefectură și, respectiv, de către Primăria Municipiului București.

(2) Bunurile cu care au fost dotate oficiile trec, fără plată, în proprietatea camerelor de comerț și industrie teritoriale până la data de 1 ianuarie 1992.

Art. 51. — Camera de Comerț și Industrie a României și camerele de comerț și industrie teritoriale vor asigura condițiile necesare funcționării sistemului informatic unitar al registrului comerțului.

Art. 52. — Oficiul Registrului Comerțului al Municipiului București devine Oficiul Registrului Comerțului al Municipiului București și Județului Ilfov.

Art. 53. — Prezenta lege intră în vigoare în termen de 30 de zile de la data publicării ei în Monitorul Oficial al României*.

* Fac excepție prevederile art. 4 alin. (2) și (3), art. 6, art. 8 alin. (2), (3) și (4), art. 11 alin. (2), (3) și (4), art. 12 alin. (1), (3) și (4), art. 13 alin. (1), art. 14, art. 15, art. 16, art. 17–20, art. 21 lit. f), art. 23, art. 24 alin. (3), art. 25 alin. (3), art. 26–29, art. 30 alin. (2) și (4), art. 36, art. 37, art. 39, art. 41, art. 44, art. 45, art. 48 alin. (1) și ale art. 51 și 52, care intră în vigoare la 30 de zile de la data publicării în Monitorul Oficial al României, Partea I, a Legii nr. 12/1998.

LOI sur les sociétés commerciales * LOI sur le registre du commerce

LOI

sur les sociétés commerciales*

TITRE I^{er}

Dispositions générales

Art. 1^{er}. – (1) Les personnes physiques et les personnes morales peuvent s'associer et constituer des sociétés commerciales pour effectuer des actes de commerce, en respectant les dispositions de la présente loi.

(2) Les sociétés commerciales ayant le siège en Roumanie sont des personnes morales roumaines.

Art. 2. – Les sociétés commerciales seront constituées dans une des formes suivantes: a) société en nom collectif; b) société en commandite simple; c) société par actions; d) société en commandite par actions; et e) société à responsabilité limitée.

Art. 3. – (1) Les obligations sociales sont garanties avec le patrimoine social.

(2) Les associés dans la société en nom collectif et les associés commandités dans la société en commandite simple ou en commandite par actions répondent indéfiniment et solidairement pour les obligations sociales. Les créanciers de la société agiront, en premier lieu, contre cette dernière pour ses obligations et ils pourront le faire contre ces associés seu-

* Rééditée en vertu de l'art. X de l'Ordonnance d'urgence du Gouvernement n° 32/1997, publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 133 du 27 juin 1997, approuvée et modifiée par la Loi n° 195 du 17 novembre 1997, publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 335 du 28 novembre 1997, en donnant aux textes une nouvelle numérotation.

La Loi n° 31/1990 a été publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, nos 126–127 du 17 novembre 1990 et a été modifiée par: la Loi n° 41 du 1^{er} juin 1991, publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 120 du 4 juin 1991; la Loi n° 44 du 4 juillet 1991, publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 142 du 11 juillet 1991; la Loi n° 80 du 23 décembre 1991, publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 263 du 23 décembre 1991, et par la Loi n° 78 du 20 juillet 1992, publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 178 du 28 juillet 1992.

lement lorsque la société n'aura pas payé dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de la mise en retard.

(3) Les actionnaires, les associés commanditaires, ainsi que les associés dans la société à responsabilité limitée ne répondent qu'à concurrence du capital social souscrit.

Art. 4. — La société commerciale aura au moins deux associés, s'il n'en est autrement disposé par la loi.

TITRE II

Constitution des sociétés commerciales

CHAPITRE I^{er}

Acte constitutif de la société

Art. 5. — (1) La société en nom collectif ou en commandite simple se constitue par un contrat de société; la société par actions, en commandite par actions ou à responsabilité limitée se constitue par un contrat de société et un statut.

(2) La société à responsabilité limitée peut se constituer, en outre, par l'acte de volonté d'une seule personne. Dans ce cas, seul le statut sera élaboré.

(3) Le contrat de société et le statut peuvent être conclus sous la forme d'un écrit unique, dénommé *acte constitutif*.

(4) Lorsque seul un contrat de société est conclu ou seul un statut, ceux-ci peuvent également être dénommés acte constitutif. Dans le contenu de la présente loi, l'appellation *acte constitutif* désigne tant l'écrit unique que le contrat de société et/ou le statut de la société.

(5) L'acte constitutif est signé par tous les associés ou, en cas de souscription publique, par des fondateurs et il est conclu en forme authentique.

Art. 6. — (1) Les signataires de l'acte constitutif, ainsi que les personnes ayant un rôle déterminant dans la constitution de la société sont considérés fondateurs.

(2) Ne peuvent être fondateurs les personnes qui, conformément à la loi, sont incapables ou qui ont été condam-

nées pour gestion frauduleuse, abus de confiance, faux, usage de faux, escroquerie, dilapidation, faux témoignage, corruption active ou passive, ainsi que pour d'autres infractions prévues par la présente loi.

Art. 7. — L'acte constitutif de la société en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée comprendra:

a) les nom et prénom, lieu et date de naissance, domicile et citoyenneté des associés, personnes physiques; la dénomination, le siège et la nationalité des associés, personnes morales. Pour la société en commandite simple seront mentionnés les associés commanditaires et les associés commandités;

b) la forme, la dénomination, le siège et, le cas échéant, l'enseigne de la société;

c) l'objet d'activité de la société, en précisant le domaine et l'activité principale;

d) le capital social souscrit et celui versé en mentionnant l'apport de chaque associé, en numéraire ou en nature, la valeur de l'apport en nature et le mode d'évaluation, ainsi que la date où le capital social souscrit sera intégralement versé. Pour les sociétés à responsabilité limitée, seront précisés le nombre et la valeur nominale des parts sociales, ainsi que le nombre des parts sociales attribuées à chaque associé pour son apport;

e) les associés qui représentent et administrent la société ou les administrateurs non associés, personnes physiques ou morales, les pouvoirs qui leur sont conférés et s'ils les exercent ensemble ou séparément;

f) la part de chaque associé aux bénéfices et aux pertes;

g) les sièges secondaires — succursales, agences, représentations ou autres unités pareilles sans personnalité morale —, lorsqu' ils sont créés en même temps que la société, ou les conditions pour leur création ultérieure, lorsqu'il est envisagé une telle création;

h) la durée de la société;

i) le mode de dissolution et de liquidation de la société.

Art. 8. – L'acte constitutif de la société par actions ou en commandite par actions comprendra:

a) les nom et prénom, lieu et date de naissance, domicile et citoyenneté des associés, personnes physiques; la dénomination, le siège et la nationalité des associés, personnes morales. Pour la société en commandite par actions seront mentionnés les associés commanditaires et les associés commandités;

b) la forme, la dénomination, le siège et, le cas échéant, l'enseigne de la société;

c) l'objet d'activité de la société, en précisant le domaine et l'activité principale;

d) le capital social souscrit et celui versé. A la constitution, le capital social souscrit, versé par chaque actionnaire, ne peut être inférieur à 30 p. 100 du capital souscrit, s'il n'en est autrement disposé par la loi. Le restant du capital social devra être versé dans un délai de douze mois à compter de l'immatriculation;

e) la valeur des biens constitués comme apport en nature dans la société, le mode d'évaluation et le nombre des actions accordées pour ceux-ci;

f) le nombre et la valeur nominale des actions, en précisant si elles sont nominatives ou au porteur. S'il y a plusieurs catégories d'actions, seront mentionnés le nombre, la valeur nominale et les droits conférés à chaque catégorie d'actions;

g) les nom et prénom, lieu et date de naissance, domicile et citoyenneté des administrateurs, personnes physiques; les dénomination, siège et nationalité des administrateurs, personnes morales; la garantie que les administrateurs sont tenus de déposer, les pouvoirs qui leur sont conférés et s'ils les exercent ensemble ou séparément; les droits spéciaux de représentation et d'administration accordés à certains d'entre eux. Pour les sociétés en commandite par actions seront indiqués les commandités qui représentent et administrent la société;

h) les nom et prénom, lieu, date de naissance, domicile et citoyenneté des commissaires aux comptes, personnes physiques; les dénominations, siège et nationalité des commissaires aux comptes, personnes morales;

i) les clauses relatives à la direction, l'administration, le contrôle de la gestion et le fonctionnement de la société;

j) la durée de la société;

k) le mode de distribution des bénéfices et dont les pertes sont supportées;

l) les sièges secondaires – succursales, agences, représentations ou autres unités semblables sans personnalité morale –, lorsqu' ils sont créés en même temps que la société, ou les conditions pour leur création ultérieure, si une telle création est envisagée;

m) les avantages réservés aux fondateurs;

n) les actions des commanditaires dans la société en commandite par actions;

o) les opérations conclues par les associés pour le compte de la société qui se constitue et que cette dernière reprendra, ainsi que les sommes à payer pour lesdites opérations;

p) le mode de dissolution et de liquidation de la société.

Art. 9. – La société par actions se constitue par souscription intégrale et simultanée du capital social par les signataires de l'acte constitutif ou par souscription publique.

Art. 10. – (1) Le capital social de la société par actions et de la société en commandite par actions ne peut être inférieur à 25.000.000 lei*.

* Conformément à l'art. VI de l'Ordonnance d'urgence n° 32/1997, modifié par la Loi n° 195/1997, les sociétés par actions, en commandite par actions et à responsabilité limitée existantes, qui ne possèdent pas le capital social minimum prévu à cet article, sont tenues de le compléter dans le délai d'un an suivant la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance d'urgence.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, le capital social versé au compte de l'augmentation de capital aux sociétés par actions et en commandite par actions ne pourra être inférieur à 30 p. 100 de celui souscrit dans le même but.

L'augmentation du capital social pourra être également faite en utilisant les réserves, excepté les réserves légales, ainsi que des bénéfices et primes liés au capital, y compris les différences favorables de la réévaluation du patrimoine social, ou par d'autres modalités permises par la loi.

Au lieu de compléter le capital social, ces sociétés peuvent choisir de transformer la société dans une autre forme à laquelle correspond le capital social, transformation qui devra être réalisée dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance d'urgence (le 27 juillet 1997).

En cas de non-respect du délai d'un an, le tribunal, à la demande de l'Etat et par l'intermédiaire du Ministère des Finances, ou de la chambre de commerce et d'industrie territoriale ou de toute personne intéressée, ordonnera la dissolution de la société.

Pour des raisons bien fondées, le tribunal pourra impartir un délai maximal de six mois pour que le capital social soit complété.

(2) Le nombre des actionnaires dans la société par actions ne peut être inférieur à cinq.

Art. 11. — (1) Le capital social d'une société à responsabilité limitée ne peut être inférieur à 2.000.000 lei et il est divisé en parts sociales égales qui ne peuvent être inférieures à 100.000 lei*.

(2) Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Art. 12. — Dans la société à responsabilité limitée, le nombre des associés ne peut être supérieur à cinquante.

Art. 13. — (1) Au cas où, dans une société à responsabilité limitée, les parts sociales appartiennent à une seule personne, cette dernière, en qualité d'associé unique, a les droits et obligations qui reviennent, conformément à la présente loi, à l'assemblée générale des associés.

(2) Si l'associé unique est administrateur, c'est à lui que reviennent également les obligations prévues par la loi pour cette qualité.

(3) Dans la société créée par un associé unique, la valeur de l'apport en nature sera établie sur la base d'une expertise spécialisée.

Art. 14. — (1) Une personne physique ou une personne morale ne peut être associé unique que dans une seule société à responsabilité limitée.

(2) Une société à responsabilité limitée ne peut avoir comme associé unique une autre société à responsabilité limitée, composée d'une seule personne.

(3) En cas de violation des dispositions des al. (1) et (2), l'Etat demandera, par l'intermédiaire du Ministère des Finances, la dissolution par voie judiciaire d'une société ainsi constituée. La chambre de commerce et d'industrie territoriale ou toute personne intéressée peut demander la dissolution par voie judiciaire d'une société constituée en violation des dispositions susvisées.

(4) En vertu de la décision de dissolution, la liquidation sera faite dans les conditions prévues par la présente loi pour les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 15. — (1) Les apports en numéraire sont obligatoires pour toute forme de société à sa constitution.

* Voir la Note de p. 101.

(2) Les apports en nature sont admis à toutes les formes de société. Ces apports sont réalisés par le transfert des droits correspondants et par la remise effective des biens en état de fonctionnement, faite par la société.

(3) Les apports en créances sont libérés conformément à l'art. 84. Ces apports ne sont pas admis aux sociétés par actions qui se constituent par souscription publique, ni aux sociétés en commandite par actions ou à responsabilité limitée.

(4) Les prestations en travail ne peuvent constituer apport à la constitution ou l'augmentation du capital social.

(5) Les associés dans la société en nom collectif et les associés commandités peuvent s'obliger à des prestations en travail à titre d'apport social, mais qui ne peuvent constituer apport à la constitution ou l'augmentation du capital social. En échange de cet apport, les associés ont le droit de participer, conformément à l'acte constitutif, à la répartition des bénéfices et de l'actif social, étant toutefois obligés de participer aux pertes.

Art. 16. — A l'authentification de l'acte constitutif sera présentée la preuve délivrée par l'office du registre du commerce sur la disponibilité du nom commercial et de l'enseigne.

CHAPITRE II

Formalités spécifiques pour la constitution de la société par actions par voie de souscription publique

Art. 17. — (1) Lorsque la société par actions se constitue par voie de souscription publique, les fondateurs élaboreront un prospectus d'émission qui comprendra les données prévues à l'art. 8, sauf celles relatives aux administrateurs et aux commissaires aux comptes, où sera établie la date de clôture de la souscription.

(2) Le prospectus d'émission, signé par les fondateurs en forme authentique, devra être déposé, avant sa publication, à l'office du registre du commerce du département où sera établi le siège de la société.

(3) Le juge délégué à l'office du registre du commerce, constatant le remplissement des conditions visées aux al. (1) et (2), autorisera la publication du prospectus d'émission.

(4) Les prospectus d'émission qui ne comprennent pas toutes les mentions sont nuls. Le souscripteur ne pourra

invoquer cette nullité, s'il a participé à l'assemblée constitutive ou a exercé ses droits et obligations d'actionnaire.

Art. 18. — (1) Les souscriptions d'actions seront faites sur un ou plusieurs exemplaires du prospectus d'émission des fondateurs, visés par le juge délégué.

(2) La souscription comprendra: les nom et prénom ou les dénomination, domicile ou siège du souscripteur; le nombre, en lettres, des actions souscrites; la date de la souscription et la déclaration expresse que le souscripteur connaît et accepte le prospectus d'émission.

(3) Les participations aux bénéfices de la société, réservés par les fondateurs à leur propre usage, bien que acceptées par les souscripteurs, n'ont d'effet que si elles sont approuvées par l'assemblée constitutive.

Art. 19. — Dans un délai maximum de quinze jours suivant la date de clôture de la souscription, les fondateurs convoqueront l'assemblée constitutive, au moyen d'un avis publié au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, et en deux journaux de large diffusion, quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée. L'avis fera précision du lieu et de la date de l'assemblée, qui ne peut excéder deux mois à compter de la date où la souscription est close, et des problèmes faisant l'objet des discussions.

Art. 20. — (1) La société ne peut se constituer que si tout le capital social a été souscrit et chaque acceptant a versé en numéraire la moitié de la valeur des actions souscrites à la Caisse d'Epargne et Consignations ou à une société bancaire ou à l'une de leurs unités. Le restant du capital social souscrit devra être versé dans le délai de douze mois suivant l'immatriculation.

(2) Les actions représentant des apports en nature devront être couvertes intégralement.

Art. 21. — Si les souscriptions publiques dépassent le capital social prévu dans le prospectus d'émission ou sont inférieures à celui-ci, les fondateurs sont tenus de soumettre à l'approbation de l'assemblée constitutive l'augmentation ou, selon le cas, la réduction du capital social au niveau de la souscription.

Art. 22. — (1) Les fondateurs sont tenus de dresser la liste de ceux qui, acceptant la souscription, ont le droit de parti-

ciper à l'assemblée constitutive, en mentionnant le nombre d'actions que chacun d'eux possède.

(2) Cette liste sera apposée au lieu où l'assemblée sera tenue, au moins cinq jours auparavant.

Art. 23. — (1) L'assemblée élit un président et deux ou plusieurs secrétaires. La participation des acceptants sera constatée au moyen des listes de présence, signées par chacun et visées par le président et l'un des secrétaires.

(2) Tout acceptant a le droit de faire des observations concernant la liste apposée par les fondateurs, avant l'entrée dans l'ordre du jour de l'assemblée, qui décidera sur les observations.

Art. 24. — (1) Dans l'assemblée constitutive, chaque acceptant a droit à une voix, quelles que soient les actions souscrites. Il peut, en outre, être représenté par procuration spéciale.

(2) Nul ne peut représenter plus de cinq acceptants.

(3) Les acceptants ayant constitué des apports en nature n'ont pas droit de vote aux délibérations relatives à leurs apports, même s'ils sont également souscripteurs d'actions en numéraire ou se présentent comme mandataires d'autres acceptants.

(4) L'assemblée constitutive est légale si au moins la moitié plus un des acceptants sont présents et prend des décisions à la voix de la majorité simple des personnes présentes.

Art. 25. — (1) S'il y a des apports en nature, les avantages réservés aux fondateurs, opérations conclues par les fondateurs pour le compte de la société qui se constitue et que cette dernière assumera, l'assemblée constitutive nomme, dans les conditions prévues à l'art. 38, un ou plusieurs experts qui donneront leur avis sur les évaluations.

(2) Si la majorité requise ne peut être réunie, la désignation des experts sera faite par le juge délégué, sur demande de tout acceptant.

Art. 26. — (1) Après que les experts ont déposé le rapport d'évaluation prévu à l'art. 37, les fondateurs font convoquer de nouveau l'assemblée constitutive, conformément aux dispositions de l'art. 19.

(2) Si la valeur des apports en nature, établie par les experts, est inférieure de 1/5 à celle prévue par les fonda-

teurs dans le prospectus d'émission, tout acceptant peut se retirer, en en annonçant les fondateurs, jusqu'à la date fixée pour l'assemblée constitutive.

(3) Les actions revenant aux acceptants qui se sont retirés peuvent être reprises par les fondateurs dans le délai de trente jours ou, ultérieurement, par d'autres personnes, par voie de souscription publique.

Art. 27. – L'assemblée constitutive a les obligations suivantes:

- vérifier l'existence des versements;
- examiner et valider le rapport des experts évaluant les apports en nature; approuver les participations aux bénéfices des fondateurs et les opérations conclues pour le compte de la société;
- discuter et approuver l'acte constitutif de la société, les membres présents représentant également, à cette fin, les absents, et désigner ceux qui se présenteront pour faire authentifier l'acte et accomplir les formalités requises pour la constitution de la société;
- nommer les administrateurs et les commissaires aux comptes.

Art. 28. – (1) Les versements effectués, conformément à l'art. 20, pour la constitution de la société par souscription publique seront remis aux personnes chargées de les recevoir, en vertu de l'acte constitutif; faute de disposition, les personnes désignées par la décision du conseil d'administration, après la présentation du certificat à l'office du registre du commerce, d'où résulte l'immatriculation de la société.

(2) Si la constitution de la société n'a pas eu lieu, la restitution des versements sera faite directement aux acceptants.

Art. 29. – (1) Les fondateurs assument les conséquences des actes et dépenses nécessaires pour la constitution de la société; si cette dernière ne se constitue pas, quelle qu'en soit la cause, ils ne pourront agir contre les acceptants.

(2) Les fondateurs sont tenus de remettre aux administrateurs les documents et la correspondance concernant la constitution de la société.

Art. 30. – (1) Les fondateurs et les premiers administrateurs répondent solidairement, à partir de la constitution de la société, envers la société et des tiers pour:

– la souscription intégrale du capital social et la réalisation des versements établis par la loi ou par l'acte constitutif;

– l'existence des apports en nature;

– la véracité des publications faites en vue de la constitution de la société.

(2) Les fondateurs répondent, en outre, de la validité des opérations conclues pour le compte de la société avant sa constitution et reprises par cette dernière à son compte.

(3) L'assemblée générale ne pourra donner décharge aux fondateurs et aux premiers administrateurs pour la responsabilité qui leur revient en vertu de cet article et des art. 49 et 53, pendant cinq années.

Art. 31. – (1) L'assemblée constitutive décidera sur le quota de participation du bénéfice net qui revient aux fondateurs d'une société constituée par souscription publique.

(2) Le quota prévu à l'al. (1) ne peut dépasser 6 p. 100 du bénéfice net et ne peut être accordé pour une période supérieure à cinq ans suivant la constitution de la société.

(3) En cas d'augmentation du capital social, les droits des fondateurs ne pourront être exercés que sur le bénéfice correspondant au capital social initial.

(4) Peuvent bénéficier des dispositions de cet article seules les personnes physiques auxquelles a été reconnue la qualité de fondateur par l'acte constitutif.

Art. 32. – En cas de dissolution anticipée de la société, les fondateurs ont le droit de demander des dommages-intérêts de la part de la société, si la dissolution a été faite frauduleusement par rapport à leurs droits.

Art. 33. – Le droit à l'action en dommages se prescrit par six mois à compter de la date de l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution anticipée.

Art. 34. – Les sociétés commerciales par actions constituées par souscription publique seront considérées sociétés ouvertes au sens de l'art. 2 lett. k) de la Loi n° 52/1994 sur les valeurs mobilières et les bourses de valeurs, complété avec les dispositions de la présente loi en ce qui concerne l'immatriculation au registre du commerce.

CHAPITRE III
Immatriculation de la société

Art. 35. – (1) Dans le délai de quinze jours suivant la date de l'authentification de l'acte constitutif, les fondateurs ou les administrateurs de la société, ou leur fondé de pouvoir, demanderont l'immatriculation de la société au registre du commerce dans le ressort duquel la société aura son siège.

(2) La demande sera assortie de:

- a) l'acte constitutif de la société;
- b) la preuve des versements effectués dans les conditions prévues par l'acte constitutif;
- c) les actes concernant la propriété sur les apports en nature; s'il y en a où figurent des immeubles, le certificat constatateur des charges dont ils sont grevés;
- d) les actes constatateurs des opérations conclues pour le compte de la société et approuvées par les associés;
- e) la déclaration des fondateurs, administrateurs et commissaires aux comptes assumant leur propre responsabilité pour le remplissement des conditions prévues par la présente loi.

(3) Tous les avis ou actes d'autorisation, délivrés par les autorités publiques en fonction de l'objet d'activité d'une société, seront sollicités par l'office du registre du commerce, dans un délai de cinq jours à compter de l'enregistrement de la demande; les autorités compétentes devront émettre les avis ou les actes d'autorisation dans le délai de quinze jours. Il n'est pas nécessaire de déposer les avis ou autorisations techniques, ni ceux dont la délivrance est légalement conditionnée par l'immatriculation de la société.

Art. 36. – (1) Le contrôle de la légalité des actes ou faits qui, conformément à la loi, sont enregistrés au registre du commerce, est exercé par la justice, par l'intermédiaire d'un juge délégué.

(2) Au début de chaque année judiciaire, le président du tribunal déléguera, à l'office du registre du commerce, un ou plusieurs juges du tribunal.

(3) Le juge délégué pourra ordonner une expertise, au compte des parties, ainsi que l'administration d'autres preuves.

Art. 37. – (1) Aux sociétés par actions, s'il y a des apports en nature, des avantages réservés aux fondateurs, des opérations conclues par les fondateurs pour le compte de la société qui se constitue et que cette dernière prendra à son compte, le juge délégué nomme, dans le délai de cinq jours suivant l'enregistrement de la demande, un ou plusieurs experts sur la liste des experts autorisés. Ces derniers dresseront un rapport comprenant la description et le mode d'évaluation de chaque bien apporté et préciseront si sa valeur correspond au nombre et à la valeur des actions accordées en échange, ainsi que d'autres éléments indiqués par le juge délégué. Pour les biens meubles nouveaux sera prise en considération la facture.

(2) Le rapport sera déposé, dans un délai de quinze jours, à l'office du registre du commerce et pourra être examiné par les créanciers personnels des associés ou par d'autres personnes. Sur leur demande et à leurs frais, ils peuvent recevoir des copies intégrales ou partielles du rapport.

Art. 38. – Ne peuvent être nommés experts:

- les parents ou alliés au quatrième degré inclusivement ou les conjoints de ceux qui ont constitué des apports en nature ou des fondateurs;
- les personnes recevant, sous toute forme, pour les fonctions qu'elles exercent, autres que celle d'expert, un salaire ou une rémunération de la part des fondateurs ou de ceux ayant constitué des apports en nature.

Art. 39. – (1) Dans le cas où les exigences légales sont remplies, le juge délégué, par un journal rendu dans le délai de cinq jours suivant le remplissement de ces exigences, autorisera la constitution de la société et ordonnera son immatriculation au registre du commerce, dans les conditions prévues par la loi relative à ce registre.

(2) Le journal d'immatriculation présentera, selon le cas, les mentions de l'acte constitutif prévues aux art. 7 et 8.

Art. 40. – (1) La société commerciale est personne morale à partir de la date de son immatriculation au registre du commerce.

(2) L'immatriculation est effectuée dans le délai de vingt-quatre heures à compter de la date où le journal du juge délégué est devenu irrévocable.

Art. 41. – (1) En même temps que l'immatriculation, le journal du juge délégué est communiqué d'office au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, en vue de sa publication, aux frais des parties, ainsi qu'à l'administration financière dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la société en vue de l'enregistrement fiscal, en mentionnant le numéro d'immatriculation au registre du commerce.

(2) Sur demande et aux frais des parties, l'acte constitutif, visé par le juge délégué, est publié au même *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, en tout ou partie.

(3) Dans le cas des sociétés en nom collectif ou en commandite simple, au *Moniteur Officiel* de la Roumanie peut être publié seulement un extrait de la conclusion, visé par le juge délégué, qui comprendra: la date du journal, les données d'identification des associés, la dénomination et, s'il y en a, l'enseigne de la société, le siège, la forme, l'objet d'activité présenté sommairement, le capital social, la durée de la société, le numéro d'immatriculation au registre du commerce.

Art. 42. – Les filiales sont des sociétés commerciales à personnalité morale et sont créées dans une des formes de société énumérées à l'art. 2 et dans les conditions prévues pour la forme respective. Elles auront le régime juridique de la forme de société dans laquelle elles se sont constituées.

Art. 43. – (1) Les succursales sont des démembrements sans personnalité morale des sociétés commerciales et sont immatriculées, avant le début de leur activité, au registre du commerce du département où elles fonctionneront.

(2) Si la succursale est créée dans une localité du même département ou dans la même localité que la société fondatrice, elle sera immatriculée au même registre du commerce, mais distinctement, comme une immatriculation indépendante.

(3) Le régime juridique de la succursale est appliqué à tout autre siège secondaire, quelle qu'en soit la dénomination, auquel la société créatrice attribue le statut de succursale.

(4) Les autres sièges secondaires – agences, représentations ou autres sièges pareils – ne sont mentionnés que dans le cadre de l'immatriculation de la société au registre du commerce du siège principal.

(5) Ne peuvent être créés des sièges secondaires dénommés filiale*.

Art. 44. – Les sociétés commerciales étrangères peuvent constituer en Roumanie, en respectant la loi roumaine, des filiales, ainsi que des succursales, agences, représentations ou autres sièges secondaires, si ce droit leur est reconnu par la loi de leur statut organique.

Art. 45. – (1) Les représentants de la société sont tenus de déposer à l'office du registre du commerce leurs signatures, dans le délai de quinze jours à compter de la date d'immatriculation de la société, s'ils ont été nommés par l'acte constitutif, et ceux élus pendant le fonctionnement de la société, dans un délai de quinze jours suivant leur élection.

(2) La disposition de l'alinéa précédent s'applique de manière adéquate aux dirigeants des succursales.

CHAPITRE IV

Effets de la violation des exigences légales de constitution de la société

Art. 46. – Lorsque l'acte constitutif ne comprend pas les mentions prévues par la loi ou comprend des clauses violant une disposition impérative de la loi ou lorsqu'une exigence légale pour la constitution de la société n'a pas été remplie, le juge délégué débouterà, d'office ou sur la demande de tout associé ou d'autres personnes intéressées, par voie de journal et de manière justifiée, la demande d'immatriculation, sauf le cas où les associés font écarter de telles irrégularités. Le juge délégué prendra acte dans son journal des régularisations effectuées.

Art. 47. – (1) Dans le cas où les fondateurs ou les représentants de la société n'ont pas demandé son immatriculation dans le délai légal, tout associé peut demander à l'office du registre du commerce que l'immatriculation soit effectuée,

* Conformément à l'art. V de l'Ordonnance d'urgence du Gouvernement n° 32/1997, approuvée par la Loi n° 195/1997, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent pas aux filiales sans personnalité morale, constituées jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance d'urgence.

Il est recommandé aux sociétés ayant constitué des unités sans personnalité morale de modifier la dénomination de filiale donnée à celles-ci.

après les avoir mis en retard, par notification ou lettre recommandée, et ils ne s'y sont pas conformés dans un délai maximum de huit jours suivant la réception.

(2) Si, toutefois, l'immatriculation n'a pas été effectuée dans les délais prévus à l'alinéa précédent, les associés sont libérés des obligations découlant de leurs souscriptions, trois mois suivant la date de l'authentification de l'acte constitutif, s'il n'en est autrement prévu par la loi.

(3) Si un associé a demandé le remplissement des formalités d'immatriculation, aucun d'eux ne pourra prétendre d'être libéré des obligations découlant de la souscription.

Art. 48. — (1) En cas d'irrégularités constatées après l'immatriculation, la société est tenue de prendre des mesures pour les éliminer dans le délai maximum de huit jours à compter de la date où les irrégularités ont été constatées.

(2) Si la société ne s'y conforme pas, toute personne intéressée peut demander au tribunal d'obliger les organes de la société, sous sanction de payer des dommages comminatoires, de les régulariser.

(3) Le droit à l'action de régularisation se prescrit par un an à compter de la date d'immatriculation de la société*.

Art. 49. — Les fondateurs, les représentants de la société, ainsi que les premiers membres des organes de direction, d'administration et de contrôle de la société répondent indéfiniment et solidairement pour le préjudice causé par les irrégularités visées aux art. 46 à 48.

Art. 50. — (1) Les actes ou faits, pour lesquels la publicité prévue par la loi n'a pas été effectuée, ne sont opposables aux tiers, sauf le cas où la société fait la preuve que ceux-ci les connaissaient.

(2) Les opérations effectuées par la société avant le seizième jour suivant la date de la publication au *Moniteur*

* Conformément à l'art. VIII de l'Ordonnance d'urgence du Gouvernement n° 32/1997, les dispositions légales relatives au droit de timbre et au timbre judiciaire pour les demandes en contentieux administratif concernant l'annulation d'un acte administratif s'appliquent de manière adéquate au recours, à l'opposition et à l'action de régularisation.

Les demandes introduites par les chambres de commerce et d'industrie territoriales, en vertu de l'ordonnance d'urgence, ne sont soumises ni au droit de timbre, ni au timbre judiciaire.

Officiel de la Roumanie du journal du juge délégué ne sont pas opposables aux tiers qui prouvent avoir été dans l'impossibilité d'en avoir connaissance.

Art. 51. — Les tiers peuvent néanmoins invoquer les actes ou faits pour lesquels la publicité n'a pas été faite, sauf le cas où l'omission de la publicité les prive d'effets.

Art. 52. — La société est tenue de vérifier l'identité entre le texte déposé à l'office du registre du commerce et celui publié au *Moniteur Officiel* de la Roumanie ou dans la presse. En cas de non concordance, les tiers peuvent opposer à la société tout texte, sauf le cas où la société prouve qu'ils connaissaient le texte déposé à l'office du registre du commerce.

Art. 53. — Les fondateurs, les représentants et autres personnes ayant travaillé au nom d'une société en cours de constitution répondent solidairement et indéfiniment envers les tiers des actes juridiques conclus avec ces derniers pour le compte de la société, sauf le cas où la société, après avoir acquis la personnalité morale, les a repris à son compte. Les actes ainsi repris sont réputés appartenir à la société dès leur conclusion.

Art. 54. — (1) Ni la société ni les tiers ne peuvent opposer, afin de se soustraire aux obligations assumées, une irrégularité dans la nomination des représentants, des administrateurs ou d'autres personnes faisant partie des organes de la société, lorsque cette nomination a été publiée conformément à la loi.

(2) La société ne peut invoquer envers des tiers les nominations aux fonctions mentionnées à l'alinéa précédent ou la cessation de ces fonctions, si elles n'ont pas été publiées conformément à la loi.

Art. 55. — (1) Dans les rapports avec des tiers, la société par actions, en commandite par actions ou à responsabilité limitée est engagée par les actes de ses organes, même si ces actes dépassent l'objet d'activité, sauf le cas où elle prouve que les tiers connaissaient ou, dans les circonstances données, devaient connaître ce dépassement. La publication de l'acte constitutif ne peut constituer, à elle seule, la preuve de la connaissance.

(2) Les clauses de l'acte constitutif ou les décisions des organes statutaires des sociétés prévues à l'alinéa précédent

limitant les pouvoirs conférés par la loi à ces organes, sont inopposables aux tiers, même si elles ont été publiées.

Art. 56. – La nullité d'une société immatriculée au registre du commerce peut être déclarée par le tribunal seulement lorsque:

- a) l'acte constitutif manque ou n'a pas été conclu en forme authentique;
- b) tous les fondateurs ont été, conformément à la loi, incapables à la date de la constitution de la société;
- c) l'objet d'activité de la société est illicite ou contraire à l'ordre public;
- d) le journal du juge délégué concernant l'immatriculation de la société manque;
- e) l'autorisation légale administrative de constitution de la société manque;
- f) l'acte constitutif ne prévoit pas la dénomination de la société, son objet d'activité, les apports des associés et le capital social souscrit;
- g) les dispositions légales relatives au capital social minimum, souscrit et versé, ont été violées;
- h) le nombre minimum d'associés, prévu par la loi, n'a pas été respecté.

Art. 57. – La nullité ne peut être déclarée dans le cas où sa cause, invoquée dans la demande d'annulation, a été écartée avant que les conclusions soient prises au fond dans un tribunal.

Art. 58. – (1) A la date où la décision de justice déclarant la nullité est devenue irrévocable, la société cesse sans effet rétroactif et entre en liquidation. Les dispositions légales relatives à la liquidation des sociétés suite à la dissolution s'appliquent de manière adéquate.

(2) Par la décision de justice qui déclare la nullité seront nommés également les liquidateurs de la société.

(3) Le tribunal communiquera le dispositif de cette décision à l'office du registre du commerce qui, après mention, l'enverra au *Moniteur Officiel* de la Roumanie en vue de sa publication.

(4) Les associés répondent des obligations sociales jusqu'à leur couverture conformément aux dispositions de l'art. 3.

Art. 59. – (1) La déclaration de la nullité de la société ne porte pas atteinte aux actes conclus en son nom.

(2) Ni la société ni les associés ne peuvent opposer aux tiers de bonne foi la nullité de la société.

CHAPITRE V Certaines dispositions de procédure

Art. 60. – (1) Les journaux du juge délégué concernant l'immatriculation ou tous autres enregistrements au registre du commerce ne sont sujets qu'au recours.

(2) Le délai de recours est de quinze jours suivant la date où le journal a été rendu.

(3) Le recours est déposé et mentionné au registre du commerce où a été fait l'enregistrement. Dans un délai de trois jours suivant la date du dépôt, l'office du registre du commerce porte le recours devant le tribunal du siège de la société et, dans le cas des succursales constituées dans un autre département, devant le tribunal du département respectif.

(4) Les motifs du recours peuvent être déposés au moins deux jours avant le terme de jugement*.

Art. 61. – (1) Contre les décisions des associations relatives à la modification de l'acte constitutif, les créanciers sociaux et autres personnes ayant subi des préjudices suite à ces décisions peuvent former opposition.

(2) Au sens de la présente loi, la *décision des associés* signifie également la décision des organes statutaires de la société, et le terme *associés* inclut également les actionnaires, sauf le cas où il résulte autrement du contexte.

Art. 62. – (1) L'opposition est formée dans un délai de trente jours suivant la date de la publication de la décision ou de l'acte additionnel de modification au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, si la présente loi ne prévoit pas un autre délai. Elle est déposée à l'office du registre du commerce qui, dans un délai de trois jours à compter de la date de dépôt, la mentionnera au registre et la portera devant le tribunal du siège de la société.

(2) L'opposition suspend envers les opposants l'exécution de la décision des associés jusqu'à ce que le jugement reste

* Voir la Note de p. 112.

définitif, sauf le cas où la présente loi prévoit autrement. L'opposition est jugée en chambre de conseil du tribunal, avec citation des parties.

(3) La décision prononcée contre l'opposition n'est sujette qu'au recours*.

Art. 63. — Les demandes et les voies de recours prévues par la présente loi, relevant des instances judiciaires, sont résolues par le tribunal du lieu où la société a son siège principal, sauf le cas où la loi prévoit autrement.

Art. 64. — La citation des parties devant le juge délégué et la communication de ses actes sont faites par l'office du registre du commerce, par la poste, par lettre recommandée, en attachant le récépissé au dossier, ou par les agents de l'office du registre du commerce, ou dans les conditions prévues par le Code de procédure civile.

TITRE III

Fonctionnement des sociétés commerciales

CHAPITRE I^{er}

Dispositions communes

Art. 65. — (1) Sauf stipulation contraire, les biens constitués comme apport en société deviennent la propriété de cette dernière à partir de son immatriculation au registre du commerce.

(2) L'associé qui tarde à déposer son apport social répond des dommages causés; si son apport a été stipulé en numéraire, il est obligé au paiement des intérêts légaux à partir de la date où il aurait dû faire le versement.

Art. 66. — (1) Pour la durée de la société, les créanciers de l'associé peuvent exercer leurs droits seulement sur la partie des bénéfices dus à l'associé après le bilan comptable, et après la dissolution de la société, sur la partie qui lui reviendrait par suite de la liquidation.

* Voir la Note de p. 112.

(2) Les créanciers prévus à l'al. (1) peuvent cependant opérer une saisie-arrêt, pendant la durée de la société, sur les parts qui reviendraient aux associés par suite de la liquidation ou saisir et vendre les actions de leur débiteur.

Art. 67. — (1) La quote-part du bénéfice qui sera payée à chaque associé constitue dividende.

(2) Les dividendes seront payés aux associés proportionnellement au taux de participation au capital social versé, s'il n'en est autrement prévu par l'acte constitutif.

(3) Les dividendes ne pourront être distribués que sur les bénéfices réels.

(4) Les dividendes payés contrairement aux dispositions ci-dessus seront restitués.

(5) Le droit à l'action en restitution des dividendes se prescrit par trois ans à compter de la date de leur distribution.

(6) Les dividendes dus après la date de la transmission des actions appartiennent au cessionnaire, sauf convention contraire des parties.

Art. 68. — L'apport des associés au capital social n'est pas porteur d'intérêts.

Art. 69. — Si une réduction du capital social est constatée, ce dernier devra être complété ou réduit avant toute répartition ou distribution des bénéfices.

Art. 70. — (1) Les administrateurs peuvent exécuter toutes les opérations requises pour l'accomplissement de l'objet d'activité de la société, sauf les restrictions précisées dans l'acte constitutif.

(2) Ils sont tenus de participer à toutes les assemblées de la société, aux conseils d'administration et aux organes de direction similaires à ceux-ci.

Art. 71. — (1) Les administrateurs qui ont le droit de représenter la société ne peuvent le transmettre qui si cette faculté leur a été expressément accordée.

(2) En cas de violation des dispositions de l'al. (1), la société peut prétendre à la personne substituée les bénéfices résultés de l'opération.

(3) L'administrateur qui, sans en avoir le droit, se fait substituer par une autre personne répond solidairement avec celle-ci des éventuels dommages causés à la société.

Art. 72. — Les obligations et la responsabilité des administrateurs sont régies par les dispositions relatives au mandat et par celles spécialement prévues par la présente loi.

Art. 73. — (1) Les administrateurs sont solidairement responsables envers la société pour:

- a) la réalité des versements effectués par les associés;
- b) l'existence réelle des dividendes payés;
- c) l'existence des registres requis par la loi et leur tenue régulière;
- d) l'accomplissement exact des décisions des assemblées générales;
- e) l'accomplissement strict des devoirs que la loi, l'acte constitutif imposent.

(2) L'action en responsabilité à l'encontre des administrateurs appartient également aux créanciers de la société, mais ils ne pourront l'exercer qu'en cas de faillite de la société.

Art. 74. — (1) Tous acte, lettre ou publication émanant d'une société devront faire mention des dénomination, forme juridique, siège, numéro d'immatriculation au registre du commerce et code fiscal.

(2) Pour la société à responsabilité limitée, il faudra également préciser le capital social, et pour la société par actions et en commandite par actions il sera précisé le capital social, dont celui effectivement versé, conformément au dernier bilan comptable approuvé.

CHAPITRE II

Sociétés en nom collectif

Art. 75. — Le droit de représenter la société appartient à chaque administrateur, sauf stipulation contraire de l'acte constitutif.

Art. 76. — (1) Si l'acte constitutif exige que les administrateurs travaillent ensemble, la décision doit être prise à l'unanimité; en cas de divergence entre les administrateurs, ce sont les associés représentant la majorité absolue du capital social qui décideront.

(2) Pour les actes urgents dont l'inaccomplissement est susceptible de causer un grand préjudice à la société, un seul administrateur peut décider, en l'absence des autres qui se

trouvent dans l'impossibilité, même momentanée, de prendre part à l'administration.

Art. 77. — (1) Les associés qui représentent la majorité absolue du capital social peuvent élire un ou plusieurs administrateurs parmi eux, en précisant leurs pouvoirs, la durée de leur mandat et leur rémunération éventuelle, s'il n'en est autrement disposé par l'acte constitutif.

(2) La même majorité peut décider de la révocation des administrateurs ou de la limitation de leurs pouvoirs, sauf le cas où les administrateurs ont été nommés par l'acte constitutif.

Art. 78. — (1) Si un administrateur a l'initiative d'une opération qui dépasse les limites des opérations habituelles du commerce exercé par la société, il doit en aviser les autres administrateurs avant de la conclure, sous sanction de supporter les pertes qui en résulteraient.

(2) En cas d'opposition de l'un d'entre eux, c'est aux associés qui représentent la majorité absolue du capital social de décider.

(3) L'opération conclue contre l'opposition formée est valable envers les tiers auxquels cette opposition n'aura pas été communiquée.

Art. 79. — (1) L'associé qui, dans une opération déterminée, a pour son propre compte ou le compte d'autrui des intérêts contraires à ceux de la société ne peut participer à aucune délibération ou décision concernant cette opération.

(2) L'associé qui contrevient aux dispositions de l'al. (1) est responsable des préjudices causés à la société, si, sans son vote, la majorité requise n'avait pas été obtenue.

Art. 80. — L'associé qui, n'ayant pas le consentement écrit des autres associés, emploie le capital, les biens ou le crédit de la société à son profit ou à celui d'une autre personne, est obligé de restituer à la société les bénéfices qui en ont résulté et de payer des dommages-intérêts pour les préjudices causés.

Art. 81. — (1) Aucun associé ne peut utiliser des fonds de la société plus qu'on lui a fixé pour les frais déjà faits ou pour ceux qu'il fera dans l'intérêt de la société.

(2) L'associé qui contrevient à cette disposition est responsable des sommes prises et des dommages causés.

(3) Par l'acte constitutif il sera stipulé que les associés peuvent toucher à la caisse de la société certaines sommes destinées à leurs frais personnels.

Art. 82. – (1) Les associés ne peuvent prendre part, en tant qu'associés à responsabilité indéfinie, à d'autres sociétés concurrentes ou ayant le même objet d'activité, ni faire des opérations pour leur compte ou le compte d'autrui, dans un commerce du même genre ou un autre semblable, sans le consentement des autres associés.

(2) Le consentement est réputé avoir été donné si la participation ou les opérations antérieures à l'acte constitutif ont été connues par les autres associés, ceux-ci n'interdisant pas leur continuation.

(3) En cas d'inobservation des dispositions des al. (1) et (2), la société, outre le droit d'exclure l'associé, peut décider que celui-ci a agi pour son compte ou demander des dommages-intérêts.

(4) Ce droit s'éteint trois mois après la date où la société en a eu connaissance, sans en avoir pris une décision.

Art. 83. – Lorsque l'apport au capital social appartient à plusieurs personnes, ces dernières sont tenues solidairement envers la société et doivent désigner un représentant commun en vue de l'exercice des droits qui découlent de cet apport.

Art. 84. – (1) L'associé qui a déposé comme apport une ou plusieurs créances n'est pas libéré tant que la société n'aura pas obtenu le paiement de la somme pour laquelle elles ont été apportées.

(2) Si le paiement n'a pu être obtenu en poursuivant le débiteur cédé, l'associé, outre les dommages, est responsable de la somme due, avec les intérêts légaux du jour de l'échéance des créances.

Art. 85. – (1) Les associés sont responsables indéfiniment et solidairement des opérations conclues au nom de la société par les personnes qui la représentent.

(2) La décision judiciaire obtenue contre la société est opposable à chaque associé.

Art. 86. – Pour l'approbation du bilan comptable et les décisions concernant les responsabilités des administrateurs,

il est nécessaire le vote des associés représentant la majorité du capital social.

Art. 87. – (1) La cession de l'apport de capital social est possible si elle a été permise par l'acte constitutif.

(2) La cession ne libère pas l'associé cédant de ce qu'il doit encore à la société de son apport de capital.

(3) Envers les tiers, le cédant reste responsable conformément à l'art. 220.

(4) Lorsque l'acte constitutif prévoit les cas de retrait d'un associé, seront appliquées les dispositions des art. 220 et 224.

CHAPITRE III

Sociétés en commandite simple

Art. 88. – L'administration de la société en commandite simple sera confiée à un ou plusieurs associés commandités.

Art. 89. – (1) Le commanditaire peut conclure des opérations pour le compte de la société s'il est muni d'une procuration spéciale pour des opérations déterminées, donnée par les représentants de la société et inscrite au registre du commerce. En cas contraire, le commanditaire devient indéfiniment et solidairement responsable envers les tiers, pour toutes les obligations de la société, contractées depuis la date de l'opération qu'il a conclue.

(2) Le commanditaire peut remplir des fonctions dans l'administration interne de la société, faire des actes de surveillance, participer à la nomination ou à la révocation des administrateurs aux cas prévus par la loi, ou accorder aux administrateurs, dans les limites de l'acte constitutif, une autorisation concernant les opérations qui outrepassent leurs pouvoirs.

(3) Le commanditaire a, en outre, le droit de demander une copie du bilan comptable et du compte de profits et de pertes et de contrôler leur exactitude par l'examen des registres commerciaux et des autres documents justificatifs.

Art. 90. – Les dispositions des art. 75 et 76 al. (1), des art. 77, 79, 83, 84, 86 et 87 seront également appliquées aux sociétés en commandite simple, et les dispositions des art. 80, 81, 82 et 85 aux associés commandités.

CHAPITRE IV
Sociétés par actions

Section 1^{re}
Des actions

Art. 91. – (1) Dans la société par actions, le capital social est représenté par les actions émises par la société, qui peuvent être, selon le mode de transmission, nominatives ou au porteur.

(2) Le type des actions sera déterminé par l'acte constitutif; en cas contraire, elles seront au porteur. Les actions nominatives peuvent être émises en forme matérielle, sur support papier ou en forme dématérialisée, par inscription au compte.

(3) Les actions d'une société par actions, émises par offre publique de valeurs mobilières, définie comme telle par la Loi n° 52/1994, sont régies par les réglementations applicables au marché organisé où lesdites actions sont soumises aux transactions.

Art. 92. – (1) Les actions ne pourront être émises pour un montant inférieur à la valeur nominale.

(2) Les actions qui ne sont pas intégralement payées sont toujours nominatives.

(3) Le capital social ne pourra être majoré et de nouvelles actions ne pourront être émises jusqu'à ce que celles émises précédemment ne soient payées intégralement.

(4) Les actions nominatives pourront être converties en actions au porteur et inversement, par la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, prise dans les conditions prévues à l'art. 115.

(5) Peuvent être émis des titres cumulatifs pour plusieurs actions, lorsque celles-ci sont nominatives, émises en forme matérielle.

Art. 93. – (1) La valeur nominale d'une action ne pourra être inférieure à 1.000 lei.

(2) Les actions comprendront:

a) la dénomination et la durée de la société;

b) la date de l'acte constitutif, le numéro du registre du commerce sous lequel la société est immatriculée et le numéro du *Moniteur Officiel*, Partie IV, où la publication a été faite;

c) le capital social, le nombre des actions et leur numéro d'ordre, la valeur nominale des actions et les versements effectués;

d) les avantages accordés aux fondateurs.

(3) Pour les actions nominatives seront également mentionnés: les nom, prénom et domicile de l'actionnaire, personne physique; les dénomination, siège et numéro d'immatriculation de l'actionnaire, personne morale.

(4) Les actions doivent être revêtues de la signature de deux administrateurs lorsqu'il y en a plusieurs, ou de l'unique administrateur.

Art. 94. – (1) Les actions doivent avoir une valeur égale; elles accordent aux possesseurs des droits égaux.

(2) Peuvent toutefois être émises, dans les conditions établies par l'acte constitutif, des catégories d'actions conférant aux titulaires des droits différents, conformément aux dispositions des art. 95 et 96.

Art. 95. – (1) Peuvent être émises des actions préférentielles à dividende prioritaire sans droit de vote, conférant au titulaire:

a) le droit à un dividende prioritaire prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice financier, avant tout autre prélèvement;

b) les droits reconnus aux actionnaires avec des actions ordinaires, sauf le droit de participer et de voter, en vertu de ces actions, dans les assemblées générales des actionnaires.

(2) Les actions à dividende prioritaire, sans droit de vote, ne peuvent dépasser un quart du capital social et auront la même valeur nominale que les actions ordinaires.

(3) Les représentants, les administrateurs et les commissaires aux comptes de la société ne peuvent être titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

(4) Les actions préférentielles et les actions ordinaires pourront être converties d'une catégorie à l'autre par la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, prise dans les conditions prévues à l'art. 115.

Art. 96. – Les titulaires de chaque catégorie d'actions se réunissent en assemblées spéciales, dans les conditions

établies par l'acte constitutif de la société. Tout titulaire de telles actions peut participer à ces assemblées.

Art. 97. — Au cas où la société n'a pas émis ou n'a pas délivré d'actions en forme matérielle, elle délivrera, d'office ou sur la demande des actionnaires, un certificat d'actionnaire comprenant les données prévues à l'art. 93 al. (2) et (3) et, en plus, le nombre, la catégorie et la valeur nominale des actions, propriété de l'actionnaire, la position où ce dernier est inscrit au registre des actionnaires et, selon le cas, le numéro d'ordre des actions.

Art. 98. — (1) Le droit de propriété sur les actions nominatives se transmet par la déclaration faite au registre des actionnaires de l'émetteur, souscrite par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires, et par la mention faite sur l'action. L'acte constitutif peut prévoir d'autres modalités de transmission du droit de propriété sur les actions nominatives.

(2) Le droit de propriété sur les actions émises en forme dématérialisée et soumises aux transactions sur un marché organisé se transmet conformément à la Loi n° 52/1994.

(3) Les souscripteurs et les cessionnaires ultérieurs répondent solidairement du paiement des actions trois ans durant, à compter de la date où la mention de transmission a été faite au registre d'actionnaires.

Art. 99. — Le droit de propriété sur les actions au porteur est transféré par simple tradition de celles-ci.

Art. 100. — (1) Lorsque les actionnaires n'ont pas effectué les versements dus dans les délais prévus à l'art. 8 lett. d) et à l'art. 20 al. (1), la société les invitera à remplir cette obligation, par une sommation collective, publiée deux fois dans un intervalle de quinze jours, au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, et dans un journal de large diffusion.

(2) Si, en dépit de cette sommation, les actionnaires n'effectuent pas les versements, le conseil d'administration pourra décider soit de la poursuite judiciaire contre les actionnaires pour les versements restants, soit de l'annulation de ces actions nominatives.

(3) La décision d'annulation sera publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, en spécifiant le numéro d'ordre des actions annulées.

(4) Pour remplacer les actions annulées, de nouvelles actions seront émises, portant le même numéro, et seront vendues.

(5) Les sommes résultées de la vente seront utilisées pour couvrir les frais de publication et de vente, les intérêts de retard et les versements non effectués; le restant sera rendu aux actionnaires.

(6) Si le prix obtenu ne suffit pas pour couvrir toutes les sommes dues à la société ou si la vente n'a pas lieu faute d'acheteurs, la société pourra agir contre les souscripteurs et les cessionnaires, conformément à l'art. 98.

(7) Si, par suite de l'accomplissement de ces formalités, les sommes dues à la société n'ont pas été réalisées, il sera immédiatement procédé à la réduction du capital social proportionnellement à la différence entre ce dernier et le capital existant.

Art. 101. — (1) Toute action acquittée donne droit à une voix dans l'assemblée générale, s'il n'en est autrement prévu par l'acte constitutif.

(2) L'acte constitutif peut limiter le nombre des voix appartenant aux actionnaires qui possèdent plus d'une action.

(3) L'exercice du droit de vote est suspendu pour les actionnaires qui ne sont pas au courant des versements parvenus à l'échéance.

Art. 102. — (1) Les actions sont indivisibles.

(2) Lorsqu'une action nominative devient la propriété de plusieurs personnes, la société n'est pas obligée d'inscrire la transmission tant que lesdites personnes n'auront pas désigné un représentant unique qui exerce les droits résultant de l'action.

(3) En outre, au cas où une action au porteur appartient à plusieurs personnes, ces dernières doivent désigner un représentant commun.

(4) Tant qu'une action est la propriété indivise de plusieurs personnes, ces dernières sont solidairement responsables pour les versements dus.

Art. 103. — (1) La société ne peut acquérir ses propres actions, soit directement, soit par l'intermédiaire des personnes agissant en nom propre, mais pour le compte de la société en question, sauf le cas où l'assemblée générale

extraordinaire des actionnaires décide autrement, avec le respect des dispositions qui suivent.

(2) Autorisant l'acquisition, l'assemblée générale extraordinaire établira notamment les modalités d'acquisition, le nombre maximum d'actions à acquérir, leur contre-valeur minimale et maximale et la période de l'opération, période qui ne pourra excéder dix-huit mois à compter de la date de publication de la décision prise par l'assemblée générale au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV.

(3) La valeur des actions propres, acquises par la société, y compris celles qui se trouvent dans son portefeuille, ne peut excéder 10 p. 100 du capital social souscrit.

(4) Ne peuvent être acquises que les actions intégralement libérées et uniquement si le capital social souscrit est intégralement versé.

(5) Le paiement des actions ainsi acquises sera fait seulement des bénéfices distribuables et des réserves disponibles de la société, sauf les réserves légales, inscrits au dernier bilan comptable approuvé. Si les actions acquises sont comptabilisées dans l'actif du bilan, au passif sera enregistrée une réserve indisponible de la même valeur, qui sera maintenue jusqu'à la cession ou l'annulation des actions respectives.

(6) Au rapport de gestion joint au bilan comptable seront précisés: les raisons ayant déterminé l'acquisition d'actions propres, le nombre, la valeur nominale, la contre-valeur des actions acquises et la fraction de capital social qu'elles représentent.

(7) Les actions propres acquises en violation des dispositions du présent article seront aliénées dans un délai maximal d'un an suivant la date de leur souscription, selon le mode établi par l'assemblée générale extraordinaire. Les actions non aliénées dans ce délai seront annulées et la société obligée à réduire de manière correspondante son capital social.

Art. 104. – Les restrictions prévues à l'art. 103 ne s'appliquent pas lorsque l'acquisition par la société d'un nombre déterminé d'actions propres, intégralement libérées, est faite dans une des situations suivantes:

a) aux fins de réduire le capital social, conformément à l'art. 202, en annulant un nombre d'actions propres, d'une valeur correspondant à la réduction;

b) pour la cession vers le personnel de la société d'un nombre d'actions propres, dans les limites et conditions approuvées par l'assemblée générale des actionnaires. L'opération de cession n'excédera pas un an suivant la date de publication de la décision de l'assemblée générale au *Moniteur Officiel* de la Roumanie;

c) par l'effet de la succession universelle ou de la fusion ou d'une décision de justice prononcée dans une procédure de poursuite forcée à l'encontre d'un débiteur de la société;

d) à titre gratuit;

e) aux fins de la régularisation du cours de ses propres actions sur le marché boursier ou le marché organisé extra-boursier, mais seulement après avis de la Commission nationale des Valeurs mobilières.

Art. 105. – (1) Une société ne peut accorder des avances ou prêts, ni constituer des garanties en vue de la souscription ou l'acquisition de ses propres actions par un tiers.

(2) La prise en gage des propres actions soit directement, soit par l'entremise des personnes agissant en nom propre, mais pour le compte de la société, est assimilée à l'acquisition des propres actions. Dans ce cas, les actions seront comptabilisées séparément.

(3) Les dispositions du présent article ne s'appliquent ni aux opérations courantes des sociétés bancaires et de crédit, ni aux opérations effectuées en vue de l'acquisition par les salariés de la société des actions de cette dernière ou de l'une de ses filiales.

Art. 106. – (1) La mise en gage des actions se fait par déclaration, donnée par leur titulaire, en forme authentique ou par écrit sous seing privé, certifiée par le fonctionnaire de la société ou, selon le cas, du registre indépendant privé des actionnaires, déclaration ou écrit où seront précisés le montant de la dette, la valeur et la catégorie des actions mises en gage.

(2) La constitution du gage est inscrite au registre des actionnaires.

(3) La preuve de la constitution du gage est délivrée au créancier gage.

Art. 107. — Les actions acquises conformément aux dispositions de l'art. 103 al. (1) à (5) ne donnent pas droit aux dividendes. Toute la durée que la société les possède, le droit de vote qu'elles confèrent est suspendu.

Art. 108. — Les actionnaires qui offrent leurs actions pour être vendues par offre publique devront élaborer un prospectus d'offre, conformément aux dispositions de la Loi n° 52/1994.

Art. 109. — La situation des actions doit être comprise dans l'annexe au bilan comptable annuel et préciser notamment si elles ont été intégralement acquittées et, selon le cas, le nombre des actions pour lesquelles il a été demandé, sans résultat, d'être effectués les versements.

Section 2

Des assemblées générales

Art. 110. — (1) Les assemblées générales sont ordinaires et extraordinaires.

(2) Sauf disposition contraire de l'acte constitutif, elles auront lieu au siège de la société et dans le local indiqué dans la convocation.

Art. 111. — (1) L'assemblée ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans un délai maximum de trois mois à compter de la clôture de l'exercice financier.

(2) Outre le débat des autres problèmes inscrits à l'ordre du jour, l'assemblée générale est tenue de:

a) discuter, approuver ou modifier le bilan comptable après la présentation du rapport des administrateurs et des commissaires aux comptes, et fixer le dividende;

b) élire les administrateurs et les commissaires aux comptes;

c) fixer la rémunération due pour l'exercice en cours des administrateurs et des commissaires aux comptes, si elle n'a pas été établie par l'acte constitutif;

d) se prononcer sur la gestion des administrateurs;

e) établir le budget de revenus et dépenses et, le cas échéant, le programme d'activité pour l'exercice financier suivant;

f) décider la mise en gage, la location ou l'annulation de l'une ou plusieurs unités de la société.

Art. 112. — (1) Pour la validité des délibérations de l'assemblée ordinaire, il est nécessaire que les actionnaires qui

représentent au moins la moitié du capital social soient présents; il est également nécessaire que les décisions soient prises par les actionnaires qui détiennent la majorité absolue du capital social représenté à l'assemblée, sauf si l'acte constitutif ou la loi ne prévoit pas une majorité plus élevée.

(2) Si l'assemblée ne peut avoir lieu faute d'accomplissement des conditions prévues à l'al. (1), l'assemblée qui se réunira lors d'une deuxième convocation peut délibérer sur les problèmes de l'ordre du jour de la première assemblée, quelle que soit la part du capital social représentée par les actionnaires présents, à la majorité des voix.

Art. 113. — L'assemblée générale extraordinaire se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire pour prendre une décision concernant:

a) le changement de la forme juridique de la société;

b) le déménagement du siège de la société;

c) le changement de l'objet d'activité de la société;

d) la prolongation de la durée de la société;

e) l'augmentation du capital social;

f) la réduction du capital social ou son complètement par émission de nouvelles actions;

g) la fusion avec d'autres sociétés ou la scission de la société;

h) la dissolution anticipée de la société;

i) la conversion des actions d'une catégorie à l'autre;

j) la conversion d'une catégorie d'obligations en une autre catégorie ou en actions;

k) l'émission d'obligations;

l) toute autre modification de l'acte constitutif ou toute autre décision pour laquelle est exigée l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 114. — L'assemblée générale extraordinaire pourra déléguer au conseil d'administration ou, selon le cas, à l'administrateur unique, dans les conditions prévues par l'acte constitutif et aux majorités établies à l'art. 115, l'exercice de ses attributions mentionnées à l'art. 113 lett. b), c), e), f) et i).

Art. 115. — Pour la validité des délibérations de l'assemblée extraordinaire, s'il n'en est autrement disposé par l'acte constitutif, il est nécessaire:

– à la première convocation, la présence des actionnaires représentant trois quarts du capital social; les décisions

doivent être prises à la voix d'un nombre d'actionnaires qui représentent au moins la moitié du capital social;

– aux convocations suivantes, la présence des actionnaires représentant la moitié du capital social, les décisions devant être prises à la voix d'un nombre d'actionnaires qui représentent au moins un tiers du capital social.

Art. 116. – (1) La décision d'une assemblée générale modifiant les droits ou les obligations concernant une catégorie d'actions ne produit d'effets qu'après son approbation par l'assemblée spéciale des détenteurs d'actions de la catégorie respective.

(2) Les dispositions de la présente section relatives à la convocation, le quorum et le déroulement des assemblées générales des actionnaires s'appliquent également aux assemblées spéciales.

(3) Les décisions dont les assemblées spéciales ont l'initiative seront soumises à l'approbation des assemblées générales correspondantes.

Art. 117. – (1) L'assemblée générale sera convoquée par les administrateurs toutes les fois qu'il est nécessaire, conformément aux dispositions de l'acte constitutif.

(2) Le délai de réunion ne peut en aucun cas être inférieur à quinze jours à compter de la publication de la convocation.

(3) La convocation sera publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, et dans un journal de large diffusion de la localité où se trouve le siège de la société ou de la localité la plus proche.

(4) Si toutes les actions de la société sont nominatives, la convocation peut être faite par lettre recommandée ou, si l'acte constitutif le permet, par simple lettre, expédiée au moins quinze jours avant la date de l'assemblée, à l'adresse de l'actionnaire, inscrite au registre des actionnaires. Le changement de l'adresse ne peut être opposé à la société, si l'actionnaire ne l'a pas communiqué par écrit.

(5) En outre, la convocation peut être faite par affichage au siège de la société, assortie d'une liste qui sera signée par les actionnaires, au moins quinze jours avant la date de l'assemblée. La signature de l'actionnaire et la date de la signature seront certifiées par un fonctionnaire désigné à cet effet.

(6) Les modalités de convocation prévues aux al. (4) et (5) ne peuvent être utilisées si elles sont interdites par l'acte constitutif de la société ou par dispositions légales.

(7) La convocation devra mentionner le lieu et la date de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour en spécifiant explicitement tous les problèmes qui feront l'objet des débats de l'assemblée.

(8) Au cas où à l'ordre du jour figurent des propositions visant la modification du statut, la convocation doit comprendre le texte intégral des propositions.

Art. 118. – (1) Dans l'avis de la première assemblée générale pourront être fixées la date et l'heure de la deuxième assemblée, au cas où la première n'aurait pas lieu.

(2) La deuxième assemblée générale ne pourra se réunir le jour fixé pour la première assemblée.

(3) Si la date de la deuxième assemblée générale n'est pas spécifiée dans l'avis publié pour la première assemblée, le délai prévu à l'art. 117 pourra être ramené à huit jours.

Art. 119. – (1) Les administrateurs sont tenus de convoquer immédiatement l'assemblée générale, sur la demande des actionnaires représentant un dixième du capital social ou un quota inférieur, si l'acte constitutif le prévoit et si la demande renferme des dispositions ayant rapport aux attributions de l'assemblée.

(2) L'assemblée générale aura lieu dans un mois de la demande.

(3) Si les administrateurs ne convoquent pas l'assemblée générale, l'instance du siège de la société, après avoir entendu les parties, pourra ordonner la convocation, en désignant parmi les actionnaires la personne qui la présidera.

Art. 120. – Les actionnaires exercent leur droit de vote dans l'assemblée générale, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent, à l'exception prévue à l'art. 101 al. (2).

Art. 121. – Les actionnaires représentant le capital social tout entier pourront, si nul ne s'y oppose, tenir une assemblée générale et prendre toute décision relevant de la compétence de l'assemblée, sans observer les formalités requises pour sa convocation.

Art. 122. – (1) Aux assemblées générales, les actionnaires qui possèdent des actions au porteur ont droit de vote, à

condition de les avoir déposées aux lieux indiqués par l'acte constitutif ou par l'avis de convocation cinq jours au moins avant l'assemblée. Les commissaires aux comptes constateront, au moyen d'un procès-verbal, le dépôt des actions dans les délais établis. Les actions resteront déposées jusqu'à l'issue de l'assemblée générale, mais elles ne pourront être retenues plus de dix jours à compter de la date de cette dernière.

(2) L'administrateur unique ou le conseil d'administration, selon le cas, établira une date de référence pour les actionnaires ayant le droit d'être avisés et de voter dans le cadre de l'assemblée générale, date qui restera valable même si l'assemblée générale est convoquée de nouveau, faute d'avoir pu réunir le quorum. La date de référence ainsi établie n'excédera pas soixante jours avant la date où l'assemblée générale est convoquée pour la première fois.

(3) Les actionnaires ayant le droit de percevoir des dividendes ou d'exercer tous autres droits sont ceux inscrits dans les registres de la société ou au registre indépendant privé des actionnaires, correspondant à la date de référence.

Art. 123. — (1) Si les actions sont grevées d'un droit d'usufruit, le droit de vote conféré par ces actions appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

(2) Si les actions sont mises en gage, le droit de vote appartient à leur propriétaire.

Art. 124. — (1) Les actionnaires ne pourront être représentés dans les assemblées générales que par d'autres actionnaires munis d'une procuration spéciale.

(2) Les actionnaires n'ayant pas la capacité légale, ainsi que les personnes morales, peuvent être représentés par leurs représentants légaux, qui peuvent accorder, à leur tour, une procuration spéciale à d'autres actionnaires.

(3) Les procurations en original seront déposées dans le délai où les actionnaires étaient obligés de déposer les actions ou dans le délai prévu par l'acte constitutif. Elles seront retenues par la société, mention en étant faite au procès-verbal.

(4) Par l'acte constitutif, il peut être dérogé aux dispositions relatives à la représentation exclusive par des actionnaires.

(5) Les administrateurs et les fonctionnaires de la société ne peuvent représenter les actionnaires, sous peine de nullité de la décision, si sans leur vote la majorité requise n'avait pas été obtenue.

Art. 125. — (1) Les administrateurs ne peuvent voter, au moyen des actions qu'ils possèdent, ni personnellement ni par mandataire, la décharge de leur gestion ou un problème qui mettrait en cause leur personne ou leur administration.

(2) Cependant, ils peuvent voter le bilan comptable et le compte de profit et de pertes si, étant possesseurs d'une moitié du capital social au moins, la majorité légale ne peut être réunie sans leur vote.

Art. 126. — (1) L'actionnaire qui a, dans une certaine opération soit personnellement, soit en tant que mandataire d'une autre personne, un intérêt contraire à celui de la société, devra s'abstenir aux délibérations concernant cette opération.

(2) L'actionnaire qui n'obéit pas à cette disposition est responsable des dommages causés à la société, si la majorité requise n'avait pas été obtenue sans son vote.

Art. 127. — Le droit de vote ne peut être cédé. Toute convention concernant une certaine manière d'exercer le droit de vote est nulle.

Art. 128. — (1) Le jour et à l'heure mentionnés dans l'avis de convocation, la séance de l'assemblée sera ouverte par le président du conseil d'administration ou par son remplaçant.

(2) L'assemblée générale élira, parmi les actionnaires présents, un à trois secrétaires qui vérifieront la liste de présence des actionnaires, indiquant le capital social que chacun d'eux représente, le procès-verbal dressé par les commissaires aux comptes pour la constatation du nombre des actions déposées et l'accomplissement de toutes les formalités requises par la loi et par l'acte constitutif pour que l'assemblée générale soit tenue.

(3) L'assemblée générale pourra décider que les opérations prévues à l'alinéa précédent soient surveillées ou accomplies par un notaire public, aux frais de la société.

(4) Un des secrétaires dresse le procès-verbal de la séance de l'assemblée générale.

(5) Le président pourra désigner, parmi les fonctionnaires de la société, un ou plusieurs secrétaires techniques qui prennent part à l'exécution des opérations prévues aux alinéas précédents.

(6) Après avoir constaté que les exigences légales et les dispositions de l'acte constitutif pour la tenue de l'assemblée générale ont été remplies, il est permis d'entrer dans l'ordre du jour.

Art. 129. – (1) Les décisions des assemblées générales sont prises par vote public.

(2) Quelles que soient les dispositions de l'acte constitutif, le vote secret est obligatoire pour l'élection des membres du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, pour leur révocation et la prise des décisions concernant la responsabilité des administrateurs.

Art. 130. – (1) Un procès-verbal, signé par le président et le secrétaire, constatera le remplissement des formalités de convocation, la date et le lieu de l'assemblée générale, les actionnaires présents, le nombre des actions, le résumé des débats, les décisions prises et, à la demande des actionnaires, les déclarations faites dans l'assemblée.

(2) Au procès-verbal seront joints les actes concernant la convocation, ainsi que les listes de présence des actionnaires.

(3) Le procès-verbal sera enregistré au registre des assemblées générales.

(4) Pour être opposables aux tiers, les décisions de l'assemblée générale seront déposées dans un délai de quinze jours à l'office du registre du commerce, afin d'être mentionnées au registre et publiées au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV. Au cas où ces décisions impliquent la modification de l'acte constitutif, il pourra être publié seulement l'acte additionnel comprenant le texte intégral des clauses modifiées.

(5) Elles ne pourront être exécutées avant l'accomplissement de ces formalités.

Art. 131. – (1) Les décisions prises par l'assemblée générale aux termes de la loi et de l'acte constitutif sont obligatoires même pour les actionnaires qui n'ont pas participé à l'assemblée ou qui ont voté contre.

(2) Les décisions de l'assemblée générale, contraires à la loi ou à l'acte constitutif, peuvent être attaquées en justice dans les quinze jours de la date de publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, par tout actionnaire qui n'aura pas pris part à l'assemblée générale ou qui aura voté contre et demandé que son vote soit inséré dans le procès-verbal de la séance.

(3) Si la décision est attaquée par tous les administrateurs, la société sera représentée en justice par la personne désignée par le président de l'instance parmi ses actionnaires, personne qui accomplira le mandat dont elle était chargée, jusqu'à ce que l'assemblée générale, convoquée à cet effet, en élise une autre.

(4) La demande en annulation sera introduite à l'instance dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la société, l'actionnaire étant obligé de déposer au greffe au moins une action.

(5) Si plusieurs demandes en annulation ont été introduites, elles peuvent être mises en connexité.

(6) La demande sera jugée en chambre de conseil.

(7) La décision définitive d'annulation sera mentionnée au registre du commerce et publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV. A partir de la date de sa publication, elle est opposable à tous les actionnaires.

Art. 132. – (1) En même temps que l'action en annulation, le requérant peut demander au président de l'instance de suspendre l'exécution de la décision attaquée.

(2) En approuvant la suspension, le président peut obliger le requérant à déposer une caution.

(3) Un recours peut être formé contre l'ordonnance de suspension dans le délai de cinq jours à compter de la date du prononcé.

Art. 133. – (1) Les actionnaires qui ne sont pas d'accord avec les décisions prises par l'assemblée générale, concernant le changement de l'objet principal d'activité, le déménagement du siège ou la forme de la société, ont le droit de se retirer de la société et d'obtenir la contre-valeur des actions qu'ils possèdent, à leur choix, soit proportionnellement à l'actif social net qui résulterait après le dernier bilan comptable approuvé, soit à la valeur moyenne de marché des actions du dernier trimestre, inscrite à la cote de la bourse

du siège social ou, à défaut, de la bourse du lieu le plus proche ou bien, selon le cas, sur un marché organisé extra-boursier.

(2) En même temps que la déclaration de retrait, ils déposeront les actions possédées.

Section 3

De l'administration de la société

Art. 134. — (1) La société par actions est administrée par un ou plusieurs administrateurs, temporaires et révocables.

(2) Lorsqu'il y a pluralité d'administrateurs, ils se constituent en conseil d'administration.

(3) L'administrateur unique ou le président du conseil d'administration et au moins la moitié des administrateurs seront citoyens roumains, sauf si l'acte constitutif ne prévoit pas autrement.

(4) La nomination et la révocation des administrateurs sont faites uniquement par l'assemblée générale.

(5) Les premiers administrateurs peuvent être nommés par l'acte constitutif, mais la durée de leur mandat ne peut être supérieure à quatre ans.

(6) Si la durée du mandat n'a pas été établie par l'acte constitutif, elle est de deux ans.

(7) Les administrateurs sont rééligibles si l'acte constitutif ne prévoit pas autrement.

Art. 135. — Les personnes qui, aux termes de la présente loi, ne peuvent être fondateurs, ne peuvent être ni administrateurs, directeurs ou représentants de la société et, au cas où elles ont été élues, elles seront déchues de leurs droits.

Art. 136. — (1) Une personne morale peut être nommée ou élue administrateur d'une société commerciale, dans les conditions prévues à l'art. 135.

(2) Les droits et les obligations des parties sont établis par un contrat d'administration. Au contrat il sera stipulé, entre autres, que la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent, personne physique. Celui-ci est sujet aux mêmes conditions et obligations et a les mêmes responsabilités civile et pénale qu'un administrateur personne physique, agissant en nom propre, sans que, de ce

fait, la personne morale qu'il représente soit exonérée de responsabilité ou sa responsabilité solidaire soit diminuée.

(3) Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de nommer, en même temps, un remplaçant.

Art. 137. — (1) Chaque administrateur devra déposer une garantie pour son administration, prévue par l'acte constitutif ou, à défaut d'une telle clause, approuvée par l'assemblée générale des actionnaires. La garantie ne peut être inférieure à la valeur nominale de dix actions ou au double de la rémunération mensuelle.

(2) Si l'administrateur est également actionnaire, la garantie peut être constituée, à sa demande, par le dépôt de dix actions qui, durant le mandat, sont inaliénables et seront gardées au siège de la société.

(3) La garantie sera déposée avant l'entrée en fonction de l'administrateur; elle peut être également déposée par un tiers.

(4) Si la garantie n'est pas déposée avant l'entrée en fonction de l'administrateur, ce dernier est réputé démissionné.

(5) La garantie restera dans la caisse de la société sans pouvoir être restituée à l'administrateur qu'après l'approbation par l'assemblée générale du bilan comptable du dernier exercice financier où l'administrateur a exercé cette fonction et après approbation de sa décharge.

Art. 138. — Les signatures des administrateurs seront déposées au registre du commerce en même temps que la présentation du certificat délivré par les commissaires aux comptes, d'où résulte le dépôt de la garantie.

Art. 139. — (1) Pour la validité des décisions du conseil d'administration est nécessaire la présence d'au moins la moitié du nombre des administrateurs, sauf si l'acte constitutif n'en prévoit un nombre plus grand.

(2) Les décisions sont prises en conseil d'administration à la majorité absolue des membres présents.

Art. 140. — (1) Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un comité de direction formé des membres élus parmi les administrateurs, en fixant en même temps leur rémunération.

(2) Le président du conseil d'administration peut être également directeur général ou directeur, qualité conformément à laquelle il dirige le comité de direction.

(3) La décision du conseil d'administration relative au montant nécessaire à la rémunération des membres du comité de direction devra être ratifiée par l'assemblée générale, si elle dépasse les dispositions de l'acte constitutif ou si ce dernier ne prévoit rien à cet égard.

(4) Les décisions du comité de direction sont prises à la majorité absolue de ses membres.

(5) A chaque séance du conseil d'administration, le comité de direction est tenu de présenter son registre de délibérations.

(6) Au comité de direction, le vote ne peut être donné par délégation.

Art. 141. — (1) La nomination des fonctionnaires de la société incombe au conseil d'administration, s'il n'en est autrement prévu par l'acte constitutif.

(2) Le conseil d'administration peut révoquer à tout moment les personnes nommées au comité de direction.

Art. 142. — (1) Personne ne peut appartenir à plus de trois conseils d'administration simultanément.

(2) L'interdiction prévue à l'al. (1) excepte les cas où celui qui est élu au conseil d'administration est propriétaire d'un quart au moins du montant des actions ou s'il est administrateur d'une société qui détient ledit quart.

(3) Celui qui ne respectera pas la disposition susvisée sera déchu de sa qualité d'administrateur, obtenue par le dépassement du nombre légal, dans l'ordre chronologique des nominations, et sera condamné, au bénéfice de l'État, au paiement de la rémunération et des autres bénéfices dus, ainsi qu'à la restitution des sommes reçues.

(4) L'action contre les administrateurs pourra être exercée par tout actionnaire ou par le Ministère des Finances.

(5) Les membres du comité de direction et les directeurs d'une société par actions ne pourront être, sans l'autorisation du conseil d'administration, administrateurs, membres du comité de direction, commissaires aux comptes ou associés à responsabilité indéfinie aux autres sociétés concurrentes ou ayant le même objet, ni exercer le même commerce ou un autre concurrent pour leur compte ou pour celui d'une

autre personne, sous peine de révocation et de responsabilité pour les dommages causés.

Art. 143. — Les administrateurs pourront passer des actes juridiques par lesquels ils puissent acquérir, aliéner, louer, changer ou constituer en garantie des biens du patrimoine de la société dont la valeur est supérieure à la moitié de la valeur comptable des actifs de la société à la date de la passation de l'acte juridique, seulement après approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, donnée dans les conditions prévues à l'art. 115.

Art. 144. — (1) Les administrateurs sont responsables de l'exécution de toutes leurs obligations, aux termes des art. 72 et 73.

(2) Le comité de direction, tous les administrateurs sont responsables envers la société des actes réalisés par les directeurs ou par le personnel embauché, au cas où le dommage ne se serait pas produit s'ils avaient exercé la surveillance imposée par les attributions de leurs fonctions.

(3) Le comité de direction devra signaler au conseil d'administration toutes les irrégularités constatées dans l'exercice de son obligation de surveillance.

(4) Les administrateurs de la société sont solidairement responsables avec leurs prédécesseurs immédiats si, ayant connaissance des irrégularités commises par ceux-ci, ils ne les dénoncent pas aux commissaires aux comptes.

(5) Dans les sociétés à plusieurs administrateurs, la responsabilité pour les actes commis ou pour les omissions ne s'étend pas aux administrateurs qui ont fait constater, au registre des décisions du conseil d'administration, leur opposition en saisissant par écrit les commissaires aux comptes.

(6) L'administrateur est tenu responsable des décisions prises aux séances auxquelles il n'a pas assisté, si dans le délai d'un mois à partir du moment où il en a eu connaissance il n'a pas fait opposition dans les formes spécifiées aux alinéas précédents.

Art. 145. — (1) L'administrateur ayant dans une certaine opération, directement ou indirectement, des intérêts contraires aux intérêts de la société, doit en informer les autres administrateurs et commissaires aux comptes et s'abstenir de participer à toute délibération relative à cette opération.

(2) La même obligation revient à l'administrateur ayant connaissance du fait que son conjoint, ses parents ou alliés au quatrième degré inclusivement, sont intéressés dans une certaine opération.

(3) L'administrateur n'ayant pas respecté les dispositions des al. (1) et (2) sera responsable des dommages causés à la société.

Art. 146. – (1) Le conseil d'administration se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire.

(2) Il doit se réunir au moins une fois par mois au siège de la société, et le comité de direction au moins une fois par semaine.

(3) Les convocations pour les réunions du conseil d'administration devront préciser le lieu de l'assemblée et l'ordre du jour, étant donné qu'une décision sur les problèmes imprévus ne peut être prise qu'en cas d'urgence et à condition de la ratification, à l'occasion de la séance suivante, par les membres absents.

(4) Aux réunions du conseil d'administration, les directeurs présenteront des rapports écrits relatifs aux opérations exécutées et le comité de direction présentera le registre de ses délibérations.

(5) Aux séances du conseil d'administration les commissaires aux comptes seront convoqués eux aussi.

(6) A chaque séance, il sera dressé un procès-verbal qui contiendra l'ordre des délibérations, les décisions prises, le nombre de voix réunies et les opinions individuelles.

Art. 147. – (1) L'exécution des opérations de la société peut être confiée à un ou plusieurs directeurs exécutifs, fonctionnaires de la société.

(2) Les directeurs exécutifs ne pourront être membres du conseil d'administration de la société.

(3) Ils sont responsables envers la société et les tiers, tout comme les administrateurs, de l'inaccomplissement de leurs devoirs, aux termes de l'art. 144, même s'il existe une convention contraire.

Art. 148. – Les traitements fixés ou d'autres sommes ou avantages ne pourront être accordés aux administrateurs et aux commissaires aux comptes que sur décision de l'assemblée générale.

Art. 149. – (1) Tout actionnaire a le droit de réclamer aux commissaires aux comptes les faits qui, à son avis, devraient être soumis à leur contrôle, ceux-ci étant obligés de les vérifier et s'ils constatent leur réalité, d'en tenir compte à l'élaboration du rapport destiné à l'assemblée générale.

(2) Si la réclamation est faite par les actionnaires représentant au moins un quart du capital social ou un taux inférieur, s'il y a stipulation dans l'acte constitutif, les commissaires aux comptes sont obligés de présenter leurs observations et propositions concernant les faits réclamés.

(3) Si les commissaires aux comptes considèrent que la réclamation faite par les actionnaires représentant un quart du capital social est bien fondée et urgente, ils sont obligés de convoquer sans tarder l'assemblée générale. En cas contraire, ils doivent se référer à la première assemblée. L'assemblée doit prendre une décision concernant les faits réclamés.

(4) Le quart du capital social est prouvé par le dépôt des actions aux sociétés bancaires de Roumanie ou aux unités de ces dernières, respectivement par le blocage des actions dans le compte au cas des actions émises en forme dématérialisée.

(5) Les actions resteront déposées, respectivement bloquées, jusqu'après la réunion de l'assemblée générale extraordinaire et la preuve du dépôt, respectivement des blocages, rendra légitime la participation des actionnaires à cette assemblée.

Art. 150. – (1) L'action en responsabilité contre les fondateurs, les administrateurs, les commissaires aux comptes et les directeurs appartient à l'assemblée générale, qui décide à la majorité prévue à l'art. 112.

(2) La décision pourra être prise même si le problème de la responsabilité de ceux-ci ne figure pas à l'ordre du jour.

(3) L'assemblée désigne à la même majorité la personne chargée d'exercer l'action en justice.

(4) Si l'assemblée décide de déclencher l'action en responsabilité contre les administrateurs, le mandat de ceux-ci cesse de plein droit conformément à la loi et l'assemblée procédera à leur remplacement.

(5) Si l'action est déclenchée contre les directeurs, ceux-ci sont suspendus de leur fonction conformément à la loi, jusqu'à ce que la sentence devienne définitive.

Art. 151. — (1) En cas de vacance d'un ou plusieurs administrateurs, les autres administrateurs, avec les commissaires aux comptes, et délibérant en présence de deux tiers et à la majorité absolue, procèdent, s'il n'en est autrement disposé par l'acte constitutif, à la nomination d'un administrateur provisoire jusqu'à la convocation de l'assemblée générale.

(2) Lorsqu'il y a un seul administrateur et celui-ci a l'intention de se retirer, l'assemblée générale devra être convoquée. En cas de décès ou d'empêchement physique de celui-ci, la nomination provisoire sera faite par les commissaires aux comptes, mais l'assemblée générale sera convoquée d'urgence en vue de la nomination définitive de l'administrateur.

Art. 152. — Au cas où l'administrateur ou les directeurs concluent des actes juridiques portant préjudice à la société, et la société, à cause de la position détenue par ces derniers, n'agit pas en vue de récupérer le préjudice, quiconque des actionnaires minoritaires a le droit d'introduire une action au nom de la société, afin de récupérer le préjudice en question.

Art. 153. — (1) Si les administrateurs constatent la perte d'une moitié du capital social, ils sont obligés de convoquer l'assemblée générale extraordinaire, pour décider la reconstitution du capital, sa limitation à la somme restante ou bien la dissolution de la société.

(2) L'acte constitutif peut stipuler que l'assemblée générale soit convoquée même au cas d'une perte inférieure à celle mentionnée.

(3) Au cas où ni la deuxième convocation n'a réuni le quorum prévu par l'art. 115, les administrateurs demanderont à l'instance dans le ressort de laquelle la société a son siège, la nomination d'un expert qui vérifie la perte du capital social. Au moyen d'expertise et constatant la perte prévue aux al. (1) ou (2), l'instance se prononcera autorisant les administrateurs à convoquer l'assemblée générale qui pourra décider la limitation du capital à la somme restante ou la dissolution de la société, quel que soit le nombre des actionnaires présents.

Section 4

Des commissaires aux comptes

Art. 154. — (1) La société par actions aura trois commissaires aux comptes et autant de suppléants, si l'acte constitutif n'en prévoit un nombre supérieur. Dans toutes les situations, le nombre des commissaires aux comptes doit être impair.

(2) Les commissaires aux comptes sont élus au début par l'assemblée constitutive. La durée de leur mandat est de trois ans, le mandat étant renouvelable.

(3) Les commissaires aux comptes doivent exercer personnellement leur mandat.

(4) Au moins l'un d'entre eux doit être comptable autorisé conformément à la loi ou expert comptable.

(5) Dans les sociétés où l'Etat détient au moins 20 p. 100 du capital social, l'un des commissaires aux comptes sera recommandé par le Ministère des Finances.

(6) La majorité des commissaires aux comptes et des suppléants devront être citoyens roumains.

(7) Les commissaires aux comptes sont tenus de déposer, dans le délai prévu à l'art. 137, un tiers de la garantie requise pour les administrateurs.

Art. 155. — (1) Un commissaire aux comptes externe indépendant, personne physique ou personne morale, peut être nommé ou élu commissaire aux comptes de la société. Dans ce cas, les dispositions de la présente loi sont complétées avec les dispositions de la loi spéciale.

(2) La nomination ou l'élection d'un commissaire aux comptes externe indépendant est obligatoire dans les cas prévus par la loi.

Art. 156. — (1) Les commissaires aux comptes doivent être actionnaires, sauf les commissaires aux comptes comptables.

(2) Ne peuvent être commissaires aux comptes et seront déchus de leur mandat s'ils ont été élus:

a) les parents ou alliés au quatrième degré inclusivement ou les conjoints des administrateurs;

b) les personnes percevant, sous toute forme, pour d'autres fonctions que celle de commissaire aux comptes, un traitement ou une rémunération de la part des administrateurs ou de la société;

c) les personnes auxquelles la fonction d'administrateur est interdite conformément à l'art. 135.

(3) Les commissaires aux comptes sont rémunérés avec une indemnisation fixe, établie par l'acte constitutif ou par l'assemblée générale qui les a nommés.

Art. 157. — (1) En cas de décès, d'empêchement physique ou légal, de cessation ou renoncement au mandat d'un commissaire aux comptes, il sera remplacé par le suppléant le plus âgé.

(2) Si, malgré cela, le nombre des commissaires aux comptes ne peut être complété, les commissaires aux comptes restants nomment d'autres personnes qui occupent les vacances, jusqu'à la réunion de la première assemblée générale.

(3) S'il arrive qu'aucun commissaire aux comptes ne reste en fonction, les administrateurs convoqueront d'urgence l'assemblée générale qui procédera à la nomination d'autres commissaires aux comptes.

Art. 158. — (1) Les commissaires aux comptes sont tenus de surveiller la gestion de la société, de vérifier si le bilan comptable et le compte de profits et de pertes sont dûment rédigés et correspondent aux registres, si ces derniers sont régulièrement tenus et l'évaluation du patrimoine a été faite conformément aux règles établies pour l'élaboration du bilan comptable.

(2) Les commissaires aux comptes présenteront à l'assemblée générale un rapport détaillé concernant ces problèmes et les propositions qu'ils jugeront nécessaires sur le bilan comptable et la répartition des bénéfices.

(3) L'assemblée générale ne pourra approuver le bilan comptable et le compte de profits et de pertes s'ils ne sont pas assortis du rapport des commissaires aux comptes.

(4) Les commissaires aux comptes sont, en outre, tenus:

a) d'inspecter chaque mois et à l'improviste la caisse et de vérifier l'existence des titres ou valeurs qui constituent la propriété de la société ou qui ont été reçus en gage, caution ou dépôt;

b) de convoquer l'assemblée ordinaire ou extraordinaire au cas où elle n'a pas été convoquée par les administrateurs;

c) de participer aux assemblées ordinaires et extraordinaires ayant la possibilité de faire inscrire à l'ordre du jour les propositions qu'ils estiment nécessaires;

d) de constater le dépôt régulier de la garantie de la part des administrateurs;

e) de veiller à ce que les dispositions de la loi et de l'acte constitutif soient appliquées par les administrateurs et les liquidateurs.

(5) Les commissaires aux comptes porteront à la connaissance des administrateurs les irrégularités en administration et les violations des dispositions légales et des dispositions de l'acte constitutif qu'ils constatent, et à la connaissance de l'assemblée générale les cas les plus importants.

Art. 159. — (1) Les commissaires aux comptes ont le droit de recevoir chaque mois de la part des administrateurs une situation concernant l'évolution des opérations.

(2) Les commissaires aux comptes prennent part aux assemblées des administrateurs sans avoir droit de vote.

(3) Il est défendu aux commissaires aux comptes de communiquer aux actionnaires en particulier ou aux tiers des détails relatifs aux opérations de la société, constatés lors de l'exercice de leur mandat.

Art. 160. — (1) Les commissaires aux comptes délibéreront ensemble en vue de l'accomplissement de l'obligation prévue à l'art. 158 al. (2); toutefois, en cas de désaccord, ils pourront faire des rapports individuels qu'ils devront présenter à l'assemblée générale.

(2) Pour les autres obligations imposées par la loi, les commissaires aux comptes pourront travailler individuellement.

(3) Les commissaires aux comptes inscriront dans un registre spécial leurs délibérations, ainsi que les constatations faites durant l'exercice de leur mandat.

Art. 161. — (1) L'étendue et les effets de la responsabilité des commissaires aux comptes sont déterminés par les règles du mandat.

(2) Leur révocation ne pourra être faite que par l'assemblée générale, à la voix requise aux assemblées extraordinaires.

(3) Les dispositions des art. 73, 142 et 150 sont également applicables aux commissaires aux comptes.

Section 5

De l'émission d'obligations

Art. 162. – (1) La société par actions peut émettre des obligations au porteur ou nominatives pour un montant qui ne soit supérieur aux trois quarts du capital versé et existant, conformément au dernier bilan comptable approuvé.

(2) La valeur nominale d'une obligation ne peut être inférieure à 25.000 lei.

(3) Les obligations de la même émission doivent avoir une valeur égale et confèrent à leurs possesseurs des droits égaux.

(4) Les obligations peuvent être émises en forme matérielle, sur support papier, ou en forme dématérialisée, par inscription au compte.

Art. 163. – Pour procéder à l'émission d'obligations par offre publique, définie comme telle par la Loi n° 52/1994, les administrateurs publieront un prospectus d'émission qui comprendra:

a) la dénomination, l'objet d'activité, le siège et la durée de la société;

b) le capital social et les réserves;

c) la date de la publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie du journal d'immatriculation et des modifications portées à l'acte constitutif;

d) la situation du patrimoine social après le dernier bilan comptable approuvé;

e) les catégories d'actions émises par la société;

f) le montant des obligations émises antérieurement et de celles à émettre, le mode de remboursement, la valeur nominale des obligations, leur intérêt, la précision si elles sont nominatives ou au porteur, ainsi que la précision si elles sont convertibles d'une catégorie à l'autre ou bien en actions;

g) les charges grevant les immeubles de la société;

h) la date où a été publiée la décision de l'assemblée générale extraordinaire ayant approuvé l'émission d'obligations.

Art. 164. – Au cas où les obligations font l'objet d'une offre publique définie ainsi par la Loi n° 52/1994, leurs émission et mise en transaction sont sujettes à ladite loi.

Art. 165. – (1) La souscription des obligations sera faite sur les exemplaires du prospectus d'émission.

(2) La valeur des obligations souscrites doit être versée intégralement.

(3) Les titres des obligations doivent contenir les données spécifiées à l'art. 163, le numéro d'ordre et le tableau des paiements en capital et intérêts.

(4) Les titres seront signés conformément aux dispositions de l'art. 93 al. (4).

(5) La valeur nominale des obligations convertibles en actions devra être égale à celle des actions.

Art. 166. – (1) Les obligataires peuvent se réunir en assemblée générale, pour délibérer sur leurs intérêts.

(2) L'assemblée sera convoquée aux frais de la société émettrice d'obligations, sur demande d'un nombre d'obligataires qui représentent un quart des titres émis et non remboursés ou, après la nomination des représentants des obligataires, sur demande de ces derniers.

(3) Les dispositions prévues pour l'assemblée ordinaire des actionnaires seront également appliquées à l'assemblée des obligataires, pour ce qui est des formes, conditions et délais de la convocation, du dépôt des titres et du vote.

(4) La société émettrice ne peut prendre part aux délibérations de l'assemblée des obligataires, au moyen des obligations qu'elle possède.

(5) Les obligataires pourront être représentés par leurs mandataires, autres que les administrateurs, commissaires aux comptes ou fonctionnaires de la société.

Art. 167. – (1) L'assemblée des obligataires dûment constituée peut:

a) nommer un représentant des obligataires et un ou plusieurs suppléants ayant le droit de les représenter devant la société et en justice, en fixant leur rémunération; ils ne pourront prendre part à l'administration de la société, mais pourront assister à ses assemblées générales;

b) accomplir tous les actes de surveillance et de défense de leurs intérêts communs ou charger un représentant de leur réalisation;

c) constituer un fonds, prélevé sur les intérêts dus aux obligataires, réservé aux frais nécessaires à la défense de

leurs droits, établissant en même temps les règles de gestion de ce fonds;

d) s'opposer à toute modification de l'acte constitutif ou des conditions du prêt, qui pourrait porter atteinte aux droits des obligataires;

e) se prononcer sur l'émission de nouvelles obligations.

(2) Les décisions de l'assemblée seront portées à la connaissance de la société dans un délai maximum de trois jours à compter de leur adoption.

Art. 168. — Pour la validité des délibérations prévues à l'art. 167 al. (1) lett. a), b) et c), la décision est prise à une majorité représentant au moins un tiers des titres émis et non remboursés; dans les autres cas, il faut assurer la présence à l'assemblée des obligataires représentant au moins deux tiers des titres non remboursés et le vote favorable de quatre cinquièmes au moins des titres représentés à l'assemblée.

Art. 169. — (1) Les décisions prises par l'assemblée des obligataires sont obligatoires pour ceux qui n'ont pas pris part à l'assemblée ou ont voté contre.

(2) Les décisions de l'assemblée des obligataires peuvent être attaquées en justice par les obligataires qui n'y ont pas pris part ou ont voté contre et ont demandé que ce fait soit inscrit au procès-verbal de la séance, dans le délai et aux effets spécifiés aux art. 131 et 132.

Art. 170. — L'action en justice de l'obligataire contre la société n'est pas recevable si elle a le même objet que celui de l'action intentée par le représentant des obligataires ou si elle est contraire à une décision de l'assemblée des obligataires.

Art. 171. — (1) Les obligations sont remboursées par la société émettrice à l'échéance.

(2) Avant l'échéance, les obligations de la même émission et de la même valeur peuvent être remboursées, par tirage au sort, à un montant supérieur à leur valeur nominale, fixée par la société et faite publique quinze jours au moins avant la date du tirage au sort.

(3) Les obligations convertibles peuvent être transformées en actions de la société émettrice, dans les conditions établies au prospectus d'offre publique.

Section 6

Des registres de la société et du bilan comptable

Art. 172. — (1) Outre les enregistrements prévus par la loi, les sociétés par actions doivent tenir:

a) un registre des actionnaires indiquant, selon le cas, les nom et prénom, dénomination, domicile ou siège des actionnaires détenant des actions nominatives, ainsi que les versements faits au compte des actions. La tenue à jour des actions émises en forme dématérialisée et mises en transaction sur un marché organisé sera faite dans un registre indépendant privé des actionnaires, conformément à la Loi n° 52/1994;

b) un registre des séances et délibérations des assemblées générales;

c) un registre des séances et délibérations du conseil d'administration;

d) un registre des séances et délibérations du comité de direction;

e) un registre des délibérations et constatations faites par les commissaires aux comptes dans l'exercice de leur mandat;

f) un registre des obligations indiquant le montant des obligations émises et de celles remboursées, ainsi que les nom, prénom, dénomination, domicile ou siège des titulaires, quand elles sont nominatives. La tenue à jour des obligations émises en forme dématérialisée et mises en transaction sur un marché organisé sera faite conformément à la Loi n° 52/1994.

(2) Les registres prévus à l'al. (1) lett. a), b), c) et f) seront à la charge du conseil d'administration, celui prévu à la lett. d) à celle du comité de direction et celui de la lett. e) à la charge des commissaires aux comptes.

Art. 173. — (1) Les administrateurs sont tenus de mettre à la disposition des actionnaires les registres prévus à l'art. 172 al. (1) lett. a) et b) et d'en délivrer, sur demande, aux frais de ceux-ci, des extraits.

(2) En outre, ils sont tenus de mettre à la disposition des obligataires, dans les mêmes conditions, le registre prévu à l'art. 172 al. (1) lett. f).

Art. 174. — Le registre des actionnaires et le registre des obligations peuvent être tenus manuellement ou selon un procédé informatique.

Art. 175. — (1) La société commerciale peut contracter avec une société de registre indépendant privé la tenue du registre des actionnaires selon un procédé informatique et la réalisation des enregistrements et d'autres opérations ayant rapport à ce registre.

(2) Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables, de manière adéquate, au registre des obligations.

(3) La tenue du registre des actionnaires et/ou du registre des obligations par une société de registre indépendant autorisé est obligatoire dans les cas prévus par la loi.

Art. 176. — Les administrateurs doivent présenter aux commissaires aux comptes au moins un mois avant le jour fixé pour l'assemblée générale, le bilan de l'exercice financier précédent, avec le compte de profits et de pertes, en y joignant leur rapport et les documents justificatifs.

Art. 177. — Le bilan comptable et le compte de profits et de pertes seront élaborés dans les conditions prévues par la loi.

Art. 178. — (1) Chaque année, une part représentant 5 p. 100 au moins des bénéfices de la société sera destinée à la constitution du fonds de réserve, jusqu'à ce que celui-ci atteigne un cinquième du capital social au minimum.

(2) Si, après sa constitution, le fonds de réserve a diminué pour quelconque raison, il sera complété conformément aux dispositions de l'al. (1).

(3) Le fonds de réserve inclura également, même s'il a atteint le montant prévu à l'al. (1), l'excédent résulté de la vente des actions à un cours supérieur à leur valeur nominale, à condition que cet excédent ne soit pas utilisé pour le paiement des frais d'émission ou destiné aux amortissements.

(4) Les fondateurs, les administrateurs et le personnel de la société participeront aux bénéfices, si l'acte constitutif le prévoit ou, faute de telles dispositions, si l'assemblée générale extraordinaire y a donné son accord.

(5) Dans toutes les situations, les conditions de la participation seront établies par l'assemblée générale, pour chaque exercice financier.

Art. 179. — (1) Le bilan comptable et le compte de profits et pertes auxquels est joint le rapport des administrateurs et des commissaires aux comptes resteront déposés au siège de la société et à celui des succursales les quinze jours précédant la réunion de l'assemblée générale, pour être examinés par les actionnaires.

(2) Les actionnaires pourront demander, à leurs frais, des copies du bilan comptable, du rapport du conseil d'administration et des commissaires aux comptes destinés à l'assemblée générale.

Art. 180. — (1) Les administrateurs sont tenus de déposer, dans les quinze jours de la date de l'assemblée générale, une copie du bilan comptable, assortie du compte de profits et pertes, à l'administration financière, en y joignant leur rapport, le rapport des commissaires aux comptes et le procès-verbal de l'assemblée générale.

(2) Un exemplaire du bilan comptable, visé par l'administration financière, ainsi que les actes mentionnés à l'alinéa précédent seront déposés à l'office du registre du commerce.

(3) Une annonce confirmant le dépôt de ces actes sera publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, aux frais de la société et par les soins de l'office du registre du commerce, pour les sociétés commerciales ayant un chiffre annuel d'affaires supérieur à 100 milliards lei.

Art. 181. — L'approbation du bilan comptable par l'assemblée générale n'empêche pas l'exercice de l'action en responsabilité contre les administrateurs, les directeurs ou les commissaires aux comptes.

CHAPITRE V

Sociétés en commandite par actions

Art. 182. — La société en commandite par actions est réglementée par les dispositions relatives aux sociétés par actions, sauf les dispositions du présent chapitre.

Art. 183. — (1) L'administration de la société est confiée à un ou plusieurs associés commandités.

(2) Aux associés commandités seront appliquées les dispositions prévues aux art. 80 à 83, et aux associés commanditaires celles des art. 89 et 90.

Art. 184. – (1) Les administrateurs de la société en commandite par actions pourront être révoqués par l'assemblée générale des actionnaires, par une décision prise à la majorité établie pour les assemblées extraordinaires.

(2) A la même majorité, et en observant l'art. 135, l'assemblée générale élit une autre personne qui remplace l'administrateur révoqué, décédé, ou sortant.

(3) La nomination doit être également approuvée par les autres administrateurs s'il y en a plusieurs.

(4) Le nouvel administrateur devient associé commandité.

(5) L'administrateur révoqué reste indéfiniment responsable envers les tiers en ce qui concerne les obligations contractées lors de son administration, ayant toutefois le droit d'exercer une action en recours contre la société.

Art. 185. – Les associés commandités qui sont administrateurs ne peuvent prendre part aux délibérations des assemblées générales pour l'élection des commissaires aux comptes, même s'ils détiennent des actions de la société.

CHAPITRE VI

Sociétés à responsabilité limitée

Art. 186. – (1) Les décisions des associés sont prises en assemblée générale.

(2) L'acte constitutif pourra établir que la votation soit également faite par correspondance.

Art. 187. – (1) L'assemblée générale décide à la voix de la majorité absolue des associés et des parts sociales.

(2) Pour les décisions portant sur la modification de l'acte constitutif, il est nécessaire le vote de tous les associés, s'il n'en est autrement prévu par la loi ou l'acte constitutif.

Art. 188. – (1) Chaque part sociale donne droit à un seul vote.

(2) Un associé ne peut exercer son droit de vote lors des délibérations des assemblées des associés concernant ses apports en nature ou les actes juridiques conclus entre celui-ci et la société.

(3) Si l'assemblée dûment constituée ne peut prendre une décision valable faute d'avoir réuni la majorité requise, l'assemblée convoquée à nouveau peut décider sur l'ordre du jour, quel que soit le nombre des associés et la part de capital social représentée par les associés présents.

Art. 189. – (1) Les principales obligations de l'assemblée des associés sont:

a) approuver le bilan comptable et établir la répartition du bénéfice net;

b) désigner les administrateurs et les commissaires aux comptes, les révoquer et donner décharge de leur activité;

c) décider la poursuite des administrateurs et des commissaires aux comptes pour les dommages causés à la société, tout en désignant les personnes chargées de l'exercer;

d) modifier l'acte constitutif.

(2) Dans ce dernier cas, si l'acte constitutif prévoit le droit de retrait de l'associé qui n'est pas d'accord avec les modifications opérées, sont appliquées les dispositions des art. 219 et 220.

Art. 190. – (1) Les administrateurs sont tenus de convoquer l'assemblée des associés au siège social, au moins une fois par an ou toutes les fois qu'il est nécessaire.

(2) Un seul associé ou un nombre d'associés, représentant au moins un quart du capital social, pourront demander la convocation de l'assemblée générale, en précisant le but de la convocation.

(3) La convocation de l'assemblée sera faite dans la forme prévue par l'acte constitutif et, sauf disposition spéciale, par lettre recommandée, au moins dix jours avant la date fixée pour la réunion, en précisant l'ordre du jour.

Art. 191. – Les dispositions prévues pour les sociétés par actions concernant le droit d'attaquer les décisions de l'assemblée générale sont également appliquées aux sociétés à responsabilité limitée.

Art. 192. – (1) La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, associés ou non associés, nommés par l'acte constitutif ou par l'assemblée générale.

(2) Sans l'autorisation de l'assemblée des associés, les administrateurs ne peuvent être investis du mandat d'administrateur des autres sociétés concurrentes ou ayant le même objet d'activité, ni exercer le même genre de commerce ou un autre concurrent, pour leur compte ou le compte d'une autre personne physique ou morale, sous peine de la révocation et de la responsabilité pour les dommages causés.

(3) Les dispositions des art. 75, 76, 77 et 79 s'appliquent également aux sociétés à responsabilité limitée.

Art. 193. – (1) La société doit tenir, par les soins des administrateurs, un registre des associés, où seront inscrits, selon le cas, les nom et prénom, dénomination, domicile ou siège de chaque associé, sa part du capital social, le transfert des parts sociales ou toute autre modification y ayant rapport.

(2) Les administrateurs répondent personnellement et solidairement pour tout dommage causé par le non-respect des dispositions de l'al. (1).

(3) Le registre peut être examiné par les associés et les créanciers.

Art. 194. – (1) L'acte constitutif peut prévoir l'élection d'un ou plusieurs commissaires aux comptes par l'assemblée des associés.

(2) Si le nombre des associés dépasse quinze, la nomination des commissaires aux comptes devient obligatoire.

(3) Les dispositions prévues pour les commissaires aux comptes des sociétés par actions s'appliquent également aux commissaires aux comptes des sociétés à responsabilité limitée.

(4) Faute de commissaires aux comptes, chaque associé, qui n'est pas administrateur de la société, exercera le droit de contrôle détenu par les associés dans les sociétés en nom collectif.

Art. 195. – La société à responsabilité limitée ne peut émettre des obligations.

Art. 196. – (1) Le bilan comptable de la société et le compte de profits et pertes seront dressés selon les normes prévues pour la société par actions. Après avoir obtenu l'approbation de l'assemblée générale des associés, ils seront déposés par les administrateurs, dans un délai de quinze jours, à l'administration financière. Un exemplaire du bilan comptable et du compte de profits et pertes, visé par l'administration financière, sera déposé à l'office du registre du commerce. Ce dernier fera l'annonce prévue à l'art. 180 dernier alinéa.

(2) Les dispositions prévues pour les fonds de réserve à la société par actions, ainsi que celles relatives à la réduction du capital social, s'appliquent également aux sociétés à responsabilité limitée.

Art. 197. – (1) Les parts sociales peuvent se transmettre entre les associés.

(2) La transmission vers des personnes de l'extérieur de la société n'est permise que sous réserve d'être approuvée par des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

(3) Au cas de l'acquisition d'une part sociale par voie de succession, les dispositions de l'al. (2) ne sont pas applicables si l'acte constitutif n'en prévoit autrement; dans ce dernier cas, la société est tenue au paiement de la part sociale envers les successeurs, conformément au dernier bilan comptable approuvé.

(4) Au cas où le maximum légal d'associés serait dépassé à cause du nombre des successeurs, ils seront obligés de désigner un nombre de titulaires qui ne dépasse pas le maximum légal.

Art. 198. – (1) La transmission des parts sociales doit être inscrite au registre du commerce et au registre des associés de la société.

(2) La transmission aura effet envers des tiers seulement à partir de son inscription au registre du commerce.

TITRE IV Modification de l'acte constitutif

CHAPITRE I^{er} Dispositions générales

Art. 199. – (1) L'acte constitutif peut être modifié par les associés, en respectant les conditions de fonds et forme prévues pour sa conclusion.

(2) Les modifications ayant rapport au déménagement du siège de la société dans une autre localité, le changement de l'objet principal d'activité, la modification du capital social, la fusion et la scission, la réduction ou la prolongation de la durée de la société, sa dissolution et sa liquidation seront mentionnés au registre du commerce seulement sur la base du journal du juge délégué. Les autres modifications seront mentionnées, en respectant les dispositions légales, sur la base de la résolution du directeur de l'office du registre du

commerce. Cette résolution a, de manière correspondante, le régime légal du journal du juge délégué.

(3) L'acte additionnel comprenant le texte intégral des dispositions de l'acte constitutif, modifiées, est déposé à l'office du registre du commerce et mentionné dans ce registre, ensuite transmis d'office au *Moniteur Officiel* de la Roumanie en vue de sa publication, aux frais de la société.

(4) L'acte modifiant l'acte constitutif d'une société en nom collectif ou en commandite simple, en forme authentique, est déposé à l'office du registre du commerce et mentionné dans ce registre, sans que sa publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie soit obligatoire.

(5) Si plusieurs modifications sont portées à l'acte constitutif, soit en même temps soit successivement, ce dernier sera tenu à jour avec toutes les modifications et déposé, dans cette forme, à l'office du registre du commerce.

(6) Dans la forme mise à jour conformément à l'alinéa précédent, peuvent être omis le nom ou la dénomination et les autres données d'identification des fondateurs et des premiers membres des organes de la société.

(7) L'omission n'est permise que si au moins cinq ans se sont écoulés depuis la date de l'immatriculation de la société et seulement si l'acte constitutif n'en prévoit autrement.

Art. 200. — Le changement de la forme de la société, la prolongation de sa durée ou toutes autres modifications de l'acte constitutif de la société n'entraînent pas la création d'une personne morale nouvelle.

Art. 201. — (1) Les créanciers particuliers des associés dans une société en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée peuvent former opposition, dans les conditions prévues à l'art. 62, contre la décision de l'assemblée des associés concernant la prolongation de la durée de la société au-delà du terme fixé initialement, s'ils ont des droits établis par un titre exécutoire, antérieur à la décision.

(2) Lorsque l'opposition a été admise, les associés doivent décider, dans un mois de la date où la décision est devenue irrévocable, s'ils entendent renoncer à la prolongation ou exclure de la société l'associé débiteur de l'opposant.

(3) Dans ce dernier cas, les droits dus à l'associé débiteur seront calculés sur la base du dernier bilan comptable approuvé.

CHAPITRE II

Réduction ou augmentation du capital social

Art. 202. — (1) Le capital social peut être réduit par:

- a) la diminution du nombre d'actions ou parts sociales;
- b) la réduction de la valeur nominale des actions ou des parts sociales;
- c) l'acquisition des propres actions, suivie de leur annulation.

(2) En outre, le capital social peut être réduit, lorsque la réduction n'est pas motivée par des pertes, par:

- a) l'exemption totale ou partielle des versements dus par les associés;
- b) la restitution vers les actionnaires d'une quote-part des apports, proportionnelle à la réduction de capital social et calculée de manière égale pour chaque action ou part sociale;
- c) autres procédés prévus par la loi.

Art. 203. — (1) La réduction du capital social ne pourra être faite que deux mois à compter du jour où la décision a été publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie.

(2) La décision devra respecter le minimum de capital social, lorsqu'il est fixé par la loi, motiver cette réduction et spécifier le procédé utilisé à cette fin.

(3) Tout créancier de la société, antérieurement à la publication de la décision, peut former opposition dans le délai mentionné à l'al. (1) et les conditions prévues à l'art. 62.

Art. 204. — Lorsque la société a émis des obligations, il ne sera possible de procéder à la réduction du capital social par des restitutions faites aux actionnaires sur les sommes remboursées au compte des actions que proportionnellement à la valeur des obligations remboursées.

Art. 205. — (1) Le capital social peut être augmenté par l'émission de nouvelles actions ou la majoration de la valeur nominale des actions existantes en échange de nouveaux apports en numéraire et/ou en nature.

(2) En outre, les nouvelles actions sont libérées par l'incorporation des réserves, sauf les réserves légales, ainsi que des bénéfiques ou des primes d'émission, ou bien par la compensation de certaines créances liquides et exigibles sur la société avec les actions de cette dernière.

(3) Les différences favorables de la réévaluation du patrimoine social peuvent être incluses dans les réserves et utilisées en vue de l'augmentation du capital social.

(4) L'augmentation du capital social par la majoration de la valeur nominale des actions ne peut être décidée qu'à la voix de tous les actionnaires, sauf le cas où elle est réalisée par l'incorporation des réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Art. 206. – La décision de l'assemblée générale extraordinaire visant l'augmentation du capital social sera publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, en accordant à l'exercice du droit de préférence le délai d'au moins un mois à compter de la date de la publication.

Art. 207. – (1) La société par actions pourra augmenter son capital social, en respectant les dispositions prévues pour la constitution de la société.

(2) En cas de souscription publique, le prospectus d'émission, revêtu des signatures authentiques de deux des administrateurs, sera déposé au registre du commerce en vue de l'accomplissement des formalités prévues à l'art. 17 et comprendra:

- a) la date et le numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce;
- b) la dénomination et le siège de la société;
- c) le capital social souscrit et versé;
- d) les noms et prénoms des administrateurs, des commissaires aux comptes et leur domicile;
- e) le dernier bilan comptable approuvé, le compte de profits et pertes et le rapport des commissaires aux comptes;
- f) les dividendes payés les derniers cinq ans ou à compter de la constitution, si, depuis cette date, se sont écoulés moins de cinq ans;
- g) les obligations émises par la société;
- h) la décision de l'assemblée générale relative à la nouvelle émission d'actions, leur montant, leurs nombre et valeur nominale, leur type, des relations concernant les apports, autres qu'en numéraire, et les avantages qui leur sont accordés, ainsi que la date à partir de laquelle les dividendes seront payés.

(3) L'acceptant pourra invoquer la nullité du prospectus d'émission qui ne comprend pas toutes les mentions sus-

visées, s'il n'a aucunement exercé ses droits et obligations d'actionnaire.

Art. 208. – L'augmentation du capital social d'une société par offre publique de valeurs mobilières, définie ainsi par la Loi n° 52/1994, est régie par ladite loi.

Art. 209. – En cas d'augmentation du capital social par offre publique, les administrateurs sont solidairement responsables de l'exactitude des informations présentées par le prospectus d'émission, dans les publications faites par la société ou les demandes adressées à l'office du registre du commerce, en vue de l'augmentation du capital social.

Art. 210. – (1) Si l'augmentation du capital social est faite par apports en nature, l'assemblée générale extraordinaire l'ayant décidé nommera un ou plusieurs experts pour l'évaluation de ces apports.

(2) Les apports en créances ne sont pas admis.

(3) Après le dépôt du rapport d'expertise, l'assemblée générale extraordinaire convoquée de nouveau, tenant compte des conclusions des experts, peut décider l'augmentation du capital social.

(4) La décision de l'assemblée générale doit contenir la description des apports en nature, les noms des personnes qui les effectuent et le nombre des actions qui seront émises en échange.

Art. 211. – Les actions émises pour l'augmentation du capital social seront offertes pour souscription en premier lieu aux autres actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent, ceux-ci étant tenus d'exercer leur droit de préférence dans le délai établi par l'assemblée générale, s'il n'en est autrement prévu par l'acte constitutif. Après l'expiration de ce délai, les actions pourront être souscrites par le public.

Art. 212. – (1) L'assemblée générale pourra, pour des raisons bien fondées, enlever aux actionnaires le droit de souscrire les nouvelles actions, en tout ou partie.

(2) La convocation devra comprendre, dans ce cas, les raisons de l'augmentation du capital social, les personnes auxquelles seront attribuées de nouvelles actions, le nombre d'actions attribué à chacune d'elle, la valeur d'émission des actions et les bases de la fixation cette dernière.

(3) Pour que la décision puisse être prise, est nécessaire la présence de trois quarts du nombre des titulaires du capital social et le vote d'un nombre d'actionnaires qui représentent au moins la moitié du capital social.

Art. 213. — Le droit de préférence cesse si les nouvelles actions représentent des apports en nature.

Art. 214. — La décision de l'assemblée générale concernant l'augmentation du capital social n'a d'effet que dans la même mesure où elle a été accomplie dans le délai d'un an à compter de sa date.

Art. 215. — (1) Les actions émises en échange des apports en numéraire devront être acquittées, à la date de la souscription, en proportion d'au moins 30 p. 100 de leur valeur nominale et, intégralement, dans le délai maximum de trois ans à compter de la date de publication, au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, de la décision prise par l'assemblée générale.

(2) Dans le même délai devront être acquittées les actions émises en échange des apports en nature.

(3) Lorsqu'une prime d'émission a été prévue, elle doit être payée intégralement à la date de la souscription.

(4) Les dispositions de l'art. 98 al. (3) et de l'art. 100 conservent leur applicabilité.

Art. 216. — La société à responsabilité limitée augmentera son capital social, en respectant les dispositions relatives à la constitution de cette société.

TITRE V

Exclusion et retrait des associés

Art. 217. — (1) Peut être exclu de la société en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée:

a) l'associé qui, mis en retard, ne s'acquitte pas de l'apport auquel il s'est obligé;

b) l'associé à responsabilité indéfinie en état de faillite ou qui est devenu légalement incapable;

c) l'associé à responsabilité indéfinie qui s'immisce sans en avoir le droit dans l'administration ou contrevient aux dispositions des art. 80 et 82;

d) l'associé administrateur qui commet une fraude préjudiciant la société ou se sert de la signature sociale ou du capital social à son profit ou au profit des autres.

(2) Les dispositions de cet article s'appliquent également aux commandités dans la société en commandite par actions.

Art. 218. — (1) L'exclusion est prononcée par décision de justice à la demande de la société ou de tout associé.

(2) Lorsque l'exclusion est demandée par un associé, seront cités la société et l'associé défendeur.

(3) La décision définitive d'exclusion sera déposée, dans un délai de quinze jours, à l'office du registre du commerce pour y être inscrite, et le dispositif de la décision sera publié, sur demande de la société, au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV.

Art. 219. — (1) L'associé exclu est responsable des pertes et a droit aux bénéfices jusqu'au jour de son exclusion, mais ne pourra demander leur liquidation avant qu'ils ne soient répartis conformément aux dispositions de l'acte constitutif.

(2) L'associé exclu n'a pas le droit à une part proportionnelle du patrimoine social, mais seulement à une somme d'argent qui en représente la valeur.

Art. 220. — (1) L'associé exclu reste obligé envers les tiers pour les opérations faites par la société, jusqu'au jour où la décision d'exclusion reste définitive.

(2) Si, au moment de l'exclusion, il y a des opérations en cours d'exécution, l'associé est obligé d'en supporter les conséquences et ne pourra retirer la part qui lui est due qu'après l'achèvement desdites opérations.

Art. 221. — (1) L'associé dans la société en nom collectif, en commandite simple ou dans la société à responsabilité limitée peut se retirer de la société:

a) dans les cas prévus par l'acte constitutif;

b) avec l'accord de tous les autres associés;

c) à défaut de certaines dispositions de l'acte constitutif ou lorsque l'accord unanime n'est pas réalisé, l'associé peut se retirer pour des raisons bien fondées, sur la base d'une décision du tribunal, soumise seulement au recours, dans le délai de quinze jours suivant la communication.

(2) Les droits de l'associé retiré, convenus pour ses parts sociales, sont établis par accord des associés ou par un expert désigné par ces derniers ou, en cas de désaccord, par le tribunal.

TITRE VI
Dissolution, fusion et scission des sociétés
commerciales

CHAPITRE I^{er}
Dissolution des sociétés

Art. 222. — (1) La société est dissoute par:

- a) l'écoulement du temps établi pour la durée de la société;
- b) l'impossibilité de réaliser l'objet d'activité de la société ou sa réalisation;
- c) la déclaration de la nullité de la société;
- d) la décision de l'assemblée générale;
- e) la décision du tribunal, sur demande de tout associé, pour des raisons bien fondées, ainsi que les désaccords graves entre les associés, empêchant le fonctionnement de la société;
- f) la faillite de la société;
- g) autres causes prévues par la loi ou l'acte constitutif de la société.

(2) Dans le cas prévu à l'al. (1) lett. a), les associés doivent être consultés, au moins un an avant l'expiration de la durée de la société, au sujet de son éventuelle prolongation. A défaut, sur demande de tout associé, le tribunal pourra ordonner, par un journal, que la consultation soit effectuée.

Art. 223. — (1) La société par actions est dissoute:

- a) dans le cas et les conditions prévus à l'art. 153;
- b) lorsque le capital social devient inférieur au minimum légal;
- c) lorsque le nombre des actionnaires devient inférieur au minimum légal.

(2) La société en commandite par actions ou à responsabilité limitée est dissoute au cas de la perte d'une moitié de son capital social ou, selon le cas, de sa diminution au-dessous du minimum légal.

(3) Les dispositions des al. (1) et (2) ne s'appliquent pas au cas où, dans un délai de neuf mois suivant la date de la constatation de la perte ou de la diminution du capital social, ce dernier est complété ou est réduit à la somme restante

ou au minimum légal ou lorsque la société se transforme en une autre forme pour laquelle le capital social existant est adéquat.

(4) Les dispositions de l'al. (1) lett. c) ne s'appliquent pas au cas où, dans un délai de neuf mois suivant la date de la constatation de la réduction du nombre des actionnaires au-dessous du minimum légal, ce nombre est complété.

Art. 224. — (1) Les sociétés en nom collectif ou à responsabilité limitée sont dissoutes par la faillite, l'incapacité, l'exclusion, le retrait ou le décès de l'un des associés, lorsque le nombre des associés s'est réduit, de ce fait, à un seul.

(2) Est excepté le cas où l'acte constitutif contient la clause de continuation avec les héritiers ou lorsque l'associé restant décide de continuer l'existence de la société sous la forme de société à responsabilité limitée à associé unique.

(3) Les dispositions des alinéas précédents s'appliquent également aux sociétés en commandite simple ou en commandite par actions, si ces causes concernent le seul associé commandité ou commanditaire.

Art. 225. — (1) Dans les sociétés en nom collectif, si un associé décède et il n'y a pas de convention contraire, la société doit payer la part due aux héritiers, après le dernier bilan comptable approuvé, dans un délai de trois mois suivant la notification du décès de l'associé, si les associés restants ne préfèrent continuer la société avec les héritiers y consentant.

(2) Les dispositions de l'al. (1) s'appliquent également aux sociétés en commandite simple, en cas de décès de l'un des associés commandités, sauf le cas où ses héritiers ne préfèrent rester dans la société en cette qualité.

(3) Les héritiers demeurent responsables, conformément à l'art. 219, jusqu'à la publication des changements intervenus.

Art. 226. — (1) En cas de dissolution de la société suite à la décision des associés, ces derniers pourront revenir, à la majorité requise pour la modification de l'acte constitutif, sur la décision prise, tant qu'aucune répartition de l'actif n'aura pas été faite.

(2) La nouvelle décision est mentionnée au registre du commerce, et l'office du registre du commerce l'enverra

ensuite au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, en vue de sa publication dans la Partie IV, aux frais de la société.

(3) Les créanciers et toute partie intéressée peuvent former opposition au tribunal contre la décision, dans les conditions prévues à l'art. 62.

Art. 227. – (1) La dissolution des sociétés commerciales doit être inscrite au registre du commerce et publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, sauf le cas prévu à l'art. 222 al. (1) lett. a).

(2) L'inscription et la publication seront faites conformément à l'art. 199, lorsque la dissolution est fondée sur une décision de l'assemblée générale, et dans un délai de quinze jours à compter de la date où la décision de justice est devenue irrévocable, lorsque la dissolution a été prononcée en justice.

(3) Dans le cas prévu à l'art. 222 al. (1) lett. f), la dissolution est prononcée par le tribunal investi de la procédure de la faillite.

Art. 228. – (1) La dissolution de la société a pour effet l'ouverture de la procédure de liquidation. La dissolution a lieu sans liquidation, au cas de la fusion ou de la scission totale de la société ou en d'autres cas prévus par la loi.

(2) A partir de la date de la dissolution, les administrateurs ne peuvent entreprendre de nouvelles opérations; en cas contraire, ils sont personnellement et solidairement responsables des opérations entreprises.

(3) L'interdiction prévue à l'al. (2) est applicable à partir de la date de l'expiration du délai fixé pour la durée de la société ou à partir de la date où la dissolution a été décidée par l'assemblée générale ou déclarée par sentence judiciaire.

(4) La société conserve sa personnalité morale pour les opérations de la liquidation, jusqu'à la fin de cette dernière.

Art. 229. – La dissolution de la société avant l'expiration du terme fixé pour sa durée prend effet envers les tiers seulement trente jours après la publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie.

Art. 230. – Dans les sociétés en nom collectif, en commandite simple et dans celles à responsabilité limitée, les associés peuvent également décider, en même temps que la dissolution, au quorum et à la majorité prévus pour la modi-

fication de l'acte constitutif, le mode de liquidation de la société, lorsqu'ils sont d'accord sur la répartition et la liquidation du patrimoine de la société et lorsqu'ils assurent l'extinction du passif ou sa régularisation de commun accord avec les créanciers.

Art. 231. – (1) La dissolution d'une société à responsabilité limitée et unique associé entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société vers l'associé unique, sans liquidation.

(2) La transmission du patrimoine a lieu et la société cesse son existence aux dates suivantes:

a) si opposition n'a pas été formée, à la date de l'expiration du délai où l'opposition aurait pu être formée;

b) si opposition a été formée, à la date où la décision reboutant l'opposition est devenue irrévocable ou, selon le cas, la décision constatant que la société ou l'associé unique a payé les dettes ou a offert des garanties acceptées par les créanciers ou a convenu avec ces derniers un arrangement pour le paiement des dettes.

Art. 232. – (1) Sur la demande de la chambre de commerce et d'industrie territoriale ou de toute personne intéressée, le tribunal pourra prononcer la dissolution de la société dans les cas où:

a) la société n'a plus d'organes statutaires ou ils ne peuvent plus se réunir;

b) la société n'a pas déposé, trois ans consécutifs, le bilan comptable ou autres actes qui, conformément à la loi, se déposent à l'office du registre du commerce;

c) la société a cessé son activité ou n'a pas de siège connu ou les associés ont disparu ou bien n'ont pas de domicile connu ou résidence connue.

(2) Les dispositions de l'al. (1) lett. c) ne sont pas applicables au cas où la société s'est trouvée en inactivité temporaire annoncée aux organes fiscaux et inscrite au registre du commerce. La durée de l'inactivité ne peut dépasser trois ans.

(3) La décision du tribunal prononçant la dissolution est publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, et dans un journal de large diffusion, aux frais du titulaire de la demande de dissolution, qui peut agir contre la société.

(4) Contre la décision, toute personne intéressée peut interjeter appel dans le délai de trente jours à compter de la date de sa publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie.

(5) A la date où la décision du tribunal devient définitive, la société sera radiée du registre du commerce, d'office, s'il n'en est autrement disposé par la décision du tribunal.

CHAPITRE II

Fusion et scission des sociétés

Art. 233. – (1) La fusion se réalise par l'absorption d'une société par une autre société ou par l'assimilation de deux ou plusieurs sociétés donnant naissance à une nouvelle société.

(2) La dissolution est faite par le partage de tout le patrimoine d'une société qui cesse son existence entre deux ou plusieurs sociétés existantes ou qui se constituent ainsi.

(3) La société ne cesse pas son existence au cas où une partie de son patrimoine se détache et se transmet vers une ou plusieurs sociétés existantes qui se constituent ainsi.

(4) La fusion ou la scission peut également être faite entre sociétés ayant des formes différentes.

(5) Les sociétés en liquidation ne peuvent fusionner ou se scinder que si la répartition des parts dues suite à la liquidation n'a pas commencé entre les associés.

Art. 234. – (1) La fusion ou la scission est décidée par chaque société séparément, dans les conditions établies pour la modification de l'acte constitutif de la société.

(2) Si, par la fusion ou la scission, une nouvelle société est créée, elle se constitue dans les conditions prévues par la présente loi pour la forme de société convenue.

Art. 235. – La fusion ou la scission a pour effet la dissolution, sans liquidation, de la société qui cesse son existence et la transmission universelle de son patrimoine vers la société ou les sociétés bénéficiaires, en l'état où elle se trouve à la date de la fusion ou de la scission, moyennant l'attribution de leurs actions ou parts sociales aux associés de la société qui cesse et, éventuellement, une somme d'argent qui ne peut excéder 10 p. 100 de la valeur nominale des actions ou parts sociales attribuées.

Art. 236. – Sur la base de la décision prise par l'assemblée générale des actionnaires de chacune des sociétés participant à la fusion ou à la scission, leurs administrateurs élaborent un projet de fusion ou de scission qui comprendra:

a) les forme, dénomination et siège social de toutes les sociétés participant à l'opération;

b) la justification et les conditions de la fusion ou de la scission;

c) l'établissement et l'évaluation de l'actif et du passif, qui sont transmis aux sociétés bénéficiaires;

d) les modalités de remise des actions ou parts sociales et la date où celles-ci donnent droit aux dividendes;

e) le rapport d'échange des actions ou parts sociales et, le cas échéant, le montant de la soulte;

f) le montant de la prime de fusion ou scission;

g) les droits accordés aux obligataires et tous autres avantages spéciaux;

h) la date du bilan comptable de fusion ou du bilan comptable de scission, qui sera la même pour toutes les sociétés participantes;

i) toutes autres informations présentant de l'intérêt pour l'opération.

Art. 237. – (1) Le projet de fusion ou de scission, signé par les représentants des sociétés participantes, est déposé à l'office du registre du commerce où est immatriculée chaque société, en y joignant une déclaration de la société qui cesse d'exister à la suite de la fusion ou scission, concernant le mode d'extinction de son passif.

(2) Le projet de fusion ou de scission, visé par le juge délégué, est publié au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, aux frais des parties, intégralement ou en extrait, conformément à la disposition du juge délégué ou à la demande des parties.

Art. 238. – (1) Tout créancier de la société qui fusionne ou est scindée, ayant une créance antérieure à la publication du projet de fusion ou scission, peut former opposition dans les conditions prévues à l'art. 62.

(2) L'opposition suspend l'exécution de la fusion ou de la scission jusqu'à la date où la décision de justice devient irrévocable, sauf le cas où la société débitrice fait la preuve du paiement des dettes ou offre des garanties acceptées par

créanciers ou convient avec ces derniers un arrangement pour le paiement des dettes.

(3) Les dispositions de l'art. 62 restent applicables.

Art. 239. — (1) Les administrateurs des sociétés qui fusionnent ou sont scindées mettront à la disposition des associés:

- a) le projet de fusion ou de scission;
- b) le rapport des administrateurs, où sera précisé, en outre, le rapport d'échange des actions ou des parts sociales;
- c) le rapport des commissaires aux comptes;
- d) le bilan comptable de fusion ou le bilan comptable de scission;
- e) l'enregistrement des contrats dont la valeur est supérieure à 5.000.000 lei, en cours d'exécution, et leur répartition entre les sociétés bénéficiaires.

(2) Aux sociétés par actions, en commandite par actions ou à responsabilité limitée il y a également le rapport d'un ou plusieurs experts nommés par le juge délégué, qui donneront leur avis spécialisé sur la fusion ou la scission.

Art. 240. — (1) Dans un délai maximum de deux mois suivant l'expiration du délai prévu à l'art. 238 ou, selon le cas, à compter de la date où la décision de justice est devenue irrévocable, l'assemblée générale de chacune des sociétés participantes décidera sur la fusion ou la scission.

(2) Les actes constitutifs des sociétés nouvellement créées par fusion ou scission sont approuvés par l'assemblée générale de la société ou des sociétés cessant d'exister.

Art. 241. — Par dérogation aux dispositions de l'art. 115, lorsque la fusion ou la scission a comme effet l'augmentation des obligations des associés de l'une des sociétés participantes, la décision est prise à l'unanimité des voix.

Art. 242. — L'acte modifiant l'acte constitutif de la société absorbante, en forme authentique, est enregistré au registre du commerce du siège de la société et, visé par le juge délégué, transmis d'office au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, en vue de sa publication, aux frais de la société.

Art. 243. — La fusion ou la scission sera réalisée aux dates suivantes:

- a) en cas de constitution d'une ou plusieurs nouvelles sociétés, à la date de l'immatriculation au registre du commerce de la nouvelle société ou de la dernière d'entre elles;

- b) dans les autres cas, à la date de l'inscription au registre du commerce de la mention sur l'augmentation du capital social de la société absorbante.

Art. 244. — En cas de fusion par absorption, la société absorbante acquiert les droits et est tenue des obligations de la société qu'elle absorbe; en cas de fusion par assimilation, les droits et obligations des sociétés qui cessent leur existence sont transférés à la nouvelle société ainsi créée.

Art. 245. — (1) Les sociétés qui acquièrent des biens comme effet de la scission répondent envers les créanciers pour les obligations de la société ayant cessé son existence par scission, proportionnellement à la valeur des biens acquis, sauf autres proportions prévues par l'acte de scission.

(2) S'il n'est pas possible d'établir la société responsable pour une obligation, les sociétés ayant acquis des biens par scission répondent solidairement.

(3) L'apport d'une partie de l'actif du patrimoine d'une société à une ou plusieurs sociétés existantes ou qui sont ainsi créées, en échange des actions ou parts sociales qui sont attribuées aux associés de la société en question aux sociétés bénéficiaires, est sujet aux dispositions légales sur la scission, si elle se réalise par détachement conformément à l'art. 233 al. (3).

TITRE VII

Liquidation des sociétés commerciales

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Art. 246. — (1) Pour la liquidation et la répartition du patrimoine social, même si l'acte constitutif prévoit des normes à cet égard, sont obligatoires les règles suivantes:

- a) jusqu'à ce que les liquidateurs reprennent leurs fonctions, les administrateurs poursuivent leur mandat, sauf ce qui est prévu à l'art. 228;
- b) l'acte de nomination des liquidateurs ou la sentence le remplaçant et tout acte ultérieur, qui porteraient des modi-

fications quant à leur personne, doivent être déposés, par les soins des liquidateurs, à l'office du registre du commerce, afin d'y d'être inscrits sans retard et publiés au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV.

(2) Les liquidateurs déposeront leur signature au registre du commerce et exerceront cette fonction seulement après le remplissement des formalités prévues à l'al. (1).

(3) Après la publication prévue à l'al. (2), aucune action ne peut être exercée pour la société ou contre elle qu'au nom des liquidateurs ou contre eux.

(4) Outre les dispositions du présent titre, aux sociétés en liquidation sont appliquées les règles établies en vertu de l'acte constitutif et de la loi, sauf si elles ne sont incompatibles avec la liquidation.

(5) Tous les actes émanant de la société doivent préciser que cette dernière se trouve en liquidation.

Art. 247. – (1) Les liquidateurs pourront être personnes physiques ou personnes morales. Les liquidateurs personnes physiques ou les représentants permanents – personnes physiques de la société liquidatrice – doivent être des liquidateurs autorisés, dans les conditions prévues par la loi.

(2) Les liquidateurs ont la même responsabilité que les administrateurs.

(3) Les liquidateurs sont tenus, dès qu'ils occupent leurs fonctions, de dresser un inventaire, conjointement avec les administrateurs de la société, et de conclure un bilan, qui constatent la situation exacte de l'actif et du passif de la société, et de les signer.

(4) Les liquidateurs sont tenus de recevoir et de garder le patrimoine de la société, les registres qui leur sont confiés par les administrateurs et les actes de la société. En outre, ils tiendront un registre avec toutes les opérations de la liquidation, dans l'ordre de leur date.

(5) Les liquidateurs accomplissent leur mandat sous le contrôle des commissaires aux comptes.

Art. 248. – Dans le cas des sociétés commerciales dont l'activité s'est déroulée sur la base de l'autorisation d'environnement prévue par la Loi de la protection de l'environnement n° 137/1995, les liquidateurs sont tenus de prendre des mesures pour l'élaboration du bilan d'environnement

prévu par cette loi, et communiquer les résultats de ce bilan à l'agence territoriale pour la protection de l'environnement.

Art. 249. – (1) Outre les pouvoirs conférés par les associés, à la même majorité requise pour leur nomination, les liquidateurs pourront:

a) ester en justice et y être actionnés dans l'intérêt de la liquidation;

b) exécuter et achever les opérations de commerce relatives à la liquidation;

c) vendre aux enchères publiques les immeubles et tous autres biens meubles de la société; la vente des biens ne pourra être faite que séparément;

d) faire des transactions;

e) liquider et percevoir les créances de la société, même en cas de faillite des débiteurs, en donnant quittance;

f) contracter des obligations cambiales, faire des emprunts non hypothécaires et accomplir tous autres actes nécessaires.

(2) A défaut de dispositions spéciales de l'acte constitutif ou de leur acte de nomination, les liquidateurs ne peuvent constituer des hypothèques sur les biens de la société, s'ils n'y sont pas autorisés par l'instance, après avis des commissaires aux comptes.

(3) Les liquidateurs qui entreprennent de nouvelles opérations commerciales, qui ne sont pas nécessaires au but de la liquidation sont responsables personnellement et solidairement de leur exécution.

Art. 250. – (1) Les liquidateurs ne peuvent payer aux associés aucune somme au compte des parts que leur reviendraient par suite de la liquidation, avant d'avoir acquitté les sommes dues aux créanciers de la société.

(2) Les associés pourront quand même demander que les sommes retenues soient déposées à la Caisse d'épargne et consignations ou à une société bancaire ou à l'une de leurs unités et que répartition soit faite sur les actions ou parts sociales même pendant la liquidation, si, excepté le nécessaire pour l'accomplissement de toutes les obligations de la société, échéantes ou qui arrivent à l'échéance, il reste encore des disponibilités représentant au moins 10 p. 100 de leur montant.

(3) Contre les décisions des liquidateurs, les créanciers de la société peuvent former opposition dans les conditions prévues à l'art. 62.

Art. 251. — Les liquidateurs qui prouvent, en présentant le bilan comptable, que les fonds dont dispose la société ne suffisent pas pour couvrir le passif exigible, doivent demander les sommes nécessaires aux associés qui répondent indéfiniment ou à ceux qui n'ont pas effectué intégralement les versements, s'ils sont tenus de les procurer, selon la forme de la société, ou, s'ils sont débiteurs envers la société, pour les versements non effectués, auxquels ils étaient tenus en qualité d'associés.

Art. 252. — Les liquidateurs qui ont acquitté les dettes de la société en ayant recours à leur propre argent ne pourront exercer à l'encontre de la société des droits supérieurs à ceux détenus par les créanciers payés.

Art. 253. — Les créanciers de la société ont le droit d'exercer contre les liquidateurs les actions découlant des créances parvenues à l'échéance, jusqu'à concurrence des biens existant dans le patrimoine de la société; seulement après, ils pourront agir contre les associés, pour le paiement des sommes dues de la valeur des actions souscrites ou de celle des apports au capital social.

Art. 254. — (1) La liquidation de la société doit être achevée dans le délai maximum de trois ans suivant la date de la dissolution. Le tribunal peut proroger ce délai, pour des raisons bien fondées, de deux ans au plus.

(2) Après l'achèvement de la liquidation, les liquidateurs doivent demander la radiation de la société du registre du commerce.

(3) La radiation peut être faite d'office.

(4) La liquidation ne libère pas les associés et n'empêche pas l'ouverture de la procédure de faillite de la société.

Art. 255. — (1) Après l'approbation des calculs et l'achèvement de la répartition, les registres et les actes de la société en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée, qui ne seront pas nécessaires à quelque associé, seront déposés à l'associé désigné par la majorité.

(2) Dans les sociétés par actions et en commandite par actions, ceux-ci seront déposés au registre du commerce, où toute partie intéressée en pourra prendre connaissance, avec l'autorisation de l'instance.

(3) Les registres de toutes les sociétés seront gardés pendant cinq ans.

CHAPITRE II

Liquidation des sociétés en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée

Art. 256. — (1) La nomination des liquidateurs dans les sociétés en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée sera faite par tous les associés, s'il n'en est autrement prévu par le contrat de société.

(2) Si l'unanimité des voix ne peut être réunie, la nomination des liquidateurs sera faite par l'instance, à la demande de tout associé ou administrateur, après avoir entendu tous les associés et administrateurs.

(3) Contre la sentence, seuls les associés ou les administrateurs peuvent former recours, dans un délai de quinze jours à compter du prononcé.

Art. 257. — (1) Après la clôture de la liquidation de la société en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée, les liquidateurs doivent dresser le bilan comptable de liquidation et proposer la répartition de l'actif entre les associés.

(2) L'associé mécontent peut former opposition, dans les conditions prévues à l'art. 62, dans les quinze jours de la notification du bilan comptable de liquidation et du projet de répartition.

(3) En vue de la solution de l'opposition, les problèmes relatifs à la liquidation seront séparés de ceux de la répartition, à l'égard desquels les liquidateurs peuvent rester indifférents.

(4) Après l'expiration du délai prévu à l'al. (2) ou après que la sentence sur l'opposition est restée irrévocable, le bilan comptable de liquidation et la répartition sont réputés approuvés et leurs liquidateurs libérés.

CHAPITRE III

Liquidation des sociétés par actions et en commandite par actions

Art. 258. – (1) La nomination des liquidateurs dans les sociétés par actions et en commandite par actions est faite par l'assemblée générale qui décide de la liquidation, s'il n'en est autrement prévu par l'acte constitutif.

(2) L'assemblée générale décide à la majorité prévue pour la modification de l'acte constitutif.

(3) Si la majorité n'a pas été obtenue, la nomination est faite par le tribunal, sur la demande de quiconque des administrateurs ou des associés, avec citation de la société et de ceux l'ayant demandé. Contre la sentence du tribunal, il ne peut être formé que recours, dans les quinze jours du prononcé.

Art. 259. – (1) Les administrateurs présenteront aux liquidateurs un compte rendu sur la gestion pour la période comprise entre le dernier bilan comptable approuvé et jusqu'au début de la liquidation.

(2) Les liquidateurs ont le droit d'approuver le compte rendu et d'en faire ou soutenir des éventuelles contestations.

Art. 260. – (1) Lorsque un ou plusieurs administrateurs sont nommés liquidateurs, le compte rendu sur la gestion des administrateurs sera déposé à l'office du registre du commerce et publié au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, accompagné du bilan final de liquidation.

(2) Lorsque la gestion dépasse la durée d'un exercice financier, le compte rendu doit être annexé au premier bilan que les liquidateurs présentent à l'assemblée générale.

(3) Tout actionnaire peut former opposition, dans les conditions prévues à l'art. 62, dans les quinze jours de la publication.

(4) Toutes les oppositions faites seront connexes pour être résolues par une seule sentence.

(5) Tout actionnaire a le droit d'intervenir en instance et la décision sera également opposable aux actionnaires non intervenants.

Art. 261. – Si la liquidation se prolonge au-delà de la durée de l'exercice financier, les liquidateurs sont tenus de dresser le bilan comptable annuel, conformément aux dispositions de la loi et de l'acte constitutif.

Art. 262. – (1) Après l'achèvement de la liquidation, les liquidateurs dressent le bilan comptable final, indiquant la part qui revient à chaque action par la répartition de l'actif de la société.

(2) Le bilan comptable signé par les liquidateurs et assorti du rapport des commissaires aux comptes sera déposé, afin d'y être mentionné, à l'office du registre du commerce et sera publié au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV.

(3) Tout actionnaire peut former opposition, dans les conditions prévues à l'art. 62.

Art. 263. – (1) Si le délai prévu à l'art. 260 al. (3) a expiré sans qu'une opposition y soit formée, le bilan comptable est réputé approuvé par tous les actionnaires et les liquidateurs sont libérés, sous réserve de la répartition de l'actif de la société.

(2) Indépendamment de l'expiration du délai, la quittance de réception de la dernière répartition passe pour approbation du compte et de la répartition faite à chaque actionnaire.

Art. 264. – (1) Les sommes dues aux actionnaires, non encaissées les deux mois suivant la publication du bilan comptable, seront déposées à la Caisse d'épargne et consignations ou à une société bancaire ou à l'une de leurs unités, en indiquant les nom et prénom de l'actionnaire, si les actions sont nominatives, ou les numéros des actions, si elles sont au porteur.

(2) Le paiement sera fait à la personne indiquée ou au possesseur des actions, en en retenant le titre.

TITRE VIII

Infractions

Art. 265. – Est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans le fondateur, l'administrateur, le directeur, le directeur exécutif ou le représentant légal de la société qui:

1. présente, de mauvaise foi, dans les prospectus, rapports et communications adressés au public, des données fausses sur la constitution de la société ou sur les conditions éco-

nomiques de cette dernière ou cache, de mauvaise foi, en tout ou partie, de telles données;

2. présente, de mauvaise foi, aux actionnaires un bilan comptable inexact ou des données inexactes sur les conditions économiques de la société, afin de cacher sa situation réelle;

3. refuse de mettre à la disposition des experts, dans les cas et conditions prévus aux art. 25 et 37, les documents nécessaires ou les empêche, de mauvaise foi, d'accomplir les charges reçues.

Art. 266. — Est puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans le fondateur, l'administrateur, le directeur, le directeur exécutif ou le représentant légal de la société qui:

1. acquiert, pour le compte de la société, les actions des autres sociétés à un prix qu'il sait nettement supérieur à leur valeur effective ou vend, pour le compte de la société, des actions qu'elle détient, à des prix qu'il sait nettement inférieurs à leur valeur effective, en vue d'obtenir pour lui ou d'autres personnes un avantage préjudicant la société;

2. utilise, de mauvaise foi, des biens ou le crédit dont jouit la société dans un but contraire aux intérêts de cette dernière ou dans son propre avantage ou pour favoriser une autre société où il aurait des intérêts directement ou indirectement;

3. emprunte, sous toute forme, directement ou par l'intermédiaire d'une autre personne, de la société qu'il administre, d'une société contrôlée par cette dernière ou d'une société qui contrôle la société qu'il administre ou fait en sorte que l'une de ces sociétés lui accorde une garantie quelconque pour ses propres dettes;

4. répand des informations fausses ou emploie tous moyens frauduleux ayant comme effet la majoration ou la diminution de la valeur des actions ou des obligations de la société ou des autres titres lui appartenant, afin d'obtenir pour lui ou pour d'autres personnes un avantage préjudicant la société;

5. perçoit ou paie des dividendes, sous toute forme, provenant de bénéfices fictifs ou qui ne pouvaient être distribués, faute d'un bilan comptable ou contraires à ceux qui en résultent;

6. viole les dispositions de l'art. 178.

Art. 267. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans l'administrateur, le directeur, le directeur exécutif ou le représentant légal de la société qui:

1. émet des actions ayant une valeur inférieure à leur valeur légale ou à un prix inférieur à la valeur nominale, ou émet de nouvelles actions en échange des apports en numéraire, avant que les précédentes actions soient acquittées intégralement;

2. fait usage, dans les assemblées générales, des actions non souscrites ou non distribuées aux actionnaires;

3. accorde des prêts ou des avances sur les actions de la société;

4. remet au titulaire les actions avant le terme ou remet des actions libérées en tout ou partie, sauf les cas établis par la loi, ou émet des actions au porteur sans qu'elles soient acquittées intégralement;

5. ne respecte pas les dispositions légales relatives à l'annulation des actions non acquittées;

6. émet des obligations sans respecter les dispositions légales ou des actions sans contenir les mentions prévues par la loi.

Art. 268. — Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une amende de 250.000 lei à 15.000.000 lei l'administrateur, le directeur, le directeur exécutif ou le représentant légal de la société qui:

1. accomplit les décisions de l'assemblée générale relatives au changement de la forme de la société, à la fusion ou la scission de cette dernière ou à la réduction du capital social, avant l'expiration des délais prévus par la loi;

2. accomplit les décisions de l'assemblée générale relatives à la réduction du capital social, sans que les associés soient exécutés pour avoir effectué le versement dû ou sans la décision de l'assemblée générale qui les exonère du paiement des versements ultérieurs.

Art. 269. — (1) Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une amende de 250.000 lei à 15.000.000 lei l'administrateur qui:

1. viole, même par des personnes interposées ou par des actes simulés, les dispositions de l'art. 145;

2. ne convoque pas l'assemblée générale dans les cas prévus par la loi ou viole les dispositions de l'art. 188 al. (2);

3. entame des opérations au nom d'une société à responsabilité limitée, avant que le versement intégral du capital social soit effectué;

4. émet des titres négociables représentant les parts sociales d'une société à responsabilité limitée;

5. acquiert les actions de la société pour le compte de cette dernière, dans les cas interdits par la loi.

(2) De la peine prévue à l'al. (1) est puni également l'associé qui viole les dispositions de l'art. 126 ou de l'art. 188 al. (2).

Art. 270. – (1) Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une amende de 250.000 lei à 15.000.000 lei le commissaire aux comptes qui ne convoque pas l'assemblée générale dans les cas où il est tenu par la loi de le faire.

(2) Les dispositions de l'art. 266 point 3 s'appliquent de manière adéquate aux commissaires aux comptes.

Art. 271. – (1) Est punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans la personne ayant accepté ou conservé la charge de commissaire aux comptes, contrairement aux dispositions de l'art. 156 al. (2), ou la personne ayant accepté la charge d'expert en violant les dispositions de l'art. 38.

(2) Les décisions prises par les assemblées générales sur la base du rapport d'un commissaire aux comptes ou d'un expert, nommé en violation des dispositions de l'art. 156 al. (2) et de l'art. 38, ne peuvent être annulées à cause de la violation des dispositions comprises dans ces articles.

(3) De la peine prévue à l'al. (1) sont également punis le fondateur, l'administrateur, le directeur, le directeur exécutif et le commissaire aux comptes qui exercent leurs fonctions ou charges en violant les dispositions de la présente loi relatives à l'incompatibilité.

Art. 272. – (1) Les dispositions des art. 265 à 271 s'appliquent également au liquidateur, dans la mesure où elles portent sur les obligations entrant dans le champ de ses attributions.

(2) Est puni de la peine prévue à l'art. 269 le liquidateur qui fait des paiements aux associés en violant les dispositions de l'art. 250.

Art. 273. – (1) Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans ou d'une amende de 350.000 lei à 30.000.000 lei l'actionnaire ou le détenteur d'obligations qui:

1. transfère ses actions ou obligations au nom d'autres personnes, en vue de former une majorité dans l'assemblée

générale, au détriment des autres actionnaires ou détenteurs d'obligations;

2. vote, dans les assemblées générales, dans la situation prévue au point 1, comme propriétaire d'actions ou obligations qui ne lui appartiennent pas réellement;

3. dans les cas interdits par la loi, s'engage – en échange d'un avantage matériel – de voter en un certain sens dans les assemblées générales ou de ne pas prendre part au vote.

(2) La personne qui détermine un actionnaire ou un détenteur d'obligations, en échange d'une somme d'argent ou d'un autre avantage matériel, de voter en un certain sens dans les assemblées générales ou de ne pas prendre part au vote est punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans ou d'une amende de 350.000 lei à 30.000.000 lei.

Art. 274. – Est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, sauf la responsabilité pour les dommages causés par ses opérations à l'État roumain et aux tiers, celui qui exerce un commerce en faveur et pour le compte de certaines sociétés constituées dans un pays étranger dans les cas où ne sont pas remplies les conditions prévues par la loi pour le fonctionnement desdites sociétés en Roumanie.

Art. 275. – Les faits prévus au présent titre, s'ils constituent – conformément au Code pénal ou à des lois spéciales – des infractions plus graves, sont punis dans les conditions et des sanctions y prévues.

Art. 276. – Sont punies d'un emprisonnement de trois ans à douze ans les personnes coupables de banqueroute frauduleuse, consistant en l'un des faits suivants:

a) la falsification, la soustraction ou la destruction des enregistrements de la société ou le fait de cacher une partie de l'actif de la société; la présentation de dettes inexistantes ou la présentation dans les registres de la société, un autre acte ou le bilan comptable, de sommes non dues, chacun de ces faits étant commis en vue de la diminution apparente de la valeur des actifs;

b) l'aliénation d'une partie importante des actifs, faite frauduleusement par rapport aux créanciers, en cas de faillite d'une société.

TITRE IX

Dispositions finales et transitoires

Art. 277. — (1) Les sociétés commerciales, organisées conformément à la Loi n° 15/1990 sur la réorganisation des unités économiques d'Etat comme régies autonomes et sociétés commerciales avec les modifications ultérieures, privatisées ou qui seront privatisées, peuvent fonctionner seulement sur la base d'un statut.

(2) Modifiant le statut, dans les conditions prévues par la loi, les associés peuvent le dénommer acte constitutif, sans que ce fait signifie l'apparition d'une nouvelle société commerciale.

(3) Les sociétés commerciales à capital intégral ou en majorité d'Etat peuvent fonctionner avec n'importe quel nombre d'associés.

Art. 278. — L'encadrement des salariés aux sociétés commerciales peut être fait sur la base d'un contrat individuel de travail, sous réserve du respect de la législation du travail et des assurances sociales.

Art. 279. — Si l'associé unique dans une société à responsabilité limitée est également administrateur, il peut bénéficier d'une pension, telle celle des prestations sociales de l'Etat, dans la mesure où il aura versé sa contribution aux prestations sociales et celle de pension supplémentaire.

Art. 280. — La constitution de sociétés commerciales à participation étrangère, en association avec des personnes morales ou physiques roumaines, ou à capital intégralement étranger est effectuée en respectant les dispositions de la présente loi et de la loi sur le régime des investissements étrangers*.

Art. 281. — Les activités qui ne peuvent faire l'objet d'une société commerciale sont établies par arrêté du Gouvernement.

Art. 282. — Pour l'authentification de l'acte constitutif, seront payés les droits de timbre et les honoraires notariaux légaux.

* Conformément à l'art. III de l'Ordonnance d'urgence du Gouvernement n° 32/1997, approuvée par la Loi n° 195/1997, les sociétés commerciales réglementées par des lois spéciales continuent d'être régies par les dispositions desdites lois.

Art. 283. — Au sens de la présente loi, la municipalité de Bucarest est assimilée au département.

Art. 284. — (1) Les petites entreprises et les associations à but lucratif, personnes morales, constituées sur la base du Décret-loi n° 54/1990 sur l'organisation et le déroulement des activités économiques sur la base de la libre initiative et réorganisées, jusqu'à la date de 17 septembre 1991, dans une des formes de société prévues à l'art. 2 de la présente loi peuvent continuer leur activité.

(2) Elles succèdent de droit aux petites entreprises ou aux associations à but lucratif d'où elles proviennent.

Art. 285. — Les dispositions de la présente loi sont complétées avec les dispositions du Code commercial.

Art. 286. — Les sociétés à participation étrangère constituées jusqu'à la date de 17 décembre 1990 pourront continuer leur activité conformément à leur acte de constitution, approuvé dans les conditions établies par la loi.

Art. 287. — A la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont abrogés les dispositions des art. 77 à 220 et 236 du Code commercial*, les dispositions relatives aux petites entreprises et aux associations à but lucratif, dotées de personnalité morale, du Décret-loi n° 54/1990 sur l'organisation et le déroulement de certaines activités économiques sur la base de la libre initiative, le Décret n° 424/1972 sur la constitution et le fonctionnement des sociétés mixtes en Roumanie, sauf les art. 15, 28 al. 1, art. 33 et 35 al. 2 et 3, le Décret-loi n° 96/1990 portant certaines mesures tendant à attirer l'investissement de capital étranger en Roumanie.

* Conformément à l'art. IX de l'Ordonnance d'urgence du Gouvernement n° 32/1997, approuvée par la Loi n° 195/1997, à la date de l'entrée en vigueur de cette ordonnance (le 28 juillet 1997) sont abrogés les art. 237 à 250 et 264 à 269 du Code commercial.

LOI sur le registre du commerce*

CHAPITRE I^{er} Dispositions générales

Art. 1^{er}. — (1) Avant de commencer leur activité, les commerçants ont l'obligation de demander l'immatriculation au registre du commerce et, au cours de son exercice ainsi qu'à sa cessation, ils doivent demander l'inscription au même registre des mentions concernant les actes et faits dont l'enregistrement est prévu par la loi.

(2) Au sens de la présente loi, *les commerçants* sont les personnes physiques qui exercent habituellement des actes de commerce, les sociétés commerciales, les régies autonomes et les organisations coopératives.

(3) Les dispositions de l'al. (1) ne s'appliquent pas aux artisans et aux paysans qui vendent leurs propres produits.

Art. 2. — (1) Le registre du commerce est tenu par l'office du registre du commerce, organisé en chaque département et dans la municipalité de Bucarest, conformément aux dispositions du chapitre II de la présente loi.

(2) Le registre central du commerce est tenu par l'Office national du registre du commerce, organisé auprès de la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie.

Art. 3. — Les commerçants demandent l'immatriculation à l'office du registre du commerce du département ou de la municipalité de Bucarest où se trouve leur siège.

Art. 4. — (1) Le registre du commerce est public.

(2) L'office du registre du commerce est tenu de délivrer, aux frais du solliciteur, des copies certifiées des enregistrements effectués et des actes présentés, ainsi que les attestations constatant qu'un certain acte ou fait est ou n'est pas enregistré.

(3) Les actes prévus à l'al. (2) peuvent être sollicités et délivrés par voie postale.

* Rééditée en vertu de l'art. IV de la Loi n° 12 du 8 janvier 1998, publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 15 du 19 janvier 1998, en donnant une nouvelle numérotation aux articles.

La Loi n° 26/1990, a été publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 121 du 7 novembre 1990.

Art. 5. — (1) L'immatriculation et les mentions sont opposables aux tiers à compter de la date de leur inscription au registre du commerce ou de leur publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie IV, ou dans une autre publication, si la loi le prévoit.

(2) La personne tenue de solliciter un enregistrement ne peut opposer aux tiers les actes ou faits non enregistrés, sauf le cas où elle prouve qu'ils en avaient connaissance.

Art. 6. — Les enregistrements au registre du commerce sont faits sur la seule base d'un journal du juge délégué ou, selon le cas, d'une décision de justice définitive, sauf les cas où la loi prévoit autrement.

Art. 7. — (1) Les instances judiciaires sont tenues de faire parvenir à l'office du registre du commerce, dans un délai de quinze jours à compter de la date où elles sont devenues définitives, des copies certifiées du dispositif des décisions définitives et des journaux concernant les actes et mentions dont l'enregistrement est requis par la loi.

(2) En outre, dans ces journaux et décisions, les instances judiciaires décideront des enregistrements qui devront être faits au registre du commerce.

Art. 8. — (1) Le contrôle de la légalité des opérations effectuées par l'office du registre du commerce est fait par l'un des juges du tribunal départemental, respectivement de la municipalité de Bucarest, en tant que délégué annuel du président de ce tribunal.

(2) Le juge délégué doit contrôler les opérations du registre du commerce au moins une fois par mois.

(3) Le contrôle effectué par le juge délégué n'exonère pas le personnel de l'office dirigeant et exécutant les opérations du registre du commerce de sa responsabilité à l'égard de la conformité des données y inscrites avec la loi.

(4) Les travaux de greffe, secrétariat et archive du juge délégué sont assurés par le personnel de l'office du registre du commerce.

CHAPITRE II L'office du registre du commerce

Art. 9. — (1) L'office du registre du commerce est organisé et fonctionne auprès de chaque chambre de commerce et d'industrie territoriale.

(2) L'Office national du registre du commerce est organisé et fonctionne auprès de la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie.

(3) Les offices du registre du commerce prévus à l'al. (1) communiqueront à l'Office national du registre du commerce toute immatriculation ou mention opérée dans le délai de quinze jours de l'inscription.

Art. 10. – (1) La structure organisationnelle, le nombre de personnel et le niveau de rémunération du personnel des offices du registre du commerce départementaux et de la municipalité de Bucarest sont établis d'une manière unitaire par la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie.

(2) Il en est de même pour les normes d'organisation et fonctionnement intérieur des offices.

(3) Le personnel nécessaire au fonctionnement des offices du registre du commerce est embauché par voie de concours par les chambres de commerce et d'industrie territoriales. Les dépenses nécessaires au fonctionnement et les fonds de rémunération sont assurés du budget des chambres de commerce et d'industrie territoriales.

Art. 11. – (1) Pour les opérations effectuées, l'office du registre du commerce perçoit des taxes, conformément à un tarif établi par la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie conjointement avec le Ministère des Finances.

(2) Sur les taxes perçues, un quota de 8 p. 100 est dû à l'Office national du registre du commerce, encaissé par l'office du registre du commerce qui effectue l'enregistrement, et viré mensuellement à l'Office national du registre du commerce. En outre, un quota de 2 p. 100 sur les taxes perçues pour les enregistrements effectués, sur la base des journaux des juges délégués, sera viré tous les mois, par chaque chambre de commerce et d'industrie territoriale, au Ministère de la Justice.

(3) Les taxes, sauf celles dues à l'Office national du registre du commerce et au Ministère de la Justice, se constituent en revenu au budget des chambres de commerce et d'industrie auprès desquelles l'office est organisé.

(4) Le non virement des quotas prévus à l'al. (2), jusqu'au dernier jour du mois suivant la perception, entraîne le paiement d'une pénalité de 0,15 p. 100 pour chaque jour de retard.

Art. 12. – (1) Le registre du commerce est formé d'un registre destiné à l'enregistrement des commerçants, personnes physiques, et un autre destiné à l'enregistrement des commerçants, personnes morales. Un nouveau registre sera ouvert chaque année. Ces registres sont tenus selon un procédé informatique.

(2) Chaque commerçant sera enregistré sous un numéro d'ordre, à partir du numéro 1, chaque année.

(3) L'office du registre du commerce tiendra également des dossiers contenant les actes déposés, pour chaque commerçant. Les enregistrements effectués au registre seront, en outre, mentionnés au dossier du commerçant.

(4) Le mode dont les registres sont tenus et les enregistrements effectués est établi d'une manière unitaire pour tous les offices, conformément aux normes émises par la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie conjointement avec le Ministère de la Justice, dans un délai de quatre-vingt-dix jours de la publication de la présente loi* au *Moniteur Officiel* de la Roumanie.

CHAPITRE III

Réalisation des enregistrements

Art. 13. – (1) L'immatriculation au registre du commerce d'un commerçant, personne physique, comprendra:

a) les nom et prénom, domicile, citoyenneté, date et lieu de naissance, état civil, fortune et mode d'évaluation de cette dernière et l'activité commerciale antérieure;

b) le nom commercial et son siège;

c) l'objet du commerce, en précisant le domaine et l'activité principale, tels qu'ils sont prévus dans l'autorisation d'exercice du commerce;

d) les numéro, date et organe émetteur de l'autorisation pour l'exercice du commerce.

(2) La demande d'immatriculation sera accompagnée des actes attestant les données comprises.

(3) L'office fera inscrire au registre du commerce toutes les données comprises dans la demande.

* La Loi n° 12/1998 a été publiée au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, n° 15 du 19 janvier 1998.

Art. 14. – L'immatriculation d'une société commerciale au registre du commerce comprendra les éléments prévus dans le journal d'immatriculation du juge délégué.

Art. 15. – L'immatriculation au registre du commerce d'une régie autonome, compagnie nationale ou société nationale comprendra:

a) l'acte de constitution, la dénomination, le siège et, le cas échéant, l'enseigne;

b) l'objet d'activité, en précisant le domaine et l'activité principale;

c) les unités composantes qui peuvent entrer en relations contractuelles avec des tiers, les personnes autorisées à les représenter et les limites des pouvoirs accordés à cette fin;

d) les nom et prénom, lieu et date de naissance, domicile et citoyenneté des personnes autorisées à les représenter, ainsi que les limites des pouvoirs attribués.

Art. 16. – Les organisations coopératives sont immatriculées au registre du commerce en observant les réglementations relatives à la coopération artisanale, la coopération de consommation et la coopération de crédit.

Art. 17. – La demande d'immatriculation au registre du commerce sera faite, s'il n'en est autrement disposé par la loi, dans le délai de quinze jours:

a) à compter de la date de l'autorisation, pour les commerçants personnes physiques;

b) à compter de la date d'authentification de l'acte constitutif, pour les sociétés commerciales;

c) à compter de la date de l'acte de constitution, pour les régies autonomes, compagnies nationales, sociétés nationales et organisations coopératives.

Art. 18. – (1) La demande d'immatriculation d'un commerçant, personne physique, sera faite personnellement ou par mandataire muni d'une procuration spéciale et authentique.

(2) Pour l'attestation du spécimen de signature, le commerçant signera à l'office du registre du commerce, en présence du juge délégué ou du dirigeant de l'office ou de son suppléant, qui certifiera la signature.

(3) En l'absence du commerçant, sa signature peut être remplacée par la présentation d'un spécimen légalisé par le notaire public.

Art. 19. – (1) La demande d'immatriculation au registre du commerce d'une société commerciale sera signée par au moins un administrateur ou, selon le cas, par le représentant de ce dernier ou, dans les conditions prévues par la loi, par tout associé; pour les régies autonomes, compagnies nationales, sociétés nationales ou organisations coopératives, elle sera signée par les personnes autorisées, conformément à la loi, à les représenter.

(2) La preuve du spécimen de signature des administrateurs et, selon le cas, des représentants des sociétés commerciales, ainsi que des personnes autorisées, dans les conditions prévues par la loi, à représenter les régies autonomes ou les organisations coopératives est faite en observant les dispositions de l'art. 18 al. (2) et (3).

Art. 20. – (1) La demande d'immatriculation sera assortie d'actes justificatifs.

(2) A toute immatriculation seront mentionnés le numéro et la date du journal du juge délégué.

Art. 21. – Au registre du commerce seront enregistrées des mentions concernant:

a) la donation, la vente, la location ou le gage du fonds de commerce ainsi que tout autre acte modifiant les immatriculations ou mentions ou faisant cesser la firme ou le fonds de commerce;

b) les nom, citoyenneté, date et lieu de naissance du fondé de pouvoir; si le droit de représentation est limité à une certaine succursale ou filiale, la mention sera faite seulement au registre où est inscrite la filiale ou la succursale. La signature du représentant sera donnée dans les conditions prévues à l'art. 18 al. (2) et (3);

c) les brevets d'invention, marques de fabrique, de commerce et de service, les appellations d'origine, les indications de provenance, le nom commercial, l'enseigne et autres signes distinctifs sur lesquels la société commerciale, la régie autonome, l'organisation coopérative ou le commerçant, personne physique, a un droit;

d) la décision de divorce du commerçant, ainsi que celle de partage des biens communs prononcées au cours de l'exercice du commerce;

e) la décision de mise sous interdiction du commerçant ou d'institution de la curatelle de ce dernier, ainsi que la décision pour la levée de ces mesures;

f) l'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire ou de faillite, selon le cas, ainsi que l'inscription des mentions correspondantes;

g) la sentence condamnant le commerçant pour des faits pénaux qui le rendent indigne d'exercer cette profession;

h) toute modification relative aux actes, faits et mentions enregistrés.

Art. 22. – (1) Le commerçant est tenu de solliciter l'enregistrement au registre du commerce des mentions prévues à l'art. 21, dans le délai maximum de quinze jours à compter de la date des actes et faits soumis à l'obligation d'enregistrement.

(2) L'enregistrement des mentions peut être également fait à la demande des personnes intéressées, dans un délai maximum de trente jours de la date où ils ont eu connaissance de l'acte ou fait soumis à l'enregistrement.

(3) Les mentions seront enregistrées d'office, dans un délai maximum de quinze jours de la date de réception de la copie légalisée du dispositif de la décision définitive pour les actes et faits prévus à l'art. 21 lett. d), e) et g).

(4) Le fait que les mentions peuvent être également enregistrées sur la demande d'autres personnes ou d'office ne dispense pas le commerçant de l'obligation de demander qu'elles soient effectuées.

Art. 23. – (1) Le commerçant qui possède des succursales doit demander leur immatriculation à l'office du registre du commerce du siège de chaque succursale.

(2) Dans la demande, outre les données prévues par la présente loi pour l'immatriculation du commerçant, sera indiqué l'office où a été immatriculé le nom commercial du siège principal.

(3) L'office du registre du commerce du siège de la succursale transmettra à l'office du registre du commerce du siège principal du commerçant un extrait de l'enregistrement effectué, pour qu'il soit mentionné au registre du commerce respectif.

Art. 24. – (1) Le commerçant qui a le siège principal de son commerce à l'étranger et crée une succursale ou une

filiale en Roumanie sera soumis à toutes les dispositions relatives à l'immatriculation, la mention et la publication des actes et faits requis pour les commerçants indigènes.

(2) Toutes ces formalités seront effectuées à l'office du registre du commerce du siège de la succursale ou filiale.

(3) Si une société ayant son siège à l'étranger crée plusieurs succursales en Roumanie, les documents de constitution et autres actes de la même société, nécessaires pour l'immatriculation d'une succursale, sont déposés seulement à l'une des succursales.

Art. 25. – (1) Quiconque se considère préjudicié par une immatriculation ou une mention portée au registre du commerce a le droit de demander qu'elle en soit radiée.

(2) Le juge délégué se prononcera sur la demande de radiation par un journal, en citant les parties.

(3) Contre le journal il ne peut être formé que recours au tribunal, dans un délai de quinze jours à compter de la date du prononcé.

(4) Le tribunal statuera d'urgence sur le recours en chambre de conseil.

Art. 26. – (1) La date de l'enregistrement au registre du commerce est la date où l'enregistrement a été effectivement opéré dans ce registre.

(2) L'enregistrement au registre du commerce est opéré dans les vingt-quatre heures de la date du journal du juge délégué; dans le cas de l'immatriculation d'une société commerciale, dans les vingt-quatre heures de la date où le journal du juge délégué est devenu irrévocable.

Art. 27. – (1) Les chambres de commerce et d'industrie ont qualité processuelle active et peuvent intervenir en tout procès concernant des enregistrements au registre du commerce, l'intérêt en étant présumé et consistant dans le respect des exigences générales de l'activité commerciale.

(2) Les demandes introduites par les chambres de commerce et d'industrie, en vertu de la présente loi, ne sont soumises ni au droit de timbre ni au timbre judiciaire.

Art. 28. – Dans les demandes d'enregistrement au registre du commerce et toutes autres demandes adressées à ce registre seront indiquées la personne et l'adresse où seront communiqués les journaux du juge délégué ou tous autres actes et notifications.

Art. 29. — Le commerçant est tenu de mentionner sur les factures, lettres, offres, commandes, tarifs, prospectus et tous autres documents utilisés dans son commerce le numéro d'enregistrement au registre du commerce et l'année de l'enregistrement.

CHAPITRE IV

Régime des noms commerciaux et des enseignes

Art. 30. — (1) Le nom commercial est le nom ou, selon le cas, la dénomination sous lesquels un commerçant exerce son commerce et sous lesquels il appose sa signature.

(2) L'enseigne est le signe ou la dénomination qui distingue un commerçant d'un autre du même genre.

(3) Les noms commerciaux et les enseignes seront écrits sur la première ligne, en langue roumaine.

(4) Le droit de jouissance exclusive sur le nom commercial et l'enseigne est acquis en les inscrivant au registre du commerce.

Art. 31. — (1) Le nom commercial d'un commerçant, personne physique, est composé du nom du commerçant écrit en toutes lettres ou du nom et de l'initiale de son prénom.

(2) Aucune mention qui pourrait induire en erreur sur la nature ou l'étendue du commerce ou de la situation du commerçant ne peut être ajoutée au nom commercial. Il sera possible de faire des mentions qui indiquent plus précisément la personne ou son commerce.

Art. 32. — Le nom commercial d'une société en nom collectif doit comprendre le nom d'au moins un des associés, avec la mention «société en nom collectif», écrite en toutes lettres.

Art. 33. — Le nom commercial d'une société en commandite simple doit comprendre le nom d'au moins un des associés commandités, avec la mention «société en commandite», écrite en toutes lettres.

Art. 34. — Si le nom d'une personne étrangère à la société figure, avec son consentement, dans le nom commercial d'une société en nom collectif ou en commandite simple, celle-ci devient responsable indéfiniment et solidairement de toutes les obligations de la société. La même règle est applicable au commanditaire dont le nom figure dans le nom commercial d'une société en commandite.

Art. 35. — Le nom commercial d'une société par actions ou en commandite par actions est composé d'une dénomination propre, destinée à le distinguer du nom commercial d'autres sociétés, et sera accompagné de la mention écrite en toutes lettres «société par actions» ou «SA» ou, selon cas, «société en commandite par actions».

Art. 36. — Le nom commercial d'une société à responsabilité limitée est composé d'une dénomination propre à laquelle peuvent être ajoutés les noms d'un ou plusieurs associés, et sera accompagné de la mention écrite en toutes lettres «société à responsabilité limitée» ou «SRL».

Art. 37. — Le nom commercial de la succursale en Roumanie d'une société étrangère devra comprendre également la mention du siège principal se trouvant à l'étranger.

Art. 38. — (1) Tout nom commercial nouveau doit se distinguer de ceux existants.

(2) Lorsqu'un nom commercial nouveau ressemble à un autre, il faut ajouter une mention le distinguant de ce dernier, soit en désignant plus précisément la personne, soit en indiquant le genre de commerce exercé ou en tout autre mode.

Art. 39. — (1) L'office du registre du commerce refusera d'inscrire un nom commercial qui, sans introduire des éléments distinctifs, peut produire de la confusion avec d'autres noms commerciaux enregistrés.

(2) La vérification de la disponibilité du nom commercial et de l'enseigne est faite par l'office du registre du commerce, avant l'élaboration des actes constitutifs ou, selon le cas, la modification du nom commercial et/ou de l'enseigne.

Art. 40. — Aucun nom commercial ne pourra comprendre une dénomination utilisée par les commerçants du secteur public.

Art. 41. — (1) L'acquéreur à tout titre d'un fonds de commerce pourra continuer son activité sous la forme antérieure, qui comprend le nom d'un commerçant, personne physique, ou d'un associé, avec l'accord expressément exprimé du titulaire précédent ou de ses successeurs en droits et avec l'obligation de faire mention dans ledit nom commercial de la qualité de successeur.

(2) Il est permis à la société par actions, en commandite par actions ou à la société à responsabilité limitée de con-

server le nom commercial précédent, sans que le rapport de succession y soit mentionné.

(3) Au cas où le nom commercial d'une société à responsabilité limitée comprend les noms d'un ou plusieurs associés, les dispositions de l'al. (1) restent applicables.

Art. 42. — Le nom commercial ne peut être aliéné séparément du fonds de commerce auquel il est utilisé.

Art. 43. — (1) Toute enseigne devra se distinguer des autres inscrites au même registre du commerce, pour le même type de commerce, ainsi que des enseignes des autres commerçants sur le marché où le commerçant déploie son activité.

(2) Les enseignes pourront être utilisées sur des panneaux de réclame, où qu'ils soient apposés, sur des factures, lettres, notes de commande, tarifs, prospectus, affiches, publications et en tout autre mode, à condition qu'ils soient accompagnés visiblement du nom commercial du commerçant.

(3) Si l'enseigne comprend une dénomination, le nom commercial sera écrit en lettres dont la dimension doit être au moins la moitié de celle des lettres de l'enseigne.

CHAPITRE V

Sanctions

Art. 44. — (1) Les commerçants qui doivent demander l'immatriculation ou l'enregistrement d'une mention, déposer une signature ou certains actes et ne respectent pas les dispositions de la loi et le délai prévu seront obligés, par décision de justice, au paiement d'une amende civile de 50.000 lei à 500.000 lei.

(2) L'amende civile est de 100.000 lei à 1.000.000 lei au cas où l'immatriculation, la mention, le dépôt de la signature ou de l'acte incombent à une société commerciale. S'il y a plusieurs personnes qui y sont obligées, l'amende est appliquée à chacune d'elles.

(3) L'amende prévue à l'al. (1) s'applique également aux personnes qui se rendent coupables pour n'avoir pas viré, dans les conditions précisées à l'art. 11, le quota des taxes dues à l'Office national du registre du commerce et au Ministère de la Justice, ou n'avoir pas communiqué les données prévues à l'art. 9 al. (3).

(4) L'amende prévue à l'al. (2) s'applique également aux représentants des sociétés commerciales amendées, conformément aux dispositions dudit alinéa.

Art. 45. — Les commerçants qui ne se conforment pas aux obligations prévues à l'art. 29 seront punis, par décision de justice, de l'amende civile prévue à l'art. 44 al. (1) et, en cas de répétition de l'omission, de l'amende prévue à l'art. 44 al. (2).

Art. 46. — L'instance sera saisie pour l'application des amendes prévues à l'art. 44 par toute personne intéressée, ainsi que par la chambre de commerce et d'industrie territoriale auprès de laquelle fonctionne l'office du registre du commerce où il a été demandé ou devait être demandé l'immatriculation ou l'enregistrement de la mention ou le dépôt de la signature, ainsi que de l'acte; au cas prévu à l'art. 45, la saisine sera faite par la chambre de commerce et d'industrie territoriale auprès de laquelle fonctionne l'office du registre du commerce où a été inscrit le nom commercial.

Art. 47. — Les amendes civiles prévues aux art. 44 et 45 sont soumises au régime de droit commun des amendes civiles prévu par le Code de procédure civile et sont appliquées par l'instance dans le ressort de laquelle le fait a été commis.

Art. 48. — (1) La personne qui, de mauvaise foi, a fait des déclarations inexactes sur la base desquelles a été opérée une immatriculation ou a été faite une mention au registre du commerce, est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ou d'une amende de 1.000.000 lei à 5.000.000 lei, si le fait ne constitue, conformément à la loi, une infraction plus grave.

(2) Par la décision prononcée, l'instance ordonnera également la rectification ou la radiation de l'immatriculation ou de la mention inexacte.

CHAPITRE VI

Dispositions finales et transitoires

Art. 49. — Dans les départements où ne sont pas constituées des chambres de commerce et d'industrie, les offices du registre du commerce sont organisés et fonctionnent auprès de la chambre de commerce et d'industrie territoriale, établie par la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie.

Art. 50. – (1) L'espace approprié et les conditions matérielles nécessaires pour le déroulement de l'activité de l'Office national du registre du commerce et de chaque office du registre du commerce seront assurés pour les années 1990–1991 par la préfecture et, respectivement, la Mairie de la municipalité de Bucarest.

(2) Les biens avec lesquels ont été dotés les offices passent, sans paiement, dans la propriété des chambres de commerce et d'industrie territoriales jusqu'à la date du 1^{er} janvier 1992.

Art. 51. – La Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie et les chambres de commerce et d'industrie territoriales assureront les conditions nécessaires au fonctionnement du système informatique unitaire du registre du commerce.

Art. 52. – L'Office du registre du commerce de la municipalité de Bucarest devient l'Office du registre du commerce de la municipalité de Bucarest et du département d'Ilfov.

Art. 53. – La présente loi entre en vigueur dans le délai de trente jours de sa publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie*.

* Y font exception les dispositions de l'art. 4 al. (2) et (3), art. 6, art. 8 al. (2), (3) et (4), art. 11 al. (2), (3) et (4), art. 12 al. (1), (3) et (4), art. 13 al. (1), art. 14, art. 15, art. 16, art. 17 à 20, art. 21 lett. f), art. 23, art. 24 al. (3), art. 25 al. (3), art. 26 à 29, art. 30 al. (2) et (4), art. 36, art. 37, art. 39, art. 41, art. 44, art. 45, art. 48 al. (1) et des art. 51 et 52, qui entrent en vigueur trente jours suivant la date de publication au *Moniteur Officiel* de la Roumanie, Partie I^{re}, de la Loi n° 12/1998.

LAW
on trading companies

*

LAW
regarding the trade register

LAW

on trading companies*

TITLE I

General provisions

Art. 1. – (1) With a view to carrying out trading operations, natural and legal persons may associate and set up trading companies, in compliance with the provisions of the present law.

(2) The trading companies, having their registered office in Romania are Romanian legal persons.

Art. 2. – The trading companies will be set up under one of the following forms: a) general partnership; b) limited partnership; c) joint-stock company; d) limited partnership by shares; e) limited liability company.

Art. 3. – (1) A company's social obligations are guaranteed with its registered assets.

(2) The associates in a general partnership as well as the active partners in a limited partnership or in a limited partnership by shares shall have an unlimited and joint liability for the company's obligations. The creditors shall first go against the company to fulfill its obligations and will go against the associates only if it does

* Republished on the grounds of Art. X of the Government Expeditious Ordinance No. 32/1997, published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, No. 133/27 June 1997, approved and modified by the Law No. 195/17 November 1997, published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, No. 335/28 November 1997 by giving the texts new numbers.

The Law No. 31/1990 was published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, No. 126-127/17 November 1990 and it was modified by: Law No. 41/1 June 1991, published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, No. 120/4 June 1991; Law No. 44/4 July 1991, published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, No. 142/11 July 1991; Law No. 80/23 December 1991, published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, No. 263/23 December 1991, and by the Law No. 78/20 July 1992, published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, No. 178/28 July 1992.

not meet payments within 15 days from the date of receiving notice.

(3) The shareholders, the sleeping partners as well as the associates in a limited liability company may be kept liable only up to the value of their subscribed registered capital.

Art. 4. — A trading company shall have at least two associates except for the case where the law provides otherwise.

TITLE II

Setting up trading companies

CHAPTER I

The constitutive act of the trading company

Art. 5. — (1) The general partnership company or the limited partnership shall be set up by a company contract while the joint-stock company, the limited partnership by shares or the limited liability company shall be set up by a company contract and its articles of association.

(2) The limited liability company may be set up by the act of will of a single person. In this case only the articles of association shall be drawn up.

(3) The company contract and the articles of association may be drawn up as a single document entitled the *constitutive act*.

(4) When only the company contract or only the articles of association are concluded, they could also be denominated as constitutive act. Within this present law the *constitutive act* designates both the single document and the company contract and/or the company's articles of association.

(5) The constitutive act shall be signed by all associates or, in case of a public subscription, by the founders, and shall be concluded in an authenticated form.

Art. 6. — (1) The signers of the constitutive act as well as the persons with a decisive role in the setting up of the company are considered as founders.

(2) The persons who, according to the law, are incapacitated or have been sentenced for fraudulent management, breach of trust, forgery, use of forgeries, cheating, embezzlement, perjury, bribery or other criminal offences prescribed by this present law, can not assume the position of founders.

Art. 7. — The constitutive act of the general partnership, of the limited partnership, and of the limited liability company shall contain:

a) the name and first name, place and date of birth, domicile and citizenship of the associates when they are natural persons; the denomination, the registered office and the nationality of the associates, when they are legal persons. In case of a limited partnership the active partners as well as the sleeping partners shall be clearly identified;

b) the form, denomination, the headquarters and the emblem of the company, as the case may be;

c) the company's object of activity, specifying the field of action and the main activity;

d) the subscribed and the deposited registered capital, with special mention of each associate's contribution, whether in cash or in kind, the value of the assets brought as contribution in kind and the way the evaluation has been made, as well as the date when all subscribed registered capital shall be deposited. In a limited liability company the number and the nominal value of all participating shares as well as the number of participating shares attributed to each associate for his contribution shall be specified;

e) the associates who represent and manage the company or the independent administrators, be they natural or legal persons, the powers vested in them and whether they are going to exert the powers together or separately;

f) each associate's part in profits and losses;

g) location of its subsidiaries — branches, agencies, or other offices of the same kind without legal personality — when they and the company are set up at the same time, or conditions to set them up at a later date if such a setting up is considered;

h) duration of the company;

i) the method of dissolution or liquidation of the company.

Art. 8. – The constitutive act of the joint-stock company or of the limited partnership by shares shall contain:

a) the name and first name, place and date of birth, the domicile and citizenship of the associates, when they are natural persons; denomination, their registered office and the nationality of the associates, when they are legal persons; in case of a limited partnership by shares the active partners as well as the sleeping partners shall be clearly identified;

b) the form, denomination, the registered office and the emblem of the company, as the case may be;

c) the company's object of activity, specifying the field of action and its main activity;

d) the subscribed and deposited registered capital. At the time of setting up the subscribed registered capital, deposited by each shareholder, shall be no less than 30% of the subscribed capital, except where the law provided otherwise. The remaining of the registered capital shall be deposited within 12 months from the date of the company's incorporation;

e) the value of the assets brought as contribution in kind, the method of evaluation and the number of shares attributed against them;

f) the number and nominal value of the shares, specifying whether they are registered or on bearer; where there are different categories of shares the number, nominal value and the rights conferred to each category shall be specified;

g) the name and first name, place and date of birth, the domicile and citizenship of the managers, when they are natural persons; denomination, the headquarters and nationality of the managers, when they are legal persons; the guaranty which the managers are bond to deposit, the powers vested in them and whether they shall exert the said together or separately; the special rights of administration and representation granted to some of them. In a limited partnership by shares the active partners who represent and manage the company shall be identified;

h) the name and first name, place and date of birth, domicile and citizenship of the auditors, when they are natural persons; denomination, headquarters and nationality of auditors, when they are legal persons;

i) provisions regarding the management, administration and functioning of the company as well as the administrative control over company's property;

j) duration of the company;

k) method of profit distribution and loss bearing;

l) location of its subsidiaries – branches, agencies or other offices of the same kind without legal personality – when they and the company are set up at the same time, or the conditions to set them up at a later date if such a setting up is considered;

m) special benefits reserved for the founders;

n) the shares for the sleeping partners in a limited partnership by shares;

o) operations concluded by associates on behalf of the company to be set up and which the company is going to take over as well as the sums of money to be paid for those operations;

p) method of dissolution or liquidation of the company.

Art. 9. – The joint-stock company may be set up only by full and simultaneous subscription of the registered capital by all signers of the constitutive act or by public subscription.

Art. 10. – (1) The registered capital of the joint-stock company or of the limited partnership by shares can not be lower than 25,000,000 lei.*

* According to Article VI of the Expeditious Government Ordinance no. 32/1997, as amended by Law no. 195/1997 the existing joint-stock companies, limited partnerships by shares and the limited liability companies which do not have the minimum registered capital stipulated by this Article, are obliged to complete it within a year as from the date of coming into force of the Expeditious Ordinance.

Until the expiry of this time limits the registered capital contributed as an increase of capital to joint-stock companies or limited partnerships by shares can not be lower than 30% of the capital subscribed for the same purpose.

The increase of the registered capital can also be done by using the reserves, except legal reserves, as well as the benefits and bonuses related to the capital, including the positive differences resulted out of the re-assessment of the registered assets or in other ways allowed by the law.

Instead of the completion of the registered capital those companies may, at their option, proceed to change the form of the company into one where, the existing registered capital will suffice, which change should be done within one year as from the date of coming into force of this Expeditious Ordinance (i.e. July 27, 1997).

In case the above mentioned one year time period is not observed the court, at the request of the state through the Ministry of Finance or of the relevant county Chamber of Commerce and Industry or of any interested person, will decide upon the dissolution of the company.

However the court, for justified reasons, may grant a new 6 months time period at the most for the completion of the registered capital.

(2) The number of shareholders in a joint-stock company can not be under 5.

Art. 11. – (1) The registered capital of the limited liability company can not be lower than 2,000,000 lei and it shall be divided into equal participating shares that can not be less than 100,000 lei each.*

(2) The participating shares can not be represented by negotiable instruments.

Art. 12. – In a limited liability company the number of the associates can not be higher than 50.

Art. 13. – (1) In case that, in a limited liability company, the participating shares belong to a single person as a sole associate, that person has the rights and duties prescribed, according to this present law, for the general assembly of the associates.

(2) If the sole associate is also the manager he shall assume the duties prescribed by the law for persons filling that position.

(3) In a company set up by a sole associate the value of his contribution in kind shall be assessed by specialized experts.

Art. 14. – (1) A natural person or a legal person can not fill the position of sole associate in more than one limited liability company.

(2) A limited liability company can not have, as a sole associate, another limited liability company set up by a single person.

(3) In case the provisions of para. (1) and (2) of this article are infringed, the State through the Ministry of Finance shall request the dissolution of such a company by way of court decision. Likewise, the relevant county Chamber of Commerce and Industry or any interested person may request dissolution by way of a court decision of any company set up by infringement of the above-mentioned provisions.

(4) Based on the dissolution decision, the liquidation shall be carried out according to the rules prescribed by this present law for limited liability companies.

Art. 15. – (1) Contributions in cash are compulsory when setting up companies of any kind.

(2) Contributions in kind are admissible in all forms of companies. These contributions are fulfilled by transferring

* See the note on page 201.

the relevant rights and by effective delivery, to the company, of the assets in a good to use condition.

(3) Contributions in debts shall be paid according to the rules prescribed under Article 84 hereinbelow. Such contributions are not admitted in joint-stock companies set up by public subscription, in limited partnerships by shares or in limited liability companies.

(4) Labour prestations cannot be considered as contributions to form or to increase the registered capital.

(5) The associates in a general partnership as well as the active partners may assume the obligation to come with labour prestations as contributions but these contributions can not be considered as such with the purpose to form or to increase the registered capital. In exchange for such contributions the associates are entitled, according to the constitutive act, to share in the distribution of profits and company's assets remaining, at the same time, bound to pay their share of possible losses.

Art. 16. – At the time of authentication of the constitutive act the company shall produce the proof issued by the trade register office regarding the disponibility of firm's name and of the emblem.

CHAPTER II

Specific formalities to set up joint-stock companies by way of public subscription

Art. 17. – (1) In case the joint-stock company is set up by public subscription, its founders shall draw up an issue prospectus containing the data provided under Article 8, except those regarding the managers, directors and auditors and that shall establish the closing date of the subscription.

(2) The issue prospectus, signed by founders in the authentic form, shall be deposited, prior to its publishing, with the trade register office of the county where the company's registered office will be established.

(3) The mandatory judge of the trade register office, ascertaining the meeting of the conditions of paragraphs (1) and (2), shall authorize the issue prospectus publication.

(4) The issue prospectus which does not contain all the mentions shall be void. The subscriber can not be in a posi-

tion to invoke such nullity if he attended the constitutive meeting or if he exercised the shareholder's rights and duties.

Art. 18. – (1) The subscriptions of shares shall be made on one or more copies of the founders' issue prospectus visaed by mandatory judge.

(2) The subscription will contain: the name and first name or denomination, domicile, or registered office of the subscriber; number of subscribed shares, given in letters, subscription date and an express statement that the subscriber knows and accepts the issue prospectus.

(3) The sharing in the company's profits, reserved by founders to their own use, although accepted by subscribers, shall have no effect unless it is approved by the constitutive meeting.

Art. 19. – Within a period of maximum 15 days from subscription closing date, the founders will call together the constitutive meeting by a notice published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part IV, and in two wide circulation newspapers 15 days prior to the day established for the meeting. The notice shall indicate the place and date of the meeting which can not take place later than two months from the subscription closing date and also a detailed list of the problems subject to discussion.

Art. 20. – (1) The company can be set up only if the full registered capital was subscribed and each acceptor has paid in cash half of the subscribed shares value to the Savings and Consignment Office, to a commercial bank or to one of their subsidiaries. The other half shall be paid within 12 months as from the incorporation date.

(2) The shares which represent contribution in kind shall be covered in full.

Art. 21. – If the public subscriptions exceed the registered capital stipulated by the issue prospectus, or they are smaller than this one, the founders shall be obliged to submit to the constitutive meeting's approval the increase, or the reduction of the registered capital to the subscription level, as the case may be.

Art. 22. – (1) The founders shall be obliged to draw up a list of those who, accepting the subscription, are entitled to take part in the constitutive meeting, mentioning the number of shares of each one.

(2) This list will be posted up at the meeting place, at least five days prior to the meeting date.

Art. 23. – (1) The meeting elects a president and two or more secretaries. The participation of the acceptors will be ascertained by a list of attendance, signed by each of them and visaed by the president and by one of the secretaries.

(2) Before starting the proceedings of the meeting's agenda any acceptor has the right to make remarks regarding the list posted by the founders; the meeting will have to decide upon the issue.

Art. 24. – (1) In the constitutive meeting each acceptor has the right to one vote, irrespective of the shares subscribed to. He may also be represented by a special proxy.

(2) No one can represent more than 5 acceptors.

(3) The acceptors who provided contributions in kind do not have the right to vote in proceedings regarding their contribution even if they are subscribers of shares paid in cash or they are proxies of other acceptors.

(4) The constitutive meeting is considered legal when half plus one of the acceptors' number are present and makes decisions with simple majority vote of those attending the meeting.

Art. 25. – (1) In case of contribution in kind, advantages reserved for the founders, operations concluded by founders on behalf of the company to be set up and which it is going to take over, the constitutive meeting appoints, according to Article 38, one or several experts who will advise the assessments.

(2) If the required majority can not be met, the experts shall be appointed by the mandatory judge upon the request of any acceptor.

Art. 26. – (1) After the experts submitted their evaluation report as provided by Article 37, the founders shall again call together the constitutive meeting according to the provisions of Article 19 hereinabove.

(2) If the value of the contribution in kind established by experts is by one fifth lower than the one mentioned by founders in the issue prospectus, any acceptor may withdraw, informing the founders accordingly, until the day established for the constitutive meeting.

(3) The shares of the withdrawn accepters may be acquired by the founders within a period of 30 days or, subsequently, by other persons by way of public subscription.

Art. 27. – The constitutive meeting has the following obligations:

- to verify the existence of the payments;
- to examine and validate the evaluation report of the experts on contributions in kind; to approve the sharing of founders into profits as well as the operations concluded on behalf of the company;
- to discuss and approve the constitutive act of the company, the present members representing also in this respect the absent members, and to appoint those who will be present at the authentication of the act and fulfilling the formal procedures required to set up the company;
- to appoint the managers and the auditors.

Art. 28. – (1) The payments made, according to Article 20, to set up the company by public subscription shall be handed over to the persons empowered to cash or to collect them according to the constitutive act or, when such a provision does not exist, to the persons appointed by the managing board decision, after presentation to the trade register office of the certificate attesting company's incorporation.

(2) If the company was not set up, the payments shall be returned to the accepters.

Art. 29. – (1) The founders are kept responsible for the consequences of their deeds and for the expenses incurred by the company's setting up and if, for any reason, it will not be set up, they can not rise against the accepters.

(2) The founders are obliged to hand over to the managers the documents and correspondence regarding the company's setting up.

Art. 30. – (1) The founders and the first appointed managers have a joint liability, as from the moment the company has been set up, to the company and to third parties for:

- full subscription of the registered capital and the effectuation of payments as provided by law or by the constitutive act;
- existence of contributions in kind;
- veracity of the publications made in view of setting up the company.

(2) The founders are also liable for the validity of the operations concluded on behalf of the company before setting up and undertaken by the company.

(3) The general meeting may not discharge the founders and the first appointed managers of the responsibility they have according to this Article and to Article 49 and Article 53 for a period of 5 years.

Art. 31. – (1) The constitutive meeting will decide upon the quota out of the net profits due to the founders of a company set by public subscription.

(2) The quota stipulated under paragraph (1) cannot exceed 6 per cent of the net profit and cannot be granted for a period longer than five years from the date of the company setting up.

(3) In case of increase of the registered capital, the founders' rights could only be exercised upon the profit corresponding to the initial registered capital.

(4) Only natural persons recognized as founders through the constitutive act may benefit by the provisions of this Article.

Art. 32. – In case of anticipated dissolution of the company, the founders are entitled to lay claim to the company for damages, if the dissolution was carried out to the prejudice of their rights.

Art. 33. – The right to suit is lost by limitation after six months passing from the date of the meeting of the general assembly of the shareholders which decided the anticipated dissolution.

Art. 34. – The trading companies by shares set up by way of public subscription shall be considered as open companies according to para. k) of Article 2 of Law no. 52/1994 regarding securities and the stock exchanges completed accordingly by the provisions of this present law as regards incorporation with the trade register.

CHAPTER III Incorporation of the company

Art. 35. – (1) Within 15 days as from the authentication date of the constitutive act, the founders or the managers of the company or one of their properly empowered representative, will request incorporation of the compa-

ny with the trade register of the area where it will have its headquarters.

(2) The following documents shall be attached to the application:

- a) the constitutive act of the company;
- b) the proof attesting payments made according to the constitutive act;
- c) documents attesting ownership over the contributions in kind and, in case buildings are involved, the certificate regarding mortgages or other obligations which may be attached to them;
- d) documents attesting operations concluded on behalf of the company and approved by the associates;
- e) a written statement on their responsibility signed by the founders, the managers and the auditors by which they declare they fulfill the conditions required by this present law.

(3) All authorization documents and all relevant opinions issued by the competent public authorities depending on the object of activity of a company, shall be requested by the trade register's office within 5 days as from the application registration date while the competent authorities shall have to issue their relevant opinions or authorization documents within 15 days. It is not necessary to submit the technical opinions or the technical authorizations nor those whose issuance is legally conditioned by the incorporation of the company.

Art. 36. – (1) The control over the legality of the documents and of the deeds which, according to the law, are going to be registered with the trade register, is exercised by the judiciary through a mandatory judge.

(2) At the beginning of each judicial year, the president of the court will appoint one or more judges to attend at the trade register office.

(3) The mandatory judge may request, on parties' account, an expert appraisal as well as presentation of other evidence.

Art. 37. – (1) In cases where joint-stock companies are involved, if there are contributions in kind, advantages reserved for the founders, operations concluded by the founders on behalf of the company to be set up and which

it is going to take over, the mandatory judge shall appoint, within 5 days as from the application registration date one or more experts from the list of licensed experts. The experts shall draw up a report comprising the description and the method of evaluation of all contributed goods, and will clearly show if the value of the said goods come up to the number and value of the shares granted against them, as well as other elements requested by the mandatory judge. For new movables the invoices shall serve as an evaluation element.

(2) The report shall be submitted with the trade register office within 15 days where it could be examined by the personal creditors of the associates and by any other person. At their request and at their expense they may get full copies of the report or only parts of it.

Art. 38. – The following persons can not be appointed as experts:

- relatives or kinsmen up to the fourth rank inclusively and spouses of those who came up with contributions in kind or of the founders;
- the persons who receive, in any way, for the positions they fulfill, other than that of an expert, an wage or a remuneration from the founders or from those who came up with contributions in kind.

Art. 39. – (1) In cases where the legal requirements are fulfilled the mandatory judge shall authorize, by way of conclusions handed in within 5 days as from the date the said requirements have been fulfilled, the setting up of the company and will order its incorporation with the trade register, according to the conditions stipulated by the law regarding that register.

(2) The incorporation conclusions shall contain the mentions of the constitutive act as provided by Article 7 and Article 8, as the case may be.

Art. 40. – (1) The trading company becomes a legal person as from the date of its incorporation with the trade register.

(2) Incorporation shall be done within 24 hours as from the date the conclusions of the mandatory judge has become final.

Art. 41. – (1) At the time of incorporation the conclusions of the mandatory judge shall be forwarded, *ex officio*, to the

“Monitorul Oficial” (Official Gazette of Romania) for publication, at the parties’ expense, as well as to the office of the financial administration of the area where the company has its headquarters with the purpose to be entered into the fiscal books, mentioning the registration number with the trade register.

(2) At the parties’ request and at their expense, the constitutive act visaed by the mandatory judge shall be published in the same Official Gazette of Romania, Part IV, in full or only parts of it.

(3) In cases of general partnership or limited partnership companies only an excerpt of the conclusions, visaed by the mandatory judge, may be published in the “Monitorul Oficial al României” (Official Gazette of Romania), which shall contain: the data of the conclusions, identification data of the associates, denomination and the emblem of the company, if any, its headquarters, form and object of activity, briefly, the registered capital, duration of the company, incorporation number with the trade register.

Art. 42. – The branches represent trading companies with legal personality and are set up in one of the forms described by Article 2 and under the conditions prescribed for that form. They shall follow the legal status of the form in which they were set up.

Art. 43. – (1) The subsidiaries represent parts without legal personality of the trading companies which are incorporated with the trade register of the county where they will carry out their activity before their activity starts.

(2) If the subsidiary is set up in a place situated within the same county, or the same locality as the mother company then it shall be incorporated with the same trade register, but distinctly, as a separate incorporation.

(3) The legal status of subsidiary shall be applied to any other secondary centre, irrespective of its denomination, to which the mother company will confer the legal status of a subsidiary.

(4) The other secondary centres – agencies, representations and the like – shall be referred to only within the incorporation of the company with the trade register of its main headquarters.

(5) Secondary centres can not be set up under the denomination of branches.*

Art. 44. – The foreign trading companies may set up branches in Romania, according to the provisions of Romanian laws, as well as subsidiaries, agencies, representations or other secondary centres, providing this represents a right recognized as such by their organic articles of association.

Art. 45. – (1) The representatives of the company are obliged to submit their own signatures with the trade register office within 15 days as from the company’s incorporation date, if they have been appointed by the constitutive act, and within 15 days since their election by the ones elected after the company started its operation.

(2) The provision of the previous paragraph shall also be accordingly applicable to the heads of the subsidiaries.

CHAPTER IV

Consequences of the infringements of the legal requirements when setting up a company

Art. 46. – When the constitutive act does not contain the mentions required by law or contains clauses by which an imperative legal provision is infringed or when a legal requirement was not fulfilled when setting up the company, then the mandatory judge, *ex officio* or at the request of any associate or of other interested parties will reject by a motivated conclusion, the incorporation application except for the case where the associates remove the irregularities. The mandatory judge shall reflect, in his conclusion, the achieved regularizations.

Art. 47. – (1) In case the founders or the company’s representatives did not request its incorporation within the time limit set by the law, anyone of the associates may request incorporation with the trade register office after previously, by notifica-

* According to Article V of the Expeditious Government Ordinance no. 32/1997, as approved by Law no. 195/1997, the provisions of this paragraph are not applicable to the branches without legal personality set up until coming into force of this Expeditious Ordinance.

It is however recommended to companies which set up branches without legal personality to modify the denomination of “branch” attributed to them.

tion or by registered letter gave them formal notice and they did not conform themselves within 8 days after receiving notice.

(2) Still, if incorporation is not effected within the time limits as stipulated by the previous paragraph then the associates are discharged of their obligations proceeding from their subscriptions after passing a 3 months period since the constitutive act has been authenticated, except when the said act provides otherwise.

(3) If one of the associates has requested the fulfillment of the incorporation requirements then the others shall not be in a position to request discharge of their obligations as they result from the subscriptions.

Art. 48. – (1) In case some irregularities are discovered after incorporation, the company is obliged to proceed for their removal within 8 days, at the most, since they have been ascertained.

(2) If the company does not take action then any interested person may request the court to oblige the management of the company to regularize them under penalty of payment of comminatory damages.

(3) The right to initiate a regulatory suit shall be lost by limitation after one year as from the date the company has been incorporated.*

Art. 49. – The founders, the representatives of the company and the first members of the directing, administration and control bodies of the company have an unlimited and joint liability for the damages caused by the irregularities mentioned by Articles 46 to 48.

Art. 50. – (1) The acts or deeds, for which the publicity as prescribed by the law has not been effected, can not be opposed to third parties, except for the case where the company proves they had good knowledge of the said.

(2) Operations concluded by the company before the 16th day since the publication in the “Monitorul Oficial” (Official

* According to Article VIII of the Expeditious Government Ordinance no. 32/1997, legal provisions regarding the stamp tax and the judiciary tax for the suits brought before the administrative courts by which the annulment of an administrative act is requested, may be accordingly applied to the appeal, to an opposing suit or a regulatory suit.

The suits initiated by the district chambers of commerce and industry, based on this present expeditious ordinance, are excepted from the stamp tax and from the judiciary tax.

Gazette of Romania) of the conclusions of the mandatory judge are not opposable to third parties which prove they could not take knowledge of the said.

Art. 51. – However, the third parties may invoke the acts or deeds about which the publicity was not effected, except for the case where lack of publicity renders them useless.

Art. 52. – The company is obliged to check up the identity between the text submitted to the trade register office and the one published in the “Monitorul Oficial” (Official Gazette of Romania) or in the newspapers. In case they present differences the third parties may oppose to the company any one of the texts, except for the case where the company presents proof that they had good knowledge of the text submitted to the trade register office.

Art. 53. – The founders, the representatives and other persons which worked in the name of a company to be set up have a joint and unlimited liability to the third parties for the juridical acts concluded with them on behalf of the company, except for the case where the company, after acquiring legal personality, takes the said over as being its own. The acts taken over as such shall be considered as belonging to the company ever since their being concluded.

Art. 54. – (1) Neither the company nor the third parties are in a position to oppose an irregularity in the appointment of the representatives, of the managers or other persons belonging to the bodies of the company, in order to avoid their obligations, providing the appointment has been published according to the law.

(2) The company can not invoke to the third parties the appointments in the offices mentioned in the previous paragraph or the cessation of these offices if they were not published according to the law.

Art. 55. – (1) The joint-stock company, the limited partnership by shares and the limited liability company in their relations with third parties become responsible for the acts concluded by their management bodies even if these acts exceed the object of activity, except for the case where it proves that the third parties knew it or, in the given circumstances, had to know about it. The publishing of the constitutive act by it alone can not be taken as proof for being in the know.

(2) The clauses of the constitutive act or the decisions taken by the management bodies of the companies as prescribed in the previous paragraph, which limit the powers vested into them by the law, can not be opposed to third parties, even if they were published.

Art. 56. – The nullity of a company incorporated with the trade register can be declared by the court only when:

- a) the constitutive act lacks or when the said was not concluded in an duly certified form;
- b) all founders were legally incapable at the time when the company was set up;
- c) the company's object of activity is illicit or against public order;
- d) the conclusion of the mandatory judge for company's incorporation is lacking;
- e) the administrative legal authorization of the company's setting up is lacking;
- f) the constitutive act does not mention the denomination of the company, its object of activity, the contributions of the associates and the subscribed registered capital;
- g) legal provisions regarding the minimum registered capital, subscribed and paid were not observed;
- h) the minimum number of associates prescribed by the law was not observed.

Art. 57. – The nullity can not be declared in case its cause, invoked in the annulment suit has been removed before the closing argument in front of the court.

Art. 58. – (1) On the day the court decision by which the nullity was declared has become irrevocable, the company ceases to exist with no retroactive effect and enters liquidation. The legal provisions regarding liquidation of companies following their dissolution shall be applied accordingly.

(2) By the same court decision which declared the nullity the company's liquidators shall also be appointed.

(3) The court shall send the enacting terms of this decision to the trade register office which after taking relevant notice, shall send it, in turn, to the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania) in order to be published.

(4) The associates remain liable for social obligations until they are covered according to the provisions of Article 3.

Art. 59. – (1) The declaration of the company's nullity has no effect on the acts concluded on its behalf.

(2) Neither the company nor the associates can oppose the nullity of the company to good faith third parties.

CHAPTER V Some procedural provisions

Art. 60. – (1) The conclusion of the mandatory judge regarding the incorporation or any other entries with the trade register are subject only to appeal.

(2) The appeal may be filed with the court within 15 days as from the date the conclusion was delivered.

(3) The appeal is submittted to and a relevant mention is made by the trade register where registration of the company was effected. Within 3 days as from the date it was submitted, the trade register office shall, in turn, submit the appeal to the court of the area where the company has its registered office and, in case of branches set up in a different county, to the competent court within that county.

(4) Written notes which explain the reasons for the appeal may be submitted to the court of least two days prior to the day set for the court proceedings to start.*

Art. 61. – (1) The decisions of the associates regarding modifications of the constitutive act may be opposed by the social creditors or other persons for whom the said decisions may be prejudicial to their rights.

(2) According to this present law the phrase *the decision of the associates* means also decision of the management statutory bodies of the company, while the term *associates* includes also the shareholders except for the case where from the context results a different meaning.

Art. 62. – (1) The opposing suit may be filed within 30 days as from the date the decision or the additional modification act have been published in the Official Gazette of Romania, if this present law does not provide otherwise. It shall be filed with the trade register office which, within 3 days, will make the relevant mention in the register and then file it with the district court of the company's registered office.

* See the footnote for Article 48, paragraph (3).

(2) The opposing suit suspends the enforcing of the associates' decision against the initiators until the court decision will remain final, except for the case where the present law provides otherwise. The opposing suit is tried in the Court chamber with the summoning of the parties.

(3) The decision taken by the court following an opposing suit is subject only to appeal.*

Art. 63. — The requests and the lawsuits, as prescribed by this present law and which come within the powers of the courts, shall be tried by the district court of the company's main registered office, except for the case where the law provides otherwise.

Art. 64. — The summoning of the parties before the mandatory judge as well as the delivery of his acts shall be done by the trade register office using the services of the post-office by registered letter the official receipt of which shall be attached to the file, or by the agents of the trade register office, or according to the rules prescribed by the Civil procedure code.

TITLE III

Operation of trading companies

CHAPTER I

Common provisions

Art. 65. — (1) Unless stipulated otherwise, the assets constituted as contribution into the company become its property as from the moment of its incorporation with the trade register.

(2) The associate who delays to deliver his registered contribution is liable for the damages caused, and if the contribution was stipulated to be made in cash, he is also liable to pay the legal interest as from the day he was bound to make the payment.

Art. 66. — (1) During the company's life the associates' creditors may exercise their rights only upon the sharing in the

* See the footnote for Article 48, paragraph (3).

profit due to the respective associate after the registered balance sheet has been drawn and, after the dissolution of the company, upon the shares he is entitled to through liquidation.

(2) The creditors stipulated under paragraph (1) may however deduct during the company's life the part due to the associates through liquidation, or can sequester and sell the shares of their debtor.

Art. 67. — (1) The share of the profits to be paid to each associate represents a dividend.

(2) The dividends shall be paid to the associates in proportion with their participation quota in the registered and paid capital, providing the constitutive act does not provide otherwise.

(3) Dividends can be distributed only out of real profits.

(4) Dividends paid with the infringement of the above mentioned provisions shall be reimbursed.

(5) The right to suit for the reimbursement of the dividends is limited to three years since the day of their distribution.

(6) The dividends due after the shares changed the owner belong to the assignee providing the parties did not agree otherwise.

Art. 68. — The contribution made by the associates to the registered capital is not interest bearing.

Art. 69. — If a registered capital decrease is ascertained this will have to be completed or written down prior to any profit allotment or distribution being carried out.

Art. 70. — (1) The managers can carry out all the operations required for the fulfillment of company's goal, except for the restrictions mentioned by the constitutive act.

(2) They are bound to take part in all the company's meetings, in the meetings of the managing board and of managing bodies similar to this.

Art. 71. — (1) The managers who are entitled to represent the company, can only transfer this right if this was expressly granted to them.

(2) In case of infringement of the provisions of paragraph (1) the company can lay claim for the profits resulting from the operation from the substituted person.

(3) The manager who, no right being granted to him in this respect, substitutes another person to himself, is jointly liable with this person for possible damages caused to the company.

Art. 72. — The managers' duties and liability are settled by the provisions regarding the mandate and by those specifically stipulated under the present law.

Art. 73. — (1) The managers are jointly liable towards the company for:

- a) reality of payments effected by associates;
- b) actual existence of the paid dividends;
- c) existence of the registers required by law and their correct updating;
- d) exact fulfillment of the decisions of the general assembly;
- e) strict fulfillment of the duties imposed by the law and by the constitutive act.

(2) The suit on responsibility against the managers belongs to the company's creditors too but they could only lay claim to it in case of company's bankruptcy.

Art. 74. — (1) In any document, letter or publication issued by a company, the denomination, the legal form, the registered office, the registration number with the trade register and the fiscal code should be mentioned.

(2) In the case of limited liability companies the registered capital should also be mentioned and for joint-stock companies and limited partnerships by shares the registered capital should also be indicated with special reference to that actually deposited according to the latest approved balance sheet.

CHAPTER II General partnerships

Art. 75. — The right to represent the company belongs to each manager, unless otherwise stipulated by the constitutive act.

Art. 76. — (1) In case the constitutive act prescribes that the managers should operate together, the decision must be made unanimously; in case of disagreement among the managers, the decision will be made by the associates representing the absolute majority of the registered capital.

(2) For urgent acts, whose unfulfillment would cause great damage to the company, a single manager may decide in the absence of the others who are in the impossibility, even momentarily to take part in the management of the company.

Art. 77. — (1) The associates representing the absolute majority of the registered capital may elect one or more managers among themselves, establish their powers, duration of their mandate and their possible remuneration, unless otherwise stipulated by the constitutive act.

(2) The same majority may decide the managers' discharge or the limitation of their powers, except for the case when the managers were appointed through the constitutive act.

Art. 78. — (1) In case a manager takes the initiative of an operation exceeding the limits of an ordinary operation in the line of trade carried out by the company, he must advise the other managers prior to concluding the respective operation under the sanction of bearing the consequences resulting thereof.

(2) In case of opposition of one of them, the decision will be made by the associates representing the absolute majority of the registered capital.

(3) The operation concluded against the opposition made is valid towards third parties who were not informed about this opposition.

Art. 79. — (1) The associate who, in a certain operation, has on his own or on other's behalf, interests, contrary to those of the company, cannot take part in any proceeding or decision making regarding this operation.

(2) The associate breaking the provisions of paragraph (1) is liable for the damages caused to the company if, without his vote, the required majority would not have been met.

Art. 80. — The associate who, without the written consent of the other associates, uses the capital, the assets or the credit of the company for his own or another person's benefit is bound to reimburse the resulting profits to the company and to pay the damages caused.

Art. 81. — (1) No associate may take out of the company's funds more than what was allotted to him, for the expenses which were incurred or for those he will make in the company's interest.

(2) The associate breaking this provision is liable for the amounts taken and for damages.

(3) The constitutive act may stipulate that the associates may take out of the company's cashier safe certain amounts, for their private expenses.

Art. 82. – (1) The associates may take part, as partners with unlimited liability, neither in other competing companies or having the same goal, nor may they operate on their own or on others' behalf, in the same trading branch, or in a similar one, without the consent of the other associates.

(2) Consent is to be validly taken into account only if the participation or operations, prior to the constitutive act were known by all the other associates and their continuation was not forbidden.

(3) In case of breaking the provisions of paragraph (1) and (2), the company, beside the right to exclude the associate, can decide whether he worked on its behalf or can claim for damages.

(4) This right is cancelled after a three months period passing from the day the company took knowledge of the situation without making any decision.

Art. 83. – In case the contribution to the registered capital belongs to several persons, these are jointly liable towards the company and have to appoint a common representative to exercise the rights resulting from this contribution.

Art. 84. – (1) The associate who deposited as contribution one or more debts of third parties, cannot be considered as having fulfilled his obligations until the company has obtained the payment of the amount for which the debts of third parties were deposited.

(2) If the payment could not be obtained by suing the assigned debtor, the associate, besides damages, is liable for the sum which is due including the legal interest on the day debts are falling due.

Art. 85. – (1) The associates are unlimitedly and jointly liable for the operations carried out in the company's name, by the persons representing it.

(2) The judgement in court obtained against the company is opposable to each associate.

Art. 86. – For the approval of the balance sheet and in order to make the decisions regarding the managers' liabi-

lities, the vote is needed, of the associates representing the registered capital majority.

Art. 87. – (1) The transfer of the contribution to the registered capital is possible in case it was permitted by the constitutive act.

(2) The transfer does not liberate the assigning associate from the part he owes to the company out of his contribution to the capital.

(3) The assigning associate stays liable against third parties as per Article 220.

(4) When the constitutive act stipulates the cases of an associate's withdrawal, the provisions of Articles 220 and 224 are to be applied.

CHAPTER III Limited partnerships

Art. 88. – The management of a limited partnership will be entrusted to one or several active partners.

Art. 89. – (1) The sleeping partner can conclude operations on behalf of the company, only on the basis of a special power of attorney for certain operations, granted by the company's representatives and registered in the trade register. Otherwise, the sleeping partner becomes unlimitedly and jointly liable against third parties for all the company's obligations, undertaken since the date of the operations concluded by him.

(2) The sleeping partner can carry out operations in the company's domestic administration and control, takes part in the procedures for appointing and dismissing the managers in cases provided by law, or can grant the managers' authorization in performing operations exceeding their powers, within the limits of the constitutive act.

(3) The sleeping partner also has the right to ask for a copy of the balance sheet and of the profit and loss account and to verify their exactness by means of checking the trade registers and the other supporting documents.

Art. 90. – The provisions of Articles 75, 76 paragraph (1), Articles 77, 79, 83, 84, 86 and 87 are also to be applied to the limited partnerships and the provisions of Articles 80, 81, 82 and 85 to the active partners.

CHAPTER IV
Joint-stock companies

Section 1
Regarding the shares

Art. 91. – (1) In the joint-stock companies the registered capital is represented by shares issued by the company, which can be registered or bearer shares according to the transfer way.

(2) The shares kind shall be determined by the constitutive act; otherwise they shall be bearer shares. The registered shares may be issued in a material form, on paper support or in a dematerialized form by registration in account.

(3) The shares of a joint-stock company, issued as a public offer of negotiable instruments, defined as such by Law no. 52/1994, fall under the rules applicable to the stock market on which the said shares are transacted.

Art. 92. – (1) The shares can not be issued for an amount lower than their nominal value.

(2) The shares not fully paid for are always registered shares.

(3) The registered capital can not be increased and new shares shall not be issued until shares of previous issue are completely paid for.

(4) The registered shares can be converted into bearer shares and conversely by the decision of the extraordinary general assembly of shareholders, taken as per Article 115.

(5) Cumulative titles can be issued for several shares, when they are registered and issued in material form.

Art. 93. – (1) The nominal value of a share shall not be lower than 1,000 lei.

(2) The shares will contain:

- a) denomination and life of the company;
- b) date of the constitutive act, number in the trade register under which the company is incorporated and number of the Official Gazette of Romania, Part IV issue in which the publication was made;
- c) the registered capital, number of shares and their running number, nominal value of the shares and the deposits made;
- d) advantages granted to founders.

(3) For registered shares the name, first name and shareholder's place of residence when it is a natural person, denomination, the registered office and incorporation number of the shareholder when it is a legal person shall be indicated too.

(4) The shares must bear the signatures of 2 managers in case there are several ones or, of the sole manager.

Art. 94. – (1) The shares have to be equal in value; they grant equal rights to the possessors.

(2) Still, certain categories of shares which confer special rights to their holders may be issued according to the constitutive act, as per Articles 95 and 96.

Art. 95. – (1) Preference shares which benefit of priority dividends without the right to vote may be issued and confer to the holder:

a) the right to a priority dividend out of the distributable profits obtained at the end of the given financial year, before any other payments;

b) the rights recognized to shareholders of ordinary shares, except for the right to attend and to vote, based on these shares, in the general meetings of the shareholders.

(2) The shares with priority dividends, without the right to vote, can not exceed a quarter of the registered capital and shall have the same nominal value as ordinary shares have.

(3) The representatives, the managers and the auditors of the company can not detain shares with priority dividends without the right to vote.

(4) Preference shares and ordinary shares can be converted from one category into the other by the decision of the extraordinary general assembly of the shareholders, as per Article 115.

Art. 96. – Shareholders of each category of shares shall meet in special meetings, according to the conditions prescribed by the company's constitutive act. Any holder of such shares may attend these special meetings.

Art. 97. – In case the company did not issue and did not distribute shares in a material form, then, *ex officio* or at shareholders' request, it shall issue a shareholder's certificate containing the data prescribed by paragraphs (2) and (3) of Article 93 and, also, the number, the category and the

nominal value of the shares belonging to the shareholder, the position at which he is registered in the shareholders' register and the running number of the shares in question, as the case may be.

Art. 98. – (1) The property right over registered shares is transferred by the statement made in the shareholders' register of the issuer, subscribed to by the assignor and the assignee or by their proxies and by the mention made on the share. Other modalities to transfer the property right over registered shares could be prescribed by the constitutive act.

(2) The property right over the shares issued in a dematerialized form and transacted on the stock market is transferred according to Law no. 52/1994.

(3) The subsequent subscribers and assignees are jointly liable for the complete payment of the shares during 3 years, starting on the date the assignment mention was made in the register of shareholders.

Art. 99. – The property right over the bearer shares is transferred by simple assignment.

Art. 100. – (1) In case the shareholders did not make the payments of the deposits they owe within the time periods prescribed by letter d) of Article 8 and paragraph (1) of Article 20, the company shall invite them to fulfill this obligation by means of a common notice published twice at a 15 days interval in the Official Gazette of Romania, Part IV, and in a wide circulation newspaper.

(2) In case the shareholders would not make the payments event after the summons, the managing board may decide either to sue the shareholders for the remaining payments, or to cancel these registered shares.

(3) The cancelling decision will be published in the Official Gazette of Romania, Part IV, specifying the order number of the cancelled shares.

(4) Instead of the cancelled shares, new shares bearing the same number will be issued, and will be sold.

(5) The sums cashed in from the sales will be used to cover the publication and sale expenses, delay interests and uneffected payments; the rest will be returned to the shareholders.

(6) If the obtained price is not enough to cover all amounts due to the company or if the sale does not take place, for

lack of buyers, the company could take action against subscribers and assignees, as per Article 98.

(7) If after the fulfillment of these formalities, the amounts due to the company are not recovered, the capital shall be immediately written down in proportion to the difference between the existing capital and the registered capital.

Art. 101. – (1) Each paid for share gives the right to a vote in the general meeting, providing the constitutive act does not prescribe otherwise.

(2) The constitutive act can limit the number of votes belonging to the shareholders who possess more than one share.

(3) The exercising of the right to vote is suspended for the shareholders not updated on the payments which are falling due.

Art. 102. – (1) The shares are indivisible.

(2) In case a registered share becomes property of several persons, the company does not have the obligation to register the assignment as long as those persons will not appoint a sole representative in order to exercise the rights resulting from share.

(3) In case a bearer share becomes property of several persons, they have to appoint a common representative, too.

(4) As long as a share is an indivisible property of several persons, these are jointly liable for making the due payments.

Art. 103. – (1) The company can not purchase its own shares, either directly or by proxies acting in their name but on its behalf, except for the case the extraordinary general meeting of the shareholders decides otherwise, with observance of the provisions that will follow below.

(2) By authorizing the purchase, the extraordinary general meeting of the shareholders shall establish, mainly, the modalities to acquire the shares, the upper limit of the number of shares which is going to be purchased, the lower and upper limits of their equivalent value and the time limit to carry out the operation which can not exceed 18 months as from the day the decision of the general meeting has been published in the Official Gazette of Romania, Part IV.

(3) The value of the own shares, purchased by the company, including those existing in its portfolio, can not exceed 10% of the subscribed registered capital.

(4) Only fully paid shares could be purchased, always providing the subscribed registered capital has been paid in full.

(5) Payment of the shares such purchased shall be done only out of the distributable profits and of the available reserves of the company, except the legal reserves, as registered in the last duly approved balance sheet. If the newly acquired shares will be registered in the "assets" column of the balance sheet then, in the "liabilities" column, an unavailable reserve of the same value shall be registered, which reserve will be maintained until the shares in question are ceded or cancelled.

(6) The performance report appended to the balance sheet shall mention: the reasons which led to the purchase of own shares, the number, nominal value, equivalent value of the purchased shares as well as the fraction of the registered capital which they represent.

(7) The own shares purchased with the infringement of the provisions of this present Article shall be resold within one year as from the day of their subscription, according to the requirements imposed by the extraordinary general meeting. Shares not resold within this time period shall be cancelled, the company being obliged to write down its registered capital accordingly.

Art. 104. – The restrictions stipulated by Article 103 above are not applicable when the purchase by the company of a certain number of its own shares, fully paid, is done in one of the following circumstances:

a) with the purpose to write down the registered capital, according to Article 202, by cancelling of a certain number of its own shares having a value corresponding to the said reduction;

b) for the assigning to the company's employees of a number of its own shares, within the limits and observing the conditions approved by the general meeting of the shareholders. The assigning operation will not exceed one year as from the date the decision of the general meeting has been published in the Official Gazette of Romania;

c) as a result of an universal legacy or of merging or of a court decision delivered in an emergency law suit against one of the company's debtors;

d) as a free grant;

e) with a purpose to regularize the market value of its own shares at the stock exchange or on the organized out-of-stock exchange market, but only with the previous agreement of the National Commission for Negotiable Instruments.

Art. 105. – (1) A company can not grant any advance of money, lend its own money or mortgage its own property in order to create conditions for a third party to subscribe or purchase its own shares.

(2) Taking its own shares as a mortgage be it directly or through persons which act in their own name but on behalf of the company is understood as a purchase of its own shares. Still, the shares shall be entered separately in the balance sheet.

(3) The provisions of this present Article are not applicable to the day-to-day operations of banking and loan companies nor to operations effected by the company's own employees with a purpose to purchase the company's shares or of one of its branches.

Art. 106. – (1) Mortgaging of the shares is done by a statement, given by their holder, in an authentic form or as an document signed by hand, certified by the company's clerk or of the independent private register of the shareholders, as the case may be, statement or document which shall indicate the level of the debt, the value and the category of the mortgaged shares.

(2) The setting up of the mortgage shall be entered into the shareholders' register.

(3) Proof of the setting up of the mortgage shall be handed to the creditor.

Art. 107. – Shares acquired according to the provisions of paragraphs (1)–(5) of Article 103 are not entitled to dividends. As long as the said shares are in the company's possession the right to vote which they imply is also suspended.

Art. 108. – The shareholders who offer their shares for sale by means of a public offer will have to draw up a offer prospectus, according to the provisions of Law no. 52/1994.

Art. 109. – The status of the shares shall have to be included into the schedule to yearly balance sheet and, especially, it shall be indicated if they have fully been paid for, as well as the number of shares for which payment was requested but with no result, as the case may be.

Section 2

On general meetings

Art. 110. – (1) The general meetings are ordinary and extraordinary.

(2) Unless the constitutive act provides otherwise, they will take place at the company's registered office, at the place indicated by the document convening the meeting.

Art. 111. – (1) The ordinary meeting is convened at least once a year, within 3 months as from the end of the financial year.

(2) Besides the debate of other issues on the agenda the general meeting is obliged:

a) to discuss upon, approve or amend the balance sheet, after listening to the managers and auditors' report and to determine the dividend;

b) to appoint the managers and the auditors;

c) to establish the proper remuneration for the managers and auditors for the current financial year, unless it was settled by the constitutive act;

d) to give their opinion on the managers' administration of budget;

e) to determine the income and expenditure budget and the activity program for the next financial year as the case may be;

f) to decide upon the mortgaging, renting or dissolving of one or several of the companies' units.

Art. 112. – (1) With a view to ensuring the validity of the proceedings of the ordinary meeting it is necessary to have the shareholders' attending it representing at least half of the registered capital and that the decisions be made by the shareholders representing the absolute majority of the

registered capital represented in the meeting in case the constitutive act or the law do not stipulate a larger majority.

(2) If the meeting cannot operate due to unfulfillment of the conditions of paragraph (1) the meeting gathered after a second convening may proceed upon the issues on the first meeting's agenda, whatever the registered capital part represented by the attending shareholders is, with a majority.

Art. 113. – The extraordinary general meeting gathers whenever a decision is necessary to be made for:

a) changing the legal form of the company;

b) changing the location of the registered office of the company;

c) changing the object of activity of the company;

d) extending the company's life;

e) increase of the registered capital;

f) writing down of the registered capital or its completion by means of the issue of new shares;

g) merging with other companies or its partition;

h) early dissolution of the company;

i) conversion of shares from one category into another;

j) conversion of one category of bonds into another or into shares;

k) issue of bonds;

l) any other modification of the constitutive act or any other decision for which the approval of an extraordinary general meeting is requested.

Art. 114. – The extraordinary general meeting will be able to delegate the exercise of its rights and duties as regulated by letters b), c), e), f) and i) of Article 113, to the managing board or to the sole manager, as the case may be, according to the conditions prescribed by the constitutive act and with the majorities requested by Article 115.

Art. 115. – With a view to ensuring the validity of the proceedings of the general extraordinary meeting, in case the constitutive act do not stipulate otherwise, the following are necessary:

– upon the first convening, the attending shareholders to represent three quarters of the registered capital and the decisions to be made with the vote of shareholders representing at least half of the registered capital;

– upon subsequent convening, the attending shareholders to represent half of the registered capital and the decisions to be made with the vote of shareholders representing at least one third of the registered capital.

Art. 116. – (1) The decision of a general meeting to amend the rights or obligations regarding a certain category of shares does not go into effect unless it is approved by the special meeting of the shareholders of shares belonging to that category.

(2) The provisions of this present Section regarding the convening, the quorum and the unfolding of a general meeting of the shareholders are applicable to special meetings too.

(3) The decisions initiated by the special meetings are subject to approval of the relevant general meetings.

Art. 117. – (1) The general meeting shall be convened by the managers any time it appears to be necessary according to the provisions of the constitutive act.

(2) The gathering term can not by any means be shorter than 15 days as from the publication of the meeting convening.

(3) The document calling together the meeting shall be published in the Official Gazette of Romania, Part IV, and in one widely circulated newspaper in the locality of the company's registered office or in the nearest locality.

(4) If all the shares of the company are registered shares, then the convening may be done by registered letter or, if it is allowed by the constitutive act, by simple letter, sent with at least 15 days before the day fixed for the meeting to the shareholder's address as it is registered in the register of shareholders. The change of the address can not be opposed as an excuse to the company as long as the shareholder did not inform the company in writing about it.

(5) Likewise, the call for the meeting can be done by displaying it on the notice board at the company's headquarters together with a calling list which shall have to be signed by the shareholders, at least 15 days before the day fixed for the meeting. The shareholder's signature and the date when he signed it shall be certified by a specially appointed clerk.

(6) The procedures to call a meeting as stipulated by paragraphs (4) and (5) above shall not be used if they are forbidden by the constitutive act or by legal provisions.

(7) The convening announcement will list the place and the date when the meeting is to take place, as well as the agenda, explicitly indicating all the problems that will constitute the subject of the meeting's proceedings.

(8) When on the agenda there are proposals concerning modifications of the constitutive act, the convening announcement will have to contain the full text of such proposals.

Art. 118. – (1) While making the announcement of the convening of the first general meeting, the day and the hour of the second meeting could be fixed, in case the first meeting could not take place.

(2) The second meeting cannot take place on the very day established for the first meeting.

(3) If the day for the second meeting is not indicated in the convening announcement published for the first meeting, the term stipulated under Article 117 could be reduced to 8 days.

Art. 119. – (1) The managers are obliged to convene immediately the general meeting upon the request of the shareholders representing the tenth part of the registered capital, or a lower quota, in case the constitutive act stipulates it, and in case the request contains dispositions that are part of the meeting prerogatives.

(2) The general meeting will take place within one month since the request has been forwarded.

(3) If the managers do not convene the meeting, the court at company's registered office following examination of the parties can order the calling together of the meeting appointing the president of the meeting, among the shareholders.

Art. 120. – The shareholders exercise their right to vote in the general meeting proportional to the number of shares they hold, with the exception stipulated under Article 101 paragraph (2).

Art. 121. – The shareholders representing the whole registered capital could, in case none of them opposes, hold a general meeting and make any decision falling into the competence of the assembly without observing the formalities required for its convening.

Art. 122. – (1) In the general meetings, the shareholders possessing bearer shares have the right to vote only if they deposited them in the places indicated by the constitutive act or by the convening notice, at least five days prior to the meeting. The auditors will ascertain, through a minute, the deposit of shares in due time. The shares will remain deposited until after the general meeting, but it will not be possible to keep them more than 10 days from the date of the meeting.

(2) The sole manager or the board of directors, as the case may be, will fix a certain date for the shareholders entitled to be informed and to vote at the general meeting, a date which shall remain unchanged even in case the general meeting is called again due to lack of quorum. The certain date such established will not exceed 60 days before the day established for the first call of the general meeting.

(3) The shareholders entitled to cash dividends or to exercise other rights are those whose names are entered into the company's documents or into the documents sent to the company by the independent private register of the shareholders, as compared to the above mentioned certain date.

Art. 123. – (1) If the shares are encumbered by a right of usufruct, the right to vote granted by these shares belongs to the usufructuary in ordinary general meetings and to the real owner in the extraordinary general meetings.

(2) If the shares are mortgaged, the right to vote belongs to the shareholder.

Art. 124. – (1) The shareholders can only be represented in general meetings by other shareholders, by special proxy.

(2) The shareholders not having legal capacity, as well as legal persons can be represented by their legal representatives who, in their turn, can give special proxy to other shareholders.

(3) The proxies will be deposited in the original copy within the same interval of time as the shareholders have to deposit the stock, or within the interval of time stipulated by the constitutive act. They will be kept by the company; mention thereto will be made in the minutes.

(4) The constitutive act can depart from the provisions concerning representation by shareholders only.

(5) Company's managers and clerks can not represent the shareholders, subject to the decision becoming null and void if, for lack of their votes, the required majority would not have been met.

Art. 125. – (1) The managers cannot vote on the basis of shares they possess, neither personally nor by proxy, the discharge from their administration duties or any other issue in which their person or administration would be involved.

(2) However they can vote the balance sheet and the profit and loss account in cases, when, having in view their being possessors of at least half of the registered capital, legal majority cannot be met without their vote.

Art. 126. – (1) The shareholder who, with regard to a certain operation, has personal, or as proxy of another person, opposite interest to that of the company, will have to refrain from taking part in the proceedings concerning that operation.

(2) The shareholder who breaks this disposition is liable for damages caused to the company, if, without his vote, the required majority would not have been met.

Art. 127. – The right to vote cannot be assigned. Any agreement concerning the exercising in a certain way of the right to vote is void.

Art. 128. – (1) On the day and hour indicated in the convening, the meeting will be opened by the president of the managing board or by his substitute.

(2) The general meeting will elect, from among the shareholders present, one up to three secretaries who will verify the shareholders attendance list, indicating the capital represented by each one, the minutes drawn up by the auditors to ascertain the numbers of shares deposited and the fulfillment of all formalities imposed by the law and the constitutive act in order for a general meeting to proceed.

(3) The general meeting may decide that the operations mentioned in the previous paragraph be supervised or even fulfilled by a notary public, at the company's expense.

(4) One of the secretaries shall draw up the minutes of the general meeting.

(5) The president may appoint, from among the company's clerks, one or several technical secretaries who could

attend on the carrying out of the operations mentioned in the previous paragraphs.

(6) After ascertaining the fulfillment of all conditions requested by the law and the constitutive act for a general meeting to proceed, the examination of the issues on the agenda may start.

Art. 129. – (1) The decisions of the general meetings are made following a vote by show of hands.

(2) Irrespective of the provisions of the constitutive act the secret vote is compulsory for the election of the managing board members and auditors, for their dismissal and for decisions making concerning the responsibility of the managers.

Art. 130. – (1) The minutes signed by the president and the secretary will ascertain the fulfillment of formalities for the convening of the general meeting, date and place, attending shareholders, number of shares, the summary of the proceedings, the decisions made and, upon shareholders' request, their statements made during the meeting.

(2) The document referring to the meeting convening as well as shareholders' attendance lists will be attached to the minutes.

(3) The minutes will be registered into the register of the general meetings.

(4) In order to be opposable to third parties, the decisions of the general meeting shall be filed within 15 days to the trade register office wherein they shall be mentioned into register and published in the Official Gazette of Romania, Part IV. In case these decisions imply modifications of the constitutive act then only the additional document containing the full text of the amended clauses could be published.

(5) They cannot be carried out before these formalities are fulfilled.

Art. 131. – (1) The decisions made by the general meeting in keeping with the law, the constitutive act, are compulsory even for those shareholders who did not take part in the meeting or who voted against them.

(2) The decisions of the general assembly which are contrary to the constitutive act or which represent an infringement of the law can be sued within a 15 days' period from the publication date in the Official Gazette of Romania, by

any of the shareholders who did not take part in the general meeting or voted against and requested that this should be noted in the meetings' minutes.

(3) In case the decision is sued by all the managers, the company will be represented in court by the person appointed by the president of the court from among the company's shareholders, who will fulfill his proxy, until the general meeting convened with this aim, will appoint another person.

(4) The cancelling action will be submitted in the court of the company's registered office, the shareholder being compelled to deposit at least one share to the court clerk's office.

(5) If several cancelling actions have been submitted, they can be connected.

(6) The request will be judged in the court chamber.

(7) The final cancelling award shall be mentioned in the trade register and published in the Official Gazette of Romania, Part IV. It is opposable to all shareholders as from the date of its publication.

Art. 132. – (1) Along with entering the cancelling action the plaintiff may request to the president of the court to adjourn the carrying into effect of the decision which is being sued.

(2) President's consent to adjourn can force the plaintiff to give a bail.

(3) Against the ordinance to adjourn an appeal can be made, within a 5 days' term from the trial.

Art. 133. – (1) The shareholders who do not agree with the decisions of the general meeting regarding the changing of the main object of activity, of the registered office, the company's form, have the right to withdraw from the company and to obtain payment for the shares they possess, at their choice, be it in proportion to the net registered assets that may result from the latest accepted balance sheet, be it at the average market value of the shares in the last quarter as registered at the stock exchange operating in the registered office area or in the nearest area or, as the case may be, on an organized, out-of-stock exchange market.

(2) Along with the withdrawal statement, they will also deposit the shares they possess.

Section 3

On company's administration

Art. 134. – (1) The joint-stock company is administered by one or several temporary and revocable managers.

(2) In case there are several managers, they form a managing board.

(3) The sole manager or the president of the managing board and at least half of the number of managers will be Romanian citizens unless the constitutive act stipulates otherwise.

(4) The managers' appointment and superseding are exclusively made by the general meeting.

(5) The first managers can be appointed through the constitutive act, but their mandate cannot last longer than 4 years.

(6) Unless the mandate' duration is settled through the constitutive act, it will last for two years.

(7) The managers are re-eligible, unless by constitutive act otherwise stipulated.

Art. 135. – The persons who, according to the present law, cannot be founders, can neither be managers, directors or company's representatives and, in case they were elected they lose automatically their rights.

Art. 136. – (1) A legal person can be appointed or elected as a manager of a trading company according to the conditions stipulated by Article 135.

(2) The rights and duties of the parties shall be established by a management contract. Within the contract it shall be stipulated, among other things, that the legal person is obliged to designate a natural person as its permanent representative. This representative is subject to the same conditions and obligations and has the same civil and criminal responsibility as a manager natural person has, who acts in his own name, but this will not exonerate the legal person of its responsibility neither will it scale down its joint liability.

(3) When the legal person revokes its representative it is obliged, at the same time, to replace him, by way of appointment, with another.

Art. 137. – (1) Each manager will have to deposit a guarantee for his administration, stipulated by the constitutive

act or, lacking a provision under it, approved by the shareholders' general meeting. The guarantee cannot be lower than the nominal value of ten shares or double the monthly remuneration.

(2) If the manager is a shareholder, the guarantee can be constituted, upon his request, by means of depositing 10 shares which during the duration of the mandate are inalienable and are kept in the company.

(3) The guarantee will be deposited prior to the managers' taking up their duties; it can be also deposited by a third party.

(4) If the guarantee will not be deposited prior to the date of his taking up his duties, the manager is considered resigned.

(5) The guarantee remains in the company cashier's safe and can only be returned to the manager after the general meeting approved the balance sheet of the latest financial year within which the manager fulfilled his duties and discharged him.

Art. 138. – The managers' signatures will be deposited with the trade register office along with the certificate issued by auditors, confirming that the guarantee has been deposited.

Art. 139. – (1) For the validity of the decisions of the managing board the attendance in person of at least half of the number of managers is necessary, unless the constitutive act stipulates a larger number.

(2) The decisions in managing board are made with an absolute majority of the attending members.

Art. 140. – (1) The managing board may delegate part of its powers to a managing committee, composed of members elected from among the managers, at the same time determining their remuneration.

(2) The president of the managing board may also be a general director or a director; in this capacity he also leads the managing committee.

(3) The decision of the managing board concerning the necessary cash for the remuneration of the managing committee will have to be ratified by the general meeting if it exceeds the constitutive act's provisions or if the constitutive act do not stipulate anything in this respect.

(4) The decisions of the managing committee are made with absolute majority of its members' votes.

(5) The managing committee has to present, in every meeting of the managing board, its register of proceedings.

(6) In the managing committee, the vote cannot be delegated.

Art. 141. – (1) The appointment of the company's clerks is in the charge of the managing board, unless otherwise stipulated by the constitutive act.

(2) The managing board may any time dismiss the persons appointed on the managing committee.

Art. 142. – (1) Nobody may act on more than three managing boards at the same time.

(2) The interdiction stipulated by paragraph (1) does not refer to cases when the person elected on the managing board is the owner of at least a quarter of the stock or administrates a company which possesses the mentioned quarter.

(3) The one who will not observe the above-mentioned provision, will loose by right his capacity as manager, obtained by exceeding the legal number of appointments in a chronological order and will be sentenced, for the benefit of the state, to pay back the remuneration and other due benefits, as well as to hand back the sums of money he cashed in.

(4) The suit against managers can be taken by any shareholder or by the Ministry of Finance.

(5) The members of the managing committee and the directors of a joint-stock company can neither be managers, members of the managing committee, auditors or associates with unlimited liability, without the authorization of the managing board, in other competing companies or having the same object, nor exercise the same trade or another competing one, on his own account or on others', under the penalty of being dismissed and held liable for damages.

Art. 143. – The managers could conclude legal documents by which to acquire, alienate, lease, change or deposit as collateral, goods belonging to the company's assets whose value exceeds half of the company's assets' book value as at the time the legal document is concluded, but only with the approval of the extraordinary general meeting of the shareholders, given as stipulated by Article 115.

Art. 144. – (1) The managers are responsible for the fulfillment of all duties as per Articles 72 and 73.

(2) The managing committee, all the managers are liable towards the company for the directors' or personnel's activity, when the damage would not have happened if they had exercised the supervision which was incumbent upon them by virtue of their positions.

(3) The managing committee should notify the managing board of all deviations found in the fulfillment of its supervising duties.

(4) The company's managers are jointly liable with their immediate predecessors, if, being aware of the irregularities perpetrated by them, they don't denounce them to the auditors.

(5) In the companies with several managers, the responsibility for the actions performed or for the omissions does not extend over the managers who had their opposition recorded in the register of decisions of the managing board and who made a written report about that to the auditors.

(6) For decisions made during the meetings in which the manager didn't take part, he stays responsible if within a month since he had learned about it he did not oppose the decision in the ways indicated by the previous paragraphs.

Art. 145. – (1) The manager who, in a certain operation, has, directly or indirectly, interests opposed to those of the company, must inform the other managers and the auditors about this matter and must not take part in any proceeding concerning the respective operation.

(2) The manager has the same obligation, in case he knows that, in a certain operation, his wife, relatives and kindred up to the fourth degree included take an interest.

(3) The manager who didn't observe the provisions of paragraph (1) and (2) would be liable for the damages resulting for the company.

Art. 146. – (1) The managing board gathers any time it is necessary.

(2) It has to gather at least once a month in the company's registered office, while the managing committee has to gather at least once a week.

(3) The convening note for the meetings of the managing board will contain the place where the meeting will take

place and the agenda, being impossible to make any decision concerning the problems not indicated in the agenda, except for emergency cases and under the condition that they should be retified by the unattending members during the next meeting.

(4) During the meetings of the managing board, the directors will present written reports concerning operations carried out, and the managing committee will present the register of its proceedings.

(5) The auditors will also be convened to the meetings of the managing board.

(6) During every meeting, a report will be drawn containing the proceedings order, decisions made, number of votes met and the separate opinions.

Art. 147. – (1) The carrying into effect of the company's operations can be entrusted to one or several executive directors who are employed by the company.

(2) The executive directors cannot be members of the company's managing board.

(3) They are responsible towards the company and third parties, the same as the managers are, for the unfulfillment of their duties in accordance with the provisions of Article 144, even if a contrary agreement existed.

Art. 148. – Fixed wages and any other sums of money or advantages could be granted to managers and auditors only on the basis of a decision made by the general meeting.

Art. 149. – (1) Any shareholder is entitled to denounce to the auditors the operations he thinks should be censured; the auditors are obliged to verify and, if they find the claims to be real, to register them in the report they are bound to make to the general meeting.

(2) If the denouncement is made by shareholders representing at least one fourth of the registered capital or a lower quota in case the constitutive act thus stipulates, the auditors are compelled to present their remarks and proposals about the denounced facts.

(3) If the auditors consider the denouncement, set by the shareholders representing at least one fourth of the registered capital, well accounted for and urgent, they are compelled to convene the general meeting immediately. If not, they have to refer to the respective matter during the

next meeting. The meeting has to decide upon settling the denouncement.

(4) The fourth part of the registered capital is evidenced by depositing the shares with banking companies in Romania or with their branches or by freezing the bank accounts, respectively, in cases where the shares have been issued in a dematerialized form.

(5) The shares will stay deposited, or frozen respectively, until after the extraordinary general meeting convenes and evidence of deposit, or of freezing of the accounts respectively, will legitimates the attendance of the shareholders at this meeting.

Art. 150. – (1) The suit in responsibility against founders, managers, auditors and directors belongs to the general meeting, which will decide with the majority stipulated by Article 112.

(2) The decision could be made, even if the issue regarding their responsibility is not on the agenda.

(3) The meeting appoints with the same majority the person charged with taking action at law.

(4) If the meeting decides to bring a suit in responsibility against managers, their mandate ceases by right and the meeting will proceed to their substitution.

(5) If the action at law is directed against the directors, they are suspended by right until the ruling of court remains final.

Art. 151. – (1) In case of vacancy of one or several managers, the other managers along with the auditors, and deliberating in the presence of two thirds and with absolute majority, proceed to the appointment of a temporary manager till the convening of the general meeting, unless otherwise stipulated by the constitutive act.

(2) In case there is only one manager and he wants to withdraw, the general meeting will have to be convened. In case of death or physical obstruction, the temporary appointment will be made by the auditors, but the general meeting will be urgently convened, for the final appointment of the manager.

Art. 152. – In case the manager or the directors conclude legal documents to the company's prejudice and the company, because of the positions detained by the said, does not take any action in order to recover the damages, then any of the minority stockholders has the right to file a law suit

in the name of the company in order to recover the respective damage.

Art. 153. – (1) In case the managers find out the loss of half of the registered capital they are compelled to convene the extraordinary meeting in order to decide upon the reconstitution of the capital, its limitation to the balance amount of money or the dissolution of the company.

(2) If provided by the constitutive act, the extraordinary meeting can be convened even in case of a smaller loss.

(3) In case not even upon the second convening the quorum wasn't gathered as per Article 115, the managers will ask the district court of the company's registered office to appoint an expert to verify the loss of a part of the registered capital. The court, on the basis of an expert survey, ascertaining the loss stipulated by paragraphs (1) or (2), will issue a decision, authorizing the managers to convene the general meeting which will be able to decide upon the limitation of the capital to the balance amount or the company's dissolution with any number of attending shareholders.

Section 4 **About auditors**

Art. 154. – (1) The joint-stock company will have three auditors and the same number of deputy members unless the constitutive act stipulates a larger number. In all cases, the number of the auditors must be an odd one.

(2) In the beginning, the auditors are elected by the constitutive assembly. They have a three years mandate and can be re-elected.

(3) The auditors have to carry out their mandate personally.

(4) At least one of them must be a legally authorized or expert bookkeeper.

(5) In the companies with at least 20 per cent state owned capital, one of the auditors must be recommended by the Ministry of Finance.

(6) The majority of auditors and deputies will be Romanian citizens.

(7) The auditors are bound to deposit within the period indicated by the Article 137, the third part of the guarantee required for managers.

Art. 155. – (1) An outsider independent auditor, be it a natural or a legal person, may be appointed or elected as an auditor of the company. In this case the provisions of this present Law shall be duly completed with the provisions of the special law.

(2) The appointment or the election of an outsider independent auditor is compulsory in certain cases as regulated by law.

Art. 156. – (1) The auditors have to be shareholders, except for the bookkeeper auditors.

(2) The following persons may not be auditors, and if they were elected, they are denied their mandate:

a) relatives or kindred up to the fourth degree included or managers' spouses;

b) persons receiving any form of salary or remuneration from the managers or from the company, for another position than that of an auditor;

c) persons who are denied the position of a manager as per Article 135.

(3) The auditors are remunerated by a fixed salary determined in the constitutive act or by the general meeting which appointed them.

Art. 157. – (1) In case of death, physical or legal obstruction, termination or renouncement to the mandate by one auditor, the oldest deputy member will substitute him.

(2) If in this way, the auditors' number cannot be completed, the remaining auditors will appoint other persons to fill in the vacancies, until the next meeting of the general assembly is held.

(3) In case no auditor stays in office, the managers will urgently convene the general meeting, which will appoint other auditors.

Art. 158. – (1) The auditors are bound to supervise the company's administration, to check if the balance sheet and the profit and loss account are legally drawn up and according to the registers, if these are regularly kept, and whether the assets assessment was made according to the regulations settled for the drawing up of the balance sheet.

(2) Regarding all this, as well as regarding the proposals they think fit for the balance sheet and for the distribution

of profits, the auditors will submit to the general meeting a detailed report.

(3) The general meeting will not be in a position to approve the balance sheet and the profit and loss account, if these are not accompanied by the auditors' report.

(4) The auditors are also bound:

a) to perform monthly and unexpected inspections of the cashier's safe and to verify the existence of bonds and assets, which are the company's property or which were received as security, bail or deposit;

b) to convene the ordinary or extraordinary meeting when it was not convened by the managers;

c) to take part in the ordinary and extraordinary meetings being authorized to include into the agenda the proposals they think fit;

d) to ascertain that guarantees are regularly deposited by the managers;

e) to watch over the legal provisions and those of the constitutive act so that they should be fulfilled by managers and official receivers.

(5) The auditors will inform the managers about irregularities in administration and about the infringement of the provisions of law and of the constitutive act which they find out; they will bring to the attention of the general meeting the more important cases.

Art. 159. – (1) The auditors are entitled to obtain every month from the managers a report on the operations' situation.

(2) The auditors take part in the managers' meetings without having the right to vote.

(3) It is forbidden to auditors to inform the shareholders, in private, or third parties, about the company's operations which they took knowledge of while exercising their mandate.

Art. 160. – (1) With a view to fulfilling the provision of Article 158 paragraph (2), the auditors will confer together; however they will be able to draw up separate reports in case of disagreement, which they must submit to the general meeting.

(2) For the other obligations, stipulated by law, the auditors can work separately.

(3) The auditors will record their proceedings in a special register, as well as the results of their mandate exercising.

Art. 161. – (1) The extent to which the auditors are responsible and the effects of their responsibility are determined by the regulation of the mandate.

(2) Their dismissal could only be made by the general assembly, on the basis of the vote required for the extraordinary meetings.

(3) The provisions of Articles 73, 142 and 150 are also to be applied to auditors.

Section 5

About bonds issue

Art. 162. – (1) The joint-stock company can issue bearer or registered bonds, for an amount not exceeding three quarters of the deposited and existent capital, according to the latest approved balance sheet.

(2) The nominal value of a bond cannot be lower than 25,000 lei.

(3) The bonds of the same issue must have equal value and give equal rights to their possessors.

(4) The bonds may be issued in a material form, on paper, or in a dematerialized form by registration in a bank account.

Art. 163. – In order to proceed on bonds issuing by public offering, as defined by Law no. 52/1994, the managers shall publish an issue prospectus containing:

a) denomination, object of activity, the registered office and life of the company;

b) registered capital and reserves;

c) the date of publication in the Official Gazette of Romania of the incorporation conclusion and the amendments made to the constitutive act;

d) situation of the registered assets according to the latest approved balance sheet;

e) categories of shares issued by the company;

f) total amount of the previous issued bonds and of those which are going to be issued, the method of reimbursement, the nominal value of the bonds, the interest they yield, men-

tion if they are registered or on bearer as well as if they are convertible from one category into another or into shares;

g) debts that entail the company's real estate;

h) date of publication of the extraordinary general meeting decision which approved the issuing of bonds.

Art. 164. — In case the bonds make the object of a public offering, as defined by Law no. 52/1994, their issuing and market transaction are subject to the said Law.

Art. 165. — (1) The subscription of bonds will be made on copies of the issue prospectus.

(2) The value of the subscribed bonds must be fully deposited.

(3) The bonds titles must contain the date stipulated by Article 163, item number and payments schedule in capital and interests.

(4) The titles will be signed according to the provisions of Article 93 paragraph (4).

(5) The nominal value of the bonds convertible into shares shall be equal to the value of the shares.

Art. 166. — (1) The possessors of bonds can gather in a general assembly to deliberate upon their interests.

(2) The meeting will be convened at the expenses of the company that issued the bonds upon the request of a bonds holders number who would represent the fourth part of the titles issued and not yet reimbursed or, after the appointment of the representative of bonds holders upon their request.

(3) The dispositions stipulated for the ordinary meeting of the shareholders are also to be applied to the meeting of bonds holders, concerning the forms, conditions, convening terms, titles depositing and voting.

(4) The issuing company cannot take part in proceedings of the bonds holders' meeting on the basis of the bonds it holds.

(5) The bonds holders could be represented by proxies, other than managers, auditors or company employees.

Art. 167. — (1) The bonds holders' meeting legally set up has the powers:

a) to appoint a representative of the bonds holders and one or several deputy members having the right to represent them in front of the company and court, establishing

their remuneration; they may not take part in the company's administration, but they will be able to attend its general meetings;

b) to carry out all the acts of supervision and protection of their mutual interests or to authorize a representative to carry them out;

c) to set up a fund, taken out from the interests due to bonds holders in order to cover the expenses necessary to the protection of their rights, setting up, at the same time, rules for the administration of this fund;

d) to object to any modification of the constitutive act or loan conditions, by which the bonds holders' rights would be affected;

e) to pronounce their opinion concerning the issue of new bonds.

(2) The assembly's decision will be made known to the company in no more than three days since they were passed.

Art. 168. — For the validity of the proceedings stipulated under Article 167 letters a), b), c), the decision has to be made with a majority of at least one third of the titles issued and not reimbursed; in the other cases, the holders attendance is required to the meeting, representing at least two thirds of the titles not yet reimbursed and the favourable vote of at least four fifths of the titles represented in the meeting.

Art. 169. — (1) The decisions made by the assembly of the bonds holders are also compulsory for the holders who did not take part in the meeting or who voted against.

(2) The bonds holders' decisions can be sued in court by the holders who did not take part in the meeting or who voted against and who demanded this to be recorded in the meeting's minutes, within the period and with the effects indicated by Article 131 and 132.

Art. 170. — The suit taken by the bonds holder against the company is not admissible if its object is the same as that of the action brought against by the representative of the bonds holders or is contrary to a decision of the assembly of the bonds holders.

Art. 171. — (1) The bonds are reimbursed by the issuing company when they fall due.

(2) Before becoming mature the bonds of the same issue and of the same value can be reimbursed, by drawing of lots, at an amount higher than their nominal value established by the company and publicly announced, at least 15 days prior to the drawing of lots.

(3) The convertible bonds may be converted into shares belonging to the issuing company under the conditions established in the issue prospectus.

Section 6

About the registers and balance sheet of the company

Art. 172. – (1) Besides the registers stipulated by law, the joint-stock companies must keep:

a) a shareholders' register which contains, as the case may be, name, first name, denomination, place of residence or registered office of shareholders of registered shares as well as deposits made for the shares. Registration of shares issued in a dematerialized form and transacted on an organized market shall be kept in an independent private register of the shareholders according to Law no. 52/1994;

b) a register of the meetings and proceedings of the general assembly;

c) a register of the meetings and proceedings of the managing board;

d) a register of the meetings and proceedings of the managing committee;

e) a register of proceedings and findings made by auditors while exercising their mandate;

f) a register of bonds mentioning the total number of the issued and reimbursed bonds, as well as name, first name, denomination and registered office or place of residence of titulars, in case they are registered. Registration of shares issued in a dematerialized form and transacted on an organized market shall be kept according to Law no. 52/1994.

(2) The registers stipulated by letters a), b), c) and f) of paragraph (1) will be in the charge of the managing board, the one stipulated by letter d) will be in the charge of the managing committee and the one stipulated by letter e) will be in the auditors' charge.

Art. 173. – (1) The managers are bound to put at the disposal of the shareholders the registers stipulated by Article 172, paragraph (1) letters a) and b) and to deliver upon their request, at their expense, excerpts from the register.

(2) They are also bound to put at the disposal of the bonds holders, under the same conditions, the register stipulated by Article 172, paragraph (1) letter f).

Art. 174. – The shareholders' register and the bonds register may be kept by filling them by hand or in a computerized system.

Art. 175. – (1) With a purpose to keep the shareholders register in a computerized system and to carry on registration and other operations pertaining thereto the trading company may conclude relevant contracts with an independent private register keeping company.

(2) The provisions of the previous paragraph are accordingly applicable as regards the bonds register too.

(3) Keeping of the shareholders register and/or of the bonds register by an authorized independent register company is compulsory in cases specially regulated by law.

Art. 176. – The managers must present to the auditors, at least one month prior to the established date of the general assembly meeting the balance sheet of the previous financial year, with the profit and loss account, along with their report and supporting documents.

Art. 177. – The balance sheet and the profit and loss account will be drawn up under the conditions stipulated by law.

Art. 178. – (1) The company will take over at least 5 per cent of the profits every year, in order to form the reserve fund until it amounts to a minimum of a fifth part of the registered capital.

(2) If the reserve fund, after its settling, will be reduced for any reason whatsoever it shall be completed observing the provisions of paragraph (1).

(3) Even if the reserve fund reached its limit provided by paragraph (1), it also includes the excess money obtained by stock sale, at a rate higher than their nominal value, if the excess is not money used to pay the issue expenses or is not intended for paying off.

(4) The founders, the managers and the company's personnel will participate in the profits allotment, if so

provided by the constitutive act or, in the absence of such provisions, if it was so approved by the general extraordinary meeting.

(5) In all cases the general meeting will establish the participation conditions for each financial year.

Art. 179. – (1) The balance sheet and the profit and loss account together with the managers' and auditors' reports will remain deposited at the registered office and that of its branches during the 15 days preceding the meeting of the general assembly so that they may be studied by the shareholders.

(2) The shareholders will be entitled to ask, at their expense, for copies of the balance sheet, of the report of the managing board and of the auditors for the general assembly.

Art. 180. – (1) The managers are bound, within 15 days as from the date of the general assembly meeting, to deposit a copy of the balance sheet along with profit and loss account, with the revenue office attaching their report, the auditors' report and the minutes of the general assembly meeting.

(2) A copy of the balance sheet, confirmed by the revenue office, along with the documents mentioned in the preceding paragraph, shall be deposited with the trade register office.

(3) A notice confirming the depositing of these documents shall be published in the Official Gazette of Romania, Part IV at the company's expense and by care of the trade register office, for trading companies whose yearly rate of turnover exceeds 100 billion lei.

Art. 181. – The balance sheet approved by the general assembly does not hinder the exercise of the action in responsibility against the managers, directors or auditors.

CHAPTER V

Limited partnerships by shares

Art. 182. – The limited partnership by shares is regulated by the provision regarding joint-stock companies except for the provisions of the present chapter.

Art. 183. – (1) The administration of the partnership is entrusted to one or several active partners.

(2) The provisions of Articles 89 and 90 are to be applied to the sleeping partners and those of Articles 80–83 to the active partners.

Art. 184. – (1) In the limited partnership by shares, the managers could be dismissed by the shareholders' general assembly according to a decision made with the majority required for the extraordinary meetings.

(2) The general assembly elects with the same majority and observing the provisions of Article 135 another person instead of the manager who was dismissed, died or who ceased to exercise his mandate.

(3) The appointment must also be approved by the other managers if there are several ones.

(4) The new manager becomes an active partner.

(5) The dismissed manager remains unlimitedly liable towards third parties for the obligations he committed to during his administration, keeping his right to subsequently sue the partnership.

Art. 185. – The active partners who are managers cannot participate in the proceedings of the general assembly for the election of auditors even if they possess shares in the partnership.

CHAPTER VI

Limited liability companies

Art. 186. – (1) The associates' decisions are to be made in the meeting of the general assembly.

(2) The constitutive act may also state the possibility of the voting by correspondence.

Art. 187. – (1) The general assembly makes decisions by the vote of the absolute majority of the associates and of the participating shares.

(2) Except for contrary legal provisions, or those of the constitutive act, the vote of all associates is needed for decisions having as their subject amendments to the constitutive act.

Art. 188. – (1) Each social participating share gives the right to one vote.

(2) One associate could not exercise his right to vote in the proceedings of the associates' assembly, regarding his contribution in kind or the legal documents concluded between him and the company.

(3) If legally constituted meeting of the assembly cannot make a valid decision due to the lack of the required majority, the assembly convened again is entitled to decide upon its agenda whatever the number of associates and the capital share represented by the associates taking part in the meeting are.

Art. 189. – (1) The assembly of the associates has the following main duties:

a) to approve the balance sheet and to establish the allotment of the net profit;

b) to appoint the managers and the auditors, to dismiss them and to relieve them of their activity;

c) to decide upon the suing of the managers and auditors for damages caused to the company, also designating the person in charge of taking action against them;

d) to modify the constitutive act.

(2) In this last case, the provisions of Articles 219 and 220 are to be applied, if the constitutive act stipulates the right of the associate to withdraw, due to the fact that he does not agree to the amendments which were made.

Art. 190. – (1) The managers are obliged to convene the meeting of the associates at the registered office at least once a year, or as often as necessary.

(2) One associate or a number of them representing at least a quarter of the registered capital, will be entitled to demand the calling together of the general assembly, indicating the purpose of this convening.

(3) The calling together of the assembly will be made under the form stipulated by the constitutive act and, in the absence of any special provision, by registered letter, at least ten days prior to the established date, mentioning its agenda.

Art. 191. – The provisions stipulated for the joint-stock companies regarding the right to contest the decisions of the general assembly are also to be applied to the limited liability companies.

Art. 192. – (1) The company is administered by one or several managers, associates or non-associates, appointed through the constitutive act or by the general assembly.

(2) The managers may neither receive an administrator mandate in other companies which are competitive or have

the same object, without the authorization of the associates' assembly, nor may they carry out the same trading activity or another competitive one on their own account or on the account of another natural or legal person, under penalty of being dismissed and responsible for damages.

(3) The provision of Articles 75, 76, 77 and 79 are also to be applied to the limited liability companies.

Art. 193. – (1) The company must keep, through the good office of the managers, a register of the associates, where there will be written, by case, the name and first name, denomination, place of residence or registered office of each associate, his part of the registered capital, the transfer of the participating shares or any other amendments thereto.

(2) The managers are personally and jointly responsible for any damage caused by breaking the provisions of paragraph (1).

(3) The register may be examined by the associates and by the creditors.

Art. 194. – (1) The constitutive act may stipulate the election of one or several auditors by the associates' assembly.

(2) If the number of the associates is larger than fifteen, the auditors' appointment is compulsory.

(3) The provisions stipulated for the auditors of the joint-stock companies will also be applied to the auditors of the limited liability companies.

(4) For lack of auditors, each associate who is not a manager of the company will exercise the auditing right which the associates have in general partnerships.

Art. 195. – The limited liability company cannot issue bonds.

Art. 196. – (1) The balance sheet of the company and its profit and loss account shall be drawn up according to the rules stipulated for the joint-stock company. After their approval by the general assembly of the associates they shall be deposited by the managers, within 15 days, with the revenue office. A copy of the balance sheet and of the profit and loss account, confirmed by the revenue office, shall be deposited with the trade register office. This office shall make the announcement as regulated by the last paragraph of Article 180.

(2) The provisions stipulated for the reserve funds in the joint-stock company as well as those regarding the writing down of the registered capital, are also to be applied to the limited liability companies.

Art. 197. – (1) The participating shares may be transferred among associates.

(2) The transfer to persons outside the company is only allowed if it was approved by the associates representing at least three quarters of the registered capital.

(3) The provisions of paragraph (2) are not applicable in case of acquiring a participating share by inheritance, unless otherwise stipulated by the constitutive act; in this case the company is obliged to pay the value of the participating share to heirs according to the latest balance sheet approved.

(4) In case the maximum legal number of associates should be exceeded due to the successors' number, these will be obliged to designate a number of title holders, which will not exceed the maximum legal number.

Art. 198. – (1) The transfer of participating shares must be registered with the trade register and into the register of company associates.

(2) The transfer comes into effect with reference to third parties only from the moment of its registration with the trade register.

TITLE IV

On the amending of the constitutive act

CHAPTER I

General provisions

Art. 199. – (1) The constitutive act can be amended by the associates, observing the substance and form conditions stipulated for its concluding.

(2) Amendments regarding changing of the registered office in a different locality, of the main object of activity, of the registered capital, merging and division, reducing or extending the life of the company, its dissolution and liqu-

idation shall be mentioned in the trade register only based on the conclusions of the mandatory judge. The other amendments shall be mentioned, observing the provisions of the law, based on the resolution of the director of the trade register office. This resolution has, correspondingly, the legal status of the mandatory judge's conclusions.

(3) The additional act containing the full text of the provisions of the constitutive act, as amended, shall be deposited with the trade register office and shall be mentioned therein, after which it shall be forwarded, *ex officio*, to the Official Gazette of Romania to be published at the company's expense.

(4) The amending act of the constitutive act of a general partnership or of a limited partnership, in an authenticated form, shall be deposited with the trade register office and shall be mentioned therein, but its publication in the Official Gazette of Romania is not compulsory.

(5) If there are several amendments of the constitutive act, simultaneously or successively, the said act shall be brought up-to-date with all amendments and in such a form it shall be deposited with the trade register office.

(6) In the act updated as per the preceding paragraph the names, denominations and the other identification data of the founders and of the first members of the company's bodies may be omitted.

(7) The omission is allowed only if at least 5 years since incorporation of the company have passed and only if the constitutive act does not provide otherwise.

Art. 200. – Changing of the company's form, extension of its life or other amendments of its constitutive act do not imply the setting up of a new legal person.

Art. 201. – (1) The private creditors of the associates in a general partnership, in a limited partnership or a limited liability company may enter a caveat, according to the conditions set up by Article 62, against the decision of the meeting of the associates to extend the life of the company over the established period for its duration, if they have rights stated by a executory title, previous to the decision.

(2) When the caveat was admitted, the associates must decide within one month from the date when the decision became indisputable if they would give up the extension or

if they are to expel from the company the associate who is in debt to the opponent.

(3) In this last case the rights due to the debtor associate will be calculated on the basis of the latest approved balance sheet.

CHAPTER II

Writing down or the increasing of the registered capital

Art. 202. – (1) Writing down of the registered capital may be obtained by:

- a) reducing the number of shares or of the participating shares;
- b) reducing the nominal value of the shares or of the participating shares;
- c) purchasing its own shares, followed by their cancellation.

(2) When the writing down of the registered capital is not motivated by losses incurred, it may yet be done by:

- a) total or partial exemption of the associates of their obligation to make the deposits they owe;
- b) restitution to the shareholders of a share of their contributions, in proportion to the writing down of the registered capital equally calculated for each share or participating shares;
- c) other methods, as prescribed by the law.

Art. 203. – (1) The writing down of the registered capital can only be made after a two month's period passing from the day of the publication of the decision in the Official Gazette of Romania.

(2) The decision must observe the minimum registered capital, when stated by the law, to point out to the reasons of the writing down and the procedure used for its accomplishment.

(3) Any creditor of the company, prior to the decision being published, is entitled to enter a caveat within the period mentioned in paragraph (1) and under the conditions prescribed by Article 62.

Art. 204. – When the company issued bonds, the writing down of the registered capital by paying back the shareholders out of the sum paid on account of the stock can only be made proportionally to the value of the reimbursed bonds.

Art. 205. – (1) The registered capital may be increased by issuing new shares or by increasing the nominal value of

the existing shares in exchange for new contributions in money and/or in kind.

(2) Likewise, the new shares are paid by including the reserves, except legal reserves, as well as the benefits and the issue premiums or by compensation of some certain and liquid debts of third parties with its own shares.

(3) Favourable differences, as resulted from the re-evaluation of the registered assets, may be included in the reserves and used for the increase of the registered capital.

(4) The increase of the registered capital obtained by increasing the nominal value of the shares can only be decided with the vote of all shareholders, except for the case when it is done by including the reverses, the benefits and the issue premiums.

Art. 206. – The resolution of the extraordinary meeting of the general assembly to increase the registered capital will be published in the Official Gazette of Romania, Part IV, granting a period of at least one month for the priority right to be exercised starting from the publication date.

Art. 207. – (1) The joint-stock company will be able to increase the registered capital, observing the provisions stipulated for the company setting up.

(2) In case of public subscription, the issue prospectus bearing the authentic signatures of two managers must be deposited with the trade register in order to fulfill the formalities stipulated by Article 17 and will contain:

- a) date and incorporation number of the company with the trade register;
- b) denomination and registered office of the company;
- c) subscribed and deposited registered capital;
- d) name and first name of the managers and auditors and their place of residence;
- e) latest approved balance sheet, the profit and loss account and auditors' report;
- f) dividends paid in the last five years or since setting up, if less than five years have passed since this date;
- g) bonds issued by the company;
- h) the resolution of the general assembly regarding new stock issue, their total value, number and nominal value, kind, information referring to contributions other than cash

and advantages granted to these and the date from which dividends will be paid.

(3) The acceptor will be able to claim the nullity of the issue prospectus which does not contain all the indicated mentions, if he did not exercise in any way duties and rights as a shareholder.

Art. 208. — The increase of the registered capital of a company by way of a public offering of negotiable instruments, as defined by Law no. 52/1994, is subject to the said law.

Art. 209. — In case of increase of the registered capital by way of a public offering the managers are jointly liable for the accuracy of the date contained in the issue prospectus, in the publications issued by the company or in the applications forwarded to the trade register office with a view to increase the registered capital.

Art. 210. — (1) If the increase of the registered capital is made by contributions in kind, the extraordinary general meeting, which decided this, shall appoint one or several experts to assess these contributions.

(2) Contributions in debts of third parties are not allowed.

(3) After the survey report has been deposited the extraordinary general meeting, convened again, may decide to increase the registered capital taking into consideration the experts' conclusions.

(4) The resolution of the general assembly must contain the description of the contribution in kind, the name of the persons who make it and number of shares to be issued for it.

Art. 211. — The shares issued with the purpose of increasing the registered capital will be offered for subscription, first of all to the other shareholders, in proportion to the number of shares they possess and with their commitment to exercise their priority right within the period established by the general assembly, unless otherwise stipulated by the constitutive act. After expiration of this period it will be possible to subscribe the shares publicly.

Art. 212. — (1) The general assembly, for justified reasons, can withdraw the shareholders' right to subscribe the new shares totally or partially.

(2) The convening shall have to contain, in this case, the reasons for the increase of the registered capital, the per-

sons to whom the new shares are going to be assigned to, the number of shares assigned to each person, shares value at the time of their issuance and the basis on which this value was calculated.

(3) In order to take this decision the presence of three quarters of the total number of the owners of the registered capital and the vote of a number of shareholders which represent at least half of the registered capital is necessary.

Art. 213. — The priority right can not be used if the new shares represent contributions in kind.

Art. 214. — The resolution of the general assembly regarding the increase of registered capital is effective only to the extent to which it is fulfilled within one year from its date.

Art. 215. — (1) The shares issued in exchange for contributions in cash shall have to be paid, at the time of their subscription, in proportion of at least 30% out of their nominal value and, in full, within no more than 3 years as from the date the decision of the general assembly has been published in the Official Gazette of Romania.

(2) Within the same period of time the shares issued in exchange for contributions in kind shall also have to be paid.

(3) When an issue premium is to be applied it will have to be fully paid at the time of subscription.

(4) The provisions of paragraph (3) of Article 98 and those of Article 100 are to be applicable.

Art. 216. — The limited liability company will increase its registered capital, observing the rules regarding the setting up of such companies.

TITLE V

Exclusion and withdrawal of the associates

Art. 217. — (1) That associate can be excluded from a general partnership, a limited partnership, or a limited liability company who:

a) being noticed that he is put into delay, does not make the contribution he has committed himself to make;

b) having unlimited liability, has declared bankruptcy, or became under a disability;

c) having unlimited liability without any right interferes in administration or breaks the provisions of Article 80 and 82;

d) being a managing associate, defrauds the company or uses the registered signature or the registered capital for his own benefit or for others'.

(2) The provisions of this article are also to be applied to the active partners of the limited partnership by shares.

Art. 218. – (1) The exclusion is delivered by a court award upon request of the company or of any associate.

(2) If the exclusion is sued by an associate, both the company and the defendant will be subpoenaed.

(3) The exclusion final award of court will be deposited within fifteen days with the trade register office in order to be registered, and the enacting terms of the court award will be published upon the company's request in the Official Gazette of Romania, Part IV.

Art. 219. – (1) The excluded associate is liable for losses and he has a right to benefits to the day he has been excluded, but he will not be in a position to ask for their liquidation, until they are allotted according to the provisions of the constitutive act.

(2) The excluded associate has no right to a proportional part of the social assets, but he is only entitled to a sum of money representing the value thereof.

Art. 220. – (1) The excluded associate stays liable against third parties for the operations carried out by the company until the date the final award concerning the exclusion is delivered.

(2) If, in the moment the exclusion take place operations are being carried out, the associate is bound to bear the consequences and he may not withdraw the share he is entitled to, until these operations are completed.

Art. 221. – (1) The associate in a general partnership, in a limited partnership or in a limited liability company may withdraw from the company:

- a) in the instances stipulated by the constitutive act;
- b) with the agreement of all the other associates;
- c) in the absence of such provisions in the constitutive act or when the agreement of all the associates can not be reached still the associate may withdraw for justified rea-

sons, based on a court decision, subject only to an appeal, within 15 days as from the day the decision has been notified.

(2) The rights of the withdrawn associate, for which he is entitled against his participating shares, shall be determined with the agreement of the associates or by an expert designated by them or, in case of misunderstanding, by the court.

TITLE VI Dissolution, merging and division of the trading companies

CHAPTER I Dissolution of companies

Art. 222. – (1) The company enters dissolution by:

- a) expiration of the period established for the life of the company;
- b) impossibility to carry out the object of activity of the company or its fulfillment;
- c) the declared nullity of the company;
- d) the decision of the general assembly;
- e) the court decision, initiated by any one of the associates, for justified reasons, such as serious misunderstandings between the associates which hinder the company's operation;
- f) bankruptcy;
- g) other reasons as prescribed by the law or by the constitutive act of the company.

(2) In the case prescribed by letter a) of paragraph (1) a hearing of the associates must be held, at least one year prior to the company's expiration date, regarding the possible extension of its life. When such a hearing lacks, at the initiative of any one of the associates the court may order, by a decision, the carrying out of the hearing.

Art. 223. – (1) The joint-stock company enters dissolution:

- a) in the case and under the conditions prescribed by Article 153;

b) when the registered capital is written down under its minimum legal level;

c) when the number of shareholders diminish under its legal minimum.

(2) The limited partnership by shares and the limited liability company enter dissolution in case of losing half of their registered capital or of it being reduced under its minimum legal level, as the case may be.

(3) The provisions of paragraph (1) and (2) are not to be applicable in cases when, within 9 months as from the date the loss or the reducing of the registered capital has been acknowledged, it has been re-completed or written down to the remaining amount or to the minimum legal level or when the company is converted into another form for which the existing registered capital is up to requirements.

(4) The provisions of letter c) of paragraph (1) are not to be applicable in cases when, within 9 months as from the date the reducing of the number of shareholders under its minimum legal level has been acknowledged, this number has been completed.

Art. 224. – (1) The general partnership and limited liability companies are dissolved through bankruptcy, legal inability, exclusion, withdrawal or death of one of the associates when, owing to these causes, the number of the associates was reduced to only one.

(2) An exception makes the case where the constitutive act contains a clause according to which the company may continue its existence with the heirs or when the only remaining associate decides the company to continue in the form of a limited liability company with an only associate.

(3) The provisions of the preceding paragraphs are to be applicable also to the limited partnership or limited partnerships by shares providing those clauses are applicable to the only active or the only sleeping partner.

Art. 225. – (1) If the general partnership, an associate dies and there is no contrary agreements, the company must pay the share due to the heirs according to the latest approved balance sheet within three months from the notification of the associate's death, if the remaining associate do not prefer to continue the company with those heirs who consent thereto.

(2) The provisions of paragraph (1) are also applied to the limited partnership, in case of death of one of the active partners, unless his heirs do not prefer to stay with the company as active partners.

(3) The heirs stay liable according to Article 219 until the publication was made of the change which took place.

Art. 226. – (1) In case the company was dissolved following the decision of the associates, the said may go back on their decision, with the majority required for the modification of the constitutive act, as long no distribution of the company's assets was initiated.

(2) The new decision shall be mentioned in the trade register after which the trade register office will forward it to the Official Gazette of Romania, in order to be published in Part IV at the company's expense.

(3) The creditors and any interested party may oppose the decision in court according to the conditions laid down by Article 62.

Art. 227. – (1) The dissolution of trading companies must be registered with the trade register and published in the Official Gazette of Romania except for the case stipulated by letter a), paragraph (1) of Article 222.

(2) The registration and publication will be made according to Article 199, when the dissolution will take place on the basis of a decision of the general assembly, within fifteen days from the date of the final court award, if the dissolution was ruled by court.

(3) In the case regulated by letter f) paragraph (1) of Article 222 the dissolution shall be decided by the court specially entrusted with bankruptcy procedure.

Art. 228. – (1) Dissolution of the company has, as an effect, the beginning of the liquidation procedure. Dissolution may take place without liquidation in case of merging or of total division of the company and in other cases stipulated by law.

(2) As from the moment of dissolution, the managers can not start new operations; otherwise they are personally and jointly liable for the operations they started.

(3) The ban imposed by paragraph (2) is to be applied as from the day the time established for the company's life

expires or as from the date of its dissolution as decided by the general assembly or as declared by a court decision.

(4) The company maintains its legal personality during the liquidation operations until the liquidation is finished.

Art. 229. — The dissolution of the company, before expiration of the period established for its duration, becomes effective against third parties only after a thirty day's interval has passed from the publication in the Official Gazette of Romania.

Art. 230. — In the general partnerships, the limited partnerships and the limited liability companies the associates may also decide, along with the dissolution, with the quorum and the majority required for the modification of the constitutive act, the way liquidation is to be carried out, when they are in full agreement as to the distribution and liquidation of the company's assets and when such steps make sure the company gets rid of its liabilities or comes to an agreement with the creditors to the same end.

Art. 231. — (1) Dissolution of a limited liability company with an only associate brings about the universal transfer of the company's assets towards the only associate, without liquidation.

(2) The transfer of the assets takes place and the company ceases to exist at the following dates:

a) if there is no opposition, on the date the time to file an opposition has expired;

b) if an opposition was filed, on the date the court decision which rejects the opposition has become irrevocable or, as the case may be, the decision by which a note is taken that the company or the only associate has paid its debts or offered securities accepted by the creditors or come up with an arrangement with them for the payment of its debts.

Art. 232. — (1) At the request of the local chamber of trade and industry or of any interested person, the court could decide the dissolution of the company, in the cases when:

a) the company lacks the bodies required by the constitutive act or these bodies can not meet any more;

b) the company did not submit for 3 consecutive years its balance sheet or other documents which, according to the law, should be submitted with the trade register office;

c) the company ceased its activity or it has no known registered office or the associates have disappeared or they have no domicile or known residence.

(2) The provisions of paragraph (1) letter c) are not to be applied in case the company was temporarily inactive, a fact notified to the public fiscal agencies and registered with the trade register. The duration of inactivity can not exceed 3 years.

(3) The court decision following which the dissolution comes into effect shall be published in the Official Gazette of Romania, Part IV, and in a wide circulation newspaper at the expense of the party who initiated the application for the dissolution, which party may recover the expenses from the company by way of a separate law suit.

(4) Against the decision any interested person may file an appeal within 30 days as from the date it was published in the Official Gazette of Romania.

(5) On the date of the court decision remaining final the company shall be erased from the trade register, *ex officio*, except for the case when the court decided otherwise.

CHAPTER II

Merging and division of companies

Art. 233. — (1) The merger is accomplished by the absorption of a company by another or by the fusion of two or several companies with the purpose to set up a new company.

(2) The division is accomplished by dividing all assets of a company which ceases to exist among two or several existing companies or which thus are set up.

(3) The company does not cease to exist in case a part of its assets breaks off and is transferred to one or several existing companies or which thus are set up.

(4) Merging or division may also be accomplished between companies of different forms.

(5) Companies on the way of liquidation can undergo merging or they can be divided only if the distribution among the associates of the parts to which they are entitled from the liquidation has not started.

Art. 234. – (1) The merger or the division is decided by each company, under the conditions stipulated for the amending of the company's constitutive act.

(2) If, by merging or division, a new company is set up, it shall come into existence under the conditions prescribed by this present law for the agreed upon form of company.

Art. 235. – The merger or the division has, as an effect, the dissolution without liquidation of the company which ceases to exist and the universal transfer of its assets towards the beneficiary company or companies, in the state they finds themselves at the time of the merger or of the division, in exchange for assigning shares or participating shares there-of to the associates of the company which ceases to exist or, possibly, of a sum of money which can not exceed 10% of the nominal value of the assigned shares or participating shares.

Art. 236. – Based on the decision of the general assembly of the shareholders of each of the companies which take part in the merger or in the division, their managers shall draw up a merger or division plan, which shall contain:

- a) the form, denomination and the registered office of each of the companies involved in the operation;
- b) the basic reasons and the conditions of the merger or of the division;
- c) the limits and the evaluation of the assets and the liabilities which are to be transferred to the beneficiary companies;
- d) modalities to hand over the shares or the participating shares and the date as from which they entitle the owner to collect dividends;
- e) the exchange rate of the shares or of the participating shares and, as the case may be, the amount to be paid as compensation;
- f) the quantum of the merger or of the division premium;
- g) the rights granted to the obligees and any other special advantages;
- h) the date of the merger balance sheet or of the division balance sheet, date which shall be the same for all companies involved;
- i) any other data that may present interest for the operation.

Art. 237. – (1) The merger or division plan, signed by the representatives of the companies involved, shall be deposited with the trade register office where each company is registered, along with a statement of the company which ceases to exist following the merger or the division, regarding the way it decided to pay off its liabilities.

(2) The merger or the division plan, confirmed by the mandatory judge, shall be published in the Official Gazette of Romania, Part IV, at the parties' expense, in full or in excerpt, according to the orders of the mandatory judge or to the parties' request.

Art. 238. – (1) Any creditor of the company which enters merging or division, toward whom the company's debt is prior to the publication of the merger or division plan, can file an opposition according to Article 62.

(2) The opposition suspends the carrying into effect of the merger or of the division until the day when the court decision becomes irrevocable, except in case the debtor company presents evidence it paid its debts or presents guarantees accepted by the creditors or comes to an agreement with them for the payment of its debts.

(3) The provisions of Article 62 are to be applicable.

Art. 239. – (1) The managers of the companies which are going to enter a merger or to be divided shall submit to the associates the following:

- a) the merger or division plan;
- b) the general report of the managers which shall indicate, among others, the exchange rate of the shares or of the participating shares;
- c) the auditors' report;
- d) the merging balance sheet or the division balance sheet;
- e) the situation of contracts covering operations of more than 5,000,000 lei each, currently in progress and their distribution among the beneficiary companies.

(2) For the joint-stock companies, limited partnerships by shares or limited liability companies the report of one or several experts appointed by the mandatory judge shall be added, which shall express their specialized opinion as to the merger or the division.

Art. 240. – (1) In not more than two months as from the expiration of the time limit stipulated by Article 238 or, as

the case may be, as from the date the court decision has become irrevocable, the general assembly of each company involved shall decide as to the merger or the division.

(2) The constitutive acts of the newly set up companies by merger or division shall be approved by the general assembly of the company or companies which cease to exist.

Art. 241. – By derogation from the provisions of Article 115, when the merger or the division has, as an effect, the increase of the obligations of the associates of one of the involved companies, the decision shall be taken with an unanimity vote.

Art. 242. – The act amending the constitutive act of the absorbing company, in an authenticated form, shall be registered with the trade register where the company has its registered office, and, confirmed by the mandatory judge, it is forwarded, *ex officio*, to the Official Gazette of Romania, to be published at the company's expense.

Art. 243. – The merger or the division is considered as being accomplished on the following dates:

a) in case one or several new companies are set up, on the date of the new company's incorporation with the trade register or of the latest;

b) in the other cases, on the date the mention regarding the increase of the absorbing company's registered capital has been registered in the trade register.

Art. 244. – In case of the merger by absorption, the absorbing company acquires the rights and obligations of the absorbed company and in case of the merger by fusion the rights and the obligations of the companies which cease to exist are transferred to the newly set up company.

Art. 245. – (1) The companies which come into possession of goods following a division process are liable to the creditors for the obligations of the company which, by division, ceased to exist, in proportion to the acquired goods, except for the case when the division act has established different proportions.

(2) In case it is not possible to identify the company liable for a certain obligation, then the companies which acquired goods as a result of division shall remain jointly liable.

(3) The contribution of a part out of the assets of a company to one or several existing companies or which, as a

result, are thus set up, in exchange for the shares or the participating shares assigned to the associates of that company to the beneficiary companies, is accordingly subject to the legal provisions regarding the division, if it takes place in the form of a breaking off as per paragraph (3) of Article 233.

TITLE VII Liquidation of trading companies

CHAPTER I General provisions

Art. 246. – (1) Even if the constitutive act stipulates provisions in this respect, the following rules shall be observed in liquidating and distributing the social assets:

a) until the official receivers take over their duties, the managers continue their mandate, except for the provisions of Article 228;

b) the official receivers' appointment act or the decision that replaces it and any subsequent act bringing changes regarding their replacement must be deposited by official receivers' care, with the trade register office to be immediately registered and published in the Official Gazette of Romania, Part IV.

(2) Only after fulfilling the formalities of paragraph (1) the official receivers will deposit their signature with the trade register and will take over their duties.

(3) After the publication stipulated by paragraph (2), no action may be taken for or against the company, but only on behalf of the official receivers or against them.

(4) Beside the provisions of the present title, the rules established under the constitutive act or law are also applied to the companies undergoing liquidation to the extent to which they are not incompatible with the liquidation.

(5) All the documents issued by the company must show that it is undergoing liquidation.

Art. 247. – (1) The receivers can be natural or legal persons. The receivers that are natural persons or the perma-

ment representatives – natural persons belonging to the liquidating company – should be authorized receivers, as provided by law.

(2) The official receivers have the same responsibility as the managers.

(3) Immediately after having taken over their duties, the official receivers are obliged, along with the company's managers, to make an inventory and to draw up a balance sheet to ascertain the exact situation of the company's assets and liabilities and to sign them.

(4) The official receivers are obliged to receive and keep the company's assets, the registers committed to them by the managers and the documents of the company. They will also keep a register with all the liquidation operations, by their date order.

(5) The official receivers carry out their mandate under the auditors' supervision.

Art. 248. – As regards the trading companies whose activity was carried out on the basis of the environment permit stipulated by Law on environment protection no. 137/1995, the official receivers are obliged to take steps for drawing up an environment balance sheet, stipulated by the said law, and to forward the results of this balance sheet to the local environment protection agency.

Art. 249. – (1) Beside the competences granted them by the associates with the same majority required for their appointment, the official receivers will be able:

a) to go to law and be sued to the benefit of the liquidation;

b) to carry out and to conclude the trading operations related to liquidation;

c) to sell, by public auction, the real estate and any movable estate of the company; the goods cannot be sold in the lump;

d) to make transactions;

e) to liquidate and to cash in the company's debts even in case of the debtor's bankruptcy, issuing a receipt;

f) to contract bills of exchange, to make unmortgaged loans and generally to carry out all other necessary acts.

(2) In the absence of special provisions in the constitutive act or in their appointment document, they may not create

mortgages on the company's properties, unless they are authorized by court, with the auditors' advice.

(3) The official receivers who undertake new trading operations which are not necessary to the liquidation purpose, are personally and jointly liable for their accomplishment.

Art. 250. – (1) The official receivers cannot pay the associates any sum of money for the parts they are entitled to by liquidation before all the company's creditors get paid.

(2) Still, the associates could ask for the held back sums to be deposited with the Savings and Consignment Office or with a banking company or one of their branches and to carry out the distribution of the shares or of the participating shares even during liquidation if, besides what is necessary to cover all the company's obligations which are to be paid at maturity or which are falling due, a liquidness of at least 10% of their amount still remains available.

(3) The company's creditors are entitled to enter a caveat against the decisions of the official receivers as per Article 62.

Art. 251. – The official receivers who prove by balance sheet presentation, that the funds owned by the company are not sufficient to cover the claimable liabilities, must ask for the necessary amounts of money to be paid in by the associates who are unlimitedly liable or by those who did not make the full deposits, if they are obliged to obtain them, as per the company's form, or if they are in debt to the company for the unmade deposits they were bound to make as associates.

Art. 252. – The official receivers who paid the company's debts with their own money will not be in a position to exercise against the company more comprehensive rights than those granted to the creditors who got paid.

Art. 253. – The company's creditors are entitled to exercise against the official receivers the actions resulting from debts which fall due until the limit of the property existing in the company's ownership is reached and only then they are allowed to sue the associates, for the payment of the sums due out of the subscribed shares value or of the contributions made to the company's registered capital.

Art. 254. – (1) The company's liquidation must be completed within 3 years at the most as from the date of its

dissolution. For justified reasons the court may extend the said time limit with not more than 2 years.

(2) After the liquidation is completed the official receivers must request the erasing of the company form the trade register.

(3) The company can also be erased *ex officio*.

(4) Liquidation does not discharge the associates and does not hinder the bankruptcy procedure of the company to be started.

Art. 255. – (1) After the accounts are approved and the distribution is completed, the registers and deeds of the general partnership, limited partnership and limited liability company, which are not needed by any of the associates, will be kept by the associate appointed by the majority.

(2) In joint-stock companies and in limited partnerships by shares, these will be deposited with the trade register, where any interested part could take notice of them, with the court authorization.

(3) The registers of all companies will be kept for five years.

CHAPTER II

Liquidation of general partnerships, limited partnerships or limited liability companies

Art. 256. – (1) The official receivers' appointment in the general partnerships, limited partnerships or limited liability companies, will be made by all the associates, unless otherwise stipulated by the company contract.

(2) If the unanimity of votes cannot be met, the appointment of the official receivers will be made by the court, upon the request of any associate or manager, by listening to all the associates and managers.

(3) The associates or managers may appeal against the court ruling within fifteen days from the judgement.

Art. 257. – (1) After having completed the liquidation of the general partnership, limited partnership or limited liability company, the official receivers must draw up the liquidation balance sheet and propose the distribution of assets between the associates.

(2) The unsatisfied associate may enter a caveat, as per Article 62, within 15 days from the notification of the liquidation balance sheet and the distribution draft.

(3) In order to settle the caveat judgement, the liquidation problems will be separated from those regarding the distribution, which may not concern the official receivers.

(4) After expiration of the period stipulated by paragraph (2) or after the court decision on the caveat remained final, the liquidation balance sheet and the distribution are considered approved and the official receivers are discharged of their responsibilities.

CHAPTER III

Liquidation of joint-stock companies and of limited partnerships by shares

Art. 258. – (1) The appointment of the official receivers in the joint-stock companies and limited partnerships by shares is made by the general assembly which decides the liquidation, unless otherwise stipulated by the constitutive act.

(2) The general assembly makes decisions with the same majority stipulated for the modification of the constitutive act.

(3) If the majority was not met, the appointment will be made by court, upon the request of any of the managers or associates, the company and those who requested the appointment being summoned. This ruling may be appealed within fifteen days from the delivery of the court decision.

Art. 259. – (1) The managers will submit to the official receivers a report about administration for the time elapsed since the latest approved balance sheet and until the moment the liquidation started.

(2) The official receivers are entitled to approve the report, to appeal or to support the disputes that may occur.

Art. 260. – (1) When one or several managers are designated as official receivers, the report concerning the managers' administration will be deposited with the trade register office and it will be published in the Official Gazette of Romania, Part IV, along with the final liquidation balance sheet.

(2) When the duration of administration exceeds a financial year, the report must be attached to the first balance

sheet, which the official receivers submit to the general assembly.

(3) Any shareholder may enter a caveat within fifteen days from the publication as per the conditions stipulated by Article 62.

(4) All the caveats entered will be connected to be settled by a single court award.

(5) Any shareholder is entitled to intervene in court and the ruling of court will also be opposable to the non-intervening shareholders.

Art. 261. – If the liquidation lasts longer than a financial year, the official receivers are obliged to draw up the yearly balance sheet observing the provisions of the law, and of the constitutive act.

Art. 262. – (1) After the liquidation has been completed the official receivers draw up the final balance sheet indicating the quota allotted to each share, out of the company's assets distribution.

(2) The balance sheet signed by the official receivers, along with the auditors' report will be deposited with the trade register office in order to be registered and it will be published in the Official Gazette of Romania, Part IV.

(3) Any shareholder may enter a caveat as per Article 62.

Art. 263. – (1) If the period stipulated by Article 260 paragraph (3) has elapsed without any caveat being entered the balance sheet is considered approved by all the shareholders and the official receivers are delivered of their duties on condition that all the company's assets should be distributed.

(2) Independently of the expiration of the term, the receiving bill for the last distribution will stand for the approval of the account and of the distribution made to each shareholder.

Art. 264. – (1) The sums of money due to the shareholders, which were not cashed in within two months as from the publication of the balance sheet, shall be deposited with the Savings and Consignments Office or with a banking company or one of the branches thereof, indicating the shareholder's name and first name when the shares are registered ones or the order numbers of the shares when they are on bearer.

(2) The payment will be made to the indicated person or to the shareholder while the deed is to be held back.

TITLE VIII Offences

Art. 265. – It is to be sentenced to jail in the range of 1 up to 5 years the founder, the manager, the director, the executive director or the legal representative of the company who:

1. in bad faith presents, in the prospectuses, reports and statements submitted to the public, unreal facts regarding the setting up of the company or its economic conditions or hides, in bad faith, totally or in part, data as mentioned;

2. in bad faith presents to the shareholders an inaccurate balance sheet or inaccurate data regarding the economic conditions of the company with the purpose to hide its real situation;

3. refuses to submit to the experts, in the cases and under the conditions stipulated by Articles 25 and 37, the necessary documents or hinders them, in bad faith, to carry out their duties.

Art. 266. – It is to be sentenced to jail in the range of 1 up to 3 years the founder, the manager, the director, the executive director or the legal representative of the company, who:

1. acquires, on the company's account, shares belonging to other companies for a price of which he is aware that it is well superior to their real value or sells, on behalf of the company, shares belonging to the company for prices about which he is aware they are well under their real value, with the purpose to obtain a profit, for him or for others, to the prejudice of the company;

2. uses, in bad faith, the company's assets or prestige for a purpose contrary to its interests or for his own benefit or in order to favour another company he is directly or indirectly interested in;

3. borrows, in any form, directly or by an interposed person, from the company he is managing or from a company

under its control or from a company which controls the one he is managing or paves the way so that one of these above mentioned companies grant him any kind of guarantee for his own debts;

4. spreads false news or use other fraudulent means leading to the increase or decrease of the value of the company's shares or bonds or of other deeds the company owns with the purpose to obtain, for him or for others, a profit to the prejudice of the company;

5. cashes or pays dividends, in any form, out of false profits or which could not be distributed, due to the lack of a balance sheet or contrary to those resulting therefrom;

6. breaks the provisions of Article 178.

Art. 267. – It is to be sentenced to jail ranging from 6 months up to 5 years the manager, the director, the executive director or the legal representative of the company, who:

1. issues shares of a lower value than their legal one or at a lower price than their nominal value, or issues new shares in exchange for contributions in money prior to the full payment of the preceding shares;

2. in the meetings of the general assembly makes use of the shares which are not subscribed to or distributed to the shareholders;

3. grants loans or advances on the company's shares;

4. hands over the shares to the title shareholder ahead of schedule or does the same with shares paid totally or in part except for the cases stipulated by law or issues bearer shares without them being fully paid off;

5. does not observe the legal provisions regarding the cancelling of the unpaid off shares;

6. issues bonds without observing the legal provisions or issues shares which do not contain all mentions required by law.

Art. 268. – It is to be sentenced to jail in the range of one month up to one year or to a fine in the range of 250,000 lei up to 15,000,000 lei the manager, the director, the executive director or the legal representative of the company, who:

1. carries out the decisions of the general assembly, regarding the changing of the company's form, its merging or its division or the writing down of its registered capital prior to expiration of the time limits stipulated by law;

2. carries out the decisions of the general assembly regarding the writing down of the registered capital without first forcing the associates to effect payments due or without a decision of the general assembly which exempts them from the subsequent payments.

Art. 269. – (1) It is to be sentenced to jail in the range of one month up to one year or to a fine in the range of 250,000 lei up to 15,000,000 lei the manager who:

1. breaks, even by interposed persons or be simulated acts, the provisions of Article 145;

2. does not convene the general assembly in the cases stipulated by law or breaks the provisions of Article 188 paragraph (2);

3. starts operations on behalf of a limited liability company before the registered capital was paid in full;

4. issues negotiable instruments representing participating shares of a limited liability company;

5. acquires shares possessed by the company on its account in cases forbidden by law.

(2) It is to be sentenced to the same punishments as provided by paragraph (1) the associate who breaks the provisions of Article 126 or of Article 188, paragraph (2).

Art. 270. – (1) It is to be sentenced to jail in the range of one month up to one year or to a fine in the range of 250,000 lei up to 15,000,000 lei the auditor who does not convene the general assembly in cases where the law compels him to.

(2) The provisions of Article 266, point 3, are also to be applied to the auditors, accordingly.

Art. 271. – (1) It is to be sentenced to jail in the range of 3 months up to 3 years the person who accepted or kept the duties of an auditor, against the provisions of Article 156, paragraph (2) or the person who accepted to be appointed as an expert and so breaking the provisions of Article 38.

(2) Decisions arrived at by general assemblies based on a report of an auditor or of an expert appointed with the infringement of the provisions of Article 156, paragraph (2) and of Article 38 can not be cancelled because of the infringement of the provisions of the said articles.

(3) It is to be sentenced to the punishment provided by paragraph (1) the founder, manager, director, executive director and the auditor exercising their powers and duties by breaking the provisions of this present law regarding the incompatibility.

Art. 272. – (1) The provisions of Articles 265-271 are also to be applied to the official receiver to the extent to which they refer to obligations pertaining to his specific duties.

(2) The sentence stipulated by Article 269 is also to be applied to the official receiver who makes payments to the associates and breaks the provisions of Article 250 in doing so.

Art. 273. – (1) It is to be sentenced to jail in the range of 6 months up to 3 years or to a fine in the range of 350,000 lei up to 30,000,000 lei the shareholder or the bonds holder who:

1. passes his shares or his bonds to the names of other persons to be used with the purpose of meeting a majority in the general assembly, to the prejudice of other shareholders or bonds holders;

2. votes, in the general assemblies, in the situation stipulated at point 1 above, acting as the owner of shares or bonds which he does not really possess;

3. in cases forbidden by law, in exchange for material advantages, assumes the obligation to vote in a certain manner in the general assembly meetings or not to attend the voting procedure.

(2) The person who induces a shareholder or a bonds holder so that, in exchange for a sum of money or of another material advantage, to vote in a certain manner in the general assembly meetings or not to attend the voting procedure, is to be sentenced to jail in the range of 6 months up to 3 years or to a fine in the range of 350,000 lei up to 30,000,000 lei.

Art. 274. – It is to be sentenced to jail in the range of one up to 5 years, beside the responsibility encumbered for the

damages caused through his operations to the Romanian state and to third parties, the person who carries out trading activities in favour and on behalf of companies set up abroad, in cases when the conditions stated by law for their operation in Romania are not fulfilled.

Art. 275. – If, according to the Criminal Code or to other special laws, the offences stipulated by this present Title do represent even more serious law infringements, then they shall be sentenced under the conditions and with the punishments provided therein.

Art. 276. – Sentences in the range of 3 up to 12 years in jail are to be applied to persons guilty of fraudulent bankruptcy consisting in one of the following acts:

a) forging, stealing or destruction of the company's records or hiding of a part of its assets; presenting of nonexistent debts or recording in the company's registers, in any other act or in the balance sheet of some undue amounts, each of these facts being perpetrated with the intended purpose to show a non real decrease of the assets' value;

b) alienation, in case of a company going bankrupt, and to the prejudice of the creditors, of an important part of the assets.

TITLE IX

Concluding and transitory provisions

Art. 277. – (1) The trading companies set up according to Law no. 15/1990 on reorganization of state owned companies as self-managed public companies and as trading companies with all its subsequent modifications, which went private or are going to, can operate on the basis of an articles of association only.

(2) By amending the articles of association, according to the law, the associates may call it the constitutive act, without setting up a new trading company in doing so.

(3) The trading companies with fully or mainly state-owned capital may operate with any number of associates.

Art. 278. – The appointment of staff in the trading companies is to be made on the basis of an individual labour

contract, observing the labour and social security legal provisions.

Art. 279. – If the sole associate in a limited liability company is also a manager, he may also benefit by a pension the same as with the state social security to the extent to which he made his contribution to the social security and that one intended for the additional pension.

Art. 280. – The setting up of trading companies with foreign participation, in association with Romanian legal or natural persons or with full foreign capital will be made observing the provisions of this present law and those of the law on the status of foreign investments.*

Art. 281. – The activities which can not be organized as trading companies shall be identified by way of a Government Decision.

Art. 282. – For the authentication of the constitutive act the stamp tax and notarial fees shall be paid, as regulated by the law.

Art. 283. – According to this present law, the municipality of Bucharest is assimilated to a county.

Art. 284. – (1) Small businesses and the associations having a lucrative purpose which are legal persons set up according to the Decree – law no. 54/1990 on the organization and the accomplishment of economic activities on the basis of free initiative, and reorganized until September 17, 1991 in one of the forms stipulated by Article 2 of this present law, may continue their activity.

(2) They are successors, by right, of the small businesses or of the associations having a lucrative purpose out of which they originate.

Art. 285. – The provisions of this present law are to be completed with the provisions of the Commercial Code.

Art. 286. – The companies with foreign participation set up until December 17, 1990 may continue their activity in accordance with their setting up document, approved according to the law.

* According to Article III of the Expeditious Government Ordinance no. 32/1997, as approved by Law no. 195/1997, trading companies regulated by special laws shall remain subject to the provisions of those laws, too.

Art. 287. – On the date of coming into force of this present law the provisions of Articles 77 – 220 and Article 236 of the Commercial Code*, the provisions regarding the small businesses and the associations having a lucrative purpose, with legal personality, of the Decree – law no. 54/1990 on the organization and accomplishment of economic activities on the basis of free initiative, the Decree no. 424/1972 on the setting up and operation of joint-ventures in Romania, except for Articles 15, 28 paragraph (1), Articles 33 and 35 paragraph (2) and (3), the Decree – law no. 96/1990 concerning some steps to attract foreign capital investment in Romania, are abrogated.

* According to Article IX of the Expeditious Government Ordinance no. 32/1997, as approved by Law no. 195/1997, on the date of coming into force of this mentioned Ordinance (July 28, 1997) Articles 237 – 250 and Articles 264–269 of the Commercial Code are abrogated.

LAW regarding the trade register*

CHAPTER I General provisions

Art. 1. – (1) Traders are obliged, before starting trade, to ask for being incorporated at the trade register and, during the carrying on of trading operations and after their cessation, to ask for having the mentions recorded at the same register concerning deeds and facts whose registration is provided by law.

(2) For the purpose of this law, the term *traders* shall designate natural persons who usually carry on trading operations, trading companies, self-managed public companies and co-operative organizations.

(3) The provisions of paragraph (1) are not applied to craftsmen and peasant who sell products from their own farms.

Art. 2. – (1) The trade register is kept by the trade register office organized in each county and in the Bucharest municipality according to the present law's chapter II provisions.

(2) The central trade register is kept by the National Trade Register Office organized by the Chamber of Commerce and Industry of Romania.

Art. 3. – Traders ask for incorporation with the Bucharest municipality's trade register office or with their county's trade register office where they have their headquarters.

Art. 4. – (1) The trade register is public.

(2) The trade register office is obliged to issue, on the applicant's expense, certified copies of registrations carried on in the register, of the presented documents, as well as certificates ascertaining that certain deeds or facts are or are not registered.

(3) The deeds mentioned at paragraph (2) can be required and delivered by correspondence as well.

* Republished on the grounds of Article IV of the Law no. 12/January 8, 1998, published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, no. 15/January 19, 1998, by giving the articles new numbers.

The Law no. 26/1990 was published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, no. 121/November 7, 1990.

Art. 5. – (1) The incorporation documents and mentions are opposable to third parties from the date of their accomplishing with the trade register or from their publishing in the Official Gazette of Romania, Part IV, or in any other publication, when the law provides it.

(2) The person who is obliged to ask for a registration cannot oppose unregistered deeds or facts to third parties unless he can prove that these were known to them.

Art. 6. – The registrations with the trade register are made only based on a mandatory judge's conclusions or, by case, on the court final sentence, unless the cases when the law provides in a different way.

Art. 7. – (1) The law courts are obliged to send to the trade register office legalized copies of the final sentence's dispositions and conclusions concerning deeds and mentions which must be registered, as law provides, within 15 days since they remained final.

(2) By means of these conclusions and final sentences, the courts will order that the registrations be effected with the trade register.

Art. 8. – (1) The control of legality of operations accomplished by the trade register office shall be made by one of the county court's judges or of the Bucharest municipality annually appointed by the president of that court.

(2) The mandatory judge shall check out the operation of the trade register at least once a month.

(3) The checking made by the mandatory judge does not exonerate from responsibility the office's personnel who manage and perform operations of the trade register for having the registred data in accordance with the law.

(4) The mandatory judge's works of secretary, archives, court clerk are effected by the personnel of the trade register office.

CHAPTER II Trade register office

Art. 9. – (1) The trade register office is set up and operates by each county chamber of commerce and industry.

(2) The National Trade Register Office is set up and operates by the Chamber of Commerce and Industry of Romania.

(3) The trade register offices provided by par. (1) will send to the National Trade Register Office any incorporation or mention operated within 15 days since being effected.

Art. 10. – (1) The organizational frame, number and wage level of personnel from the county and Bucharest offices of the trade register are unitedly established by the Chamber of Commerce and Industry of Romania.

(2) In the same way the norms of internal organizing and operation of the offices are established.

(3) The necessary personnel of the trade register offices is staffed on competition base by the county chambers of commerce and industry. The expenses required by functioning and the pay funds are ensured by the budget of the county chambers of commerce and industry.

Art. 11. – (1) For the operations accomplished, the trade register office will levy duties according to a tariff established by the Chamber of Commerce and Industry of Romania together with the Ministry of Finance.

(2) A share of 8% of the duties is due to the National Trade Register Office and it is cashed by the trade register office that operates the registration and it is monthly transferred to the National Trade Register Office. A share of 2% of the duties levied for the registrations done based on the conclusions of the mandatory judges will monthly be transferred by each county chamber of commerce and industry to the Ministry of Justice.

(3) Duties, except those due to the National Trade Register Office and to the Ministry of Justice are income of the budget of the chambers of commerce and industry by which the office is set up.

(4) In case the shares stipulated in paragraph (2) are not paid until the last day in the month following the cashing that entails the payment of 0.15% penalty per day of delay.

Art. 12. – (1) The trade register consists of a register for registering the traders as natural persons and another one to register the traders as legal persons. The register is opened for every year. These registers are computerized.

(2) Each registered trader will have an order number beginning from 1 every year.

(3) The trade register office will also keep files of each trader according to the documents handed in by them. The registrations effected in the register will be also made evident in the trader's file.

(4) The register keeping and the registering are unitarily established for all offices based on the norms issued by the Chamber of Commerce and Industry of Romania together with the Ministry of Justice within 90 days after this law* has been published in the Official Gazette of Romania.

CHAPTER III Registration accomplishment

Art. 13. – (1) The incorporation application with the trade register of a natural person as a trader will contain:

a) name and surname, domicile, citizenship, date and place of birth, marital status, wealth and its means of assessment and previous trading activities;

b) trading company and its headquarters;

c) object of trade, mentioning the field and the main activity sector as stipulated in the trading licence;

d) number, date and issuing body of the trading licence.

(2) To the incorporation application it will be enclosed evidence of the data included in it.

(3) The office will write down with the trade register all the data of the application.

Art. 14. – The incorporation of a trading company with the trade register will cover the data stipulated by the mandatory judge's incorporation conclusion.

Art. 15. – The incorporation with the trade register of a self-managed public company or national company will contain:

a) setting-up deed, denomination, headquarters and, if it is the case, its emblem;

b) object of activity, mentioning the field and main activity;

c) the component units that can enter into contract relationship with third parties, the authorized persons to represent them as well as the limits of their power;

d) name and surname, date and place of birth, domicile and citizenship of the persons authorized to represent them and the limits of their power.

Art. 16. – The co-operative organizations are incorporated with the trade register observing the regulations on handicraft co-operation, credit and consumption co-operation.

Art. 17. – The incorporation application with the trade register is done, if not otherwise stipulated by law, within 15 days:

* Law no. 12/1998 was published in the "Monitorul Oficial" (Official Gazette of Romania), Part I, no. 15 of 19 January 1998.

a) for traders, natural persons, from the date of licence;
 b) for trading companies since the date when the constitutive act was certified;

c) for the self-managed public companies, national companies and co-operative organizations since the date of the setting-up deed.

Art. 18. – (1) The incorporation application of a trader, natural person, will be done personally or by authorized agent having special and certified power of attorney.

(2) To prove the signature specimen, the trader is to give its signature at the trade register office in the presence of the mandatory judge or the office manager or its deputy who will certify the signature.

(3) When the trader is absent, its signature can be replaced by a specimen certified by notary public.

Art. 19. – (1) The incorporation application with the trade register of a trading company will be signed at least by an administrator, or by case, by its representative or, according to law, by any partner and for self-managed public companies, national companies, or co-operative organizations that will be signed by authorized persons to represent them according to the law.

(2) The signature specimen of administrators and, by case, of the trading companies' representative as well as the persons authorized by law to represent the self-managed public companies or co-operative organizations shall be done with observance of Art. 18 par. (2) and (3) provisions.

Art. 20. – (1) The incorporation application will be accompanied by proving acts.

(2) Number and date of the mandatory judge's conclusion will be mentioned at any incorporation.

Art. 21. – With the trade register are to be registered mentions concerning:

a) donation, sale, tenancy or trading fund mortgage, as well as any other deeds certifying changes concerning incorporations or mentions or providing company or goodwill cessation;

b) name, citizenship, birth date and place of the authorized person; if the representation right is limited to a certain subsidiary or branch, the mention will be made only with the register where the subsidiary or branch is registered. The authorized person's signature shall be submitted as provided by Art. 18 par. (2) and (3);

c) patents, trade and service marks, brand names, origin names, information regarding the origin, name of the firm,

emblem or other distinctive signs upon which a trading company, self-managed public company, co-operative organization or trader as a natural person has any right;

d) divorce final sentence of the trader, as well as the sentence on sharing the common assets delivered during the trade operating;

e) sentence of laying the trader under interdiction or of instituting his trusteeship, as well as the suspending sentence for these measures;

f) opening the proceedings of judicial reorganization or bankruptcy as well as the registering of the respective mentions;

g) conviction sentence of the trader for penal deeds which make him unworthy to perform this profession;

h) any alteration regarding the registered documents, deeds and mentions.

Art. 22. – (1) The trader is obliged to apply for registration in the trade register of the mentions provided by Art. 21 within at most 15 days since the date of acts and deeds subject to registration obligation.

(2) Mentions' registration can also be made at the interested persons' request within at most 30 days from the date they learnt about the document or deed subject to registration.

(3) Mentions will be registered *ex officio* within at most 15 days from the date when the legalized copy of the enacting terms of the final sentence was received for documents and deeds provided by Art. 21 letters d), e), g).

(4) The fact that mentions can be registered at other persons' request, too, or *ex officio* does not exonerate the trader from the obligation to ask for their operation.

Art. 23. – (1) The trader who has subsidiaries must ask for their incorporation with the trade register office at the headquarters of each subsidiary.

(2) In the application, besides the data stipulated by the present law on the trader's incorporation he will also write down the office where the main headquarters' firm was registered.

(3) The trade register office of the subsidiary's headquarters will deliver to the trade register office of the trader's main headquarters an abstract of the registration in order to be mentioned in the respective trade register.

Art. 24. – (1) The trader who has his trading head office abroad and sets up a subsidiary or branch in Romania will be subject to all provisions concerning incorporation, men-

tioning and publication of documents and deeds required for home traders.

(2) All these formalities will be made with the trade register office of the headquarters of the subsidiary or branch.

(3) If a company that has its headquarters abroad sets up several subsidiaries in the country, the incorporation deeds and other documents of the same company, required by subsidiary incorporation, are handed in only at one of the subsidiaries.

Art. 25. – (1) Anybody considering himself to have suffered a prejudice due to the incorporation or mention in the trade register has the right to ask for its striking off.

(2) The mandatory judge will give his verdict on the application of striking off through a conclusion, summoning the parties.

(3) This conclusion can be attacked only by appeal in the court within 15 days from the passing date.

(4) The court will urgently judge the appeal in the court chamber.

Art. 26. – (1) The registration date with the trade register is the date when this registration was actually operated in the register.

(2) The registration with the trade register is operated within 24 hours since the date of the mandatory judge's conclusion, and for a trading company's incorporation within 24 hours since the mandatory judge's conclusion became irrevocable.

Art. 27. – (1) The chambers of commerce and industry have active trial legitimacy and they can intervene in any trial regarding registrations with the trade register; it has a public interest mainly consisting in observing the general requirements of any trade activity.

(2) The applications submitted by the chambers of commerce and industry, on the grounds of the present law, are not subject to the stamp duty and not to the judicial stamp either.

Art. 28. – In the registration applications with the trade register and in any other inquiries sent to this register, the trader will indicate the person and the address at which he will receive the mandatory judge's conclusion or any other documents or letters of advice.

Art. 29. – The trader must mention – on letters, invoices, offers, orders, tariffs, prospectuses and any other documents used in trade activities – the number of his com-

pany's registration in the trade register and the year of registration as well.

CHAPTER IV Trade names and emblems regime

Art. 30. – (1) The trade name is the name or, by case, the denomination under which a trader carries on the trade and signs.

(2) The emblem is the sign or denomination which differentiates a trader from another one of the same branch.

(3) Trade names and emblems will be written first of all in Romanian.

(4) The exclusive right of using the trade name and emblem is got by registering them with the trade register.

Art. 31. – (1) The trade name of a natural person trader consists of the trader's fully written name or the surname and the initial letter of his first name.

(2) No mentions misleading on trader's nature or intent, or on trader's position can be added to the trade name. Mentions could be made for indicating more precisely the trader's person or his kind of trade.

Art. 32. – The trade name of a general partnership must comprise the name of at least one of the partners, with the fully written mention of "general partnership".

Art. 33. – The trade name of a limited partnership must comprise the name of at least one of the active partners, with the fully written mention "limited partnership".

Art. 34. – If the name of a person from outside the company appears, with his consent, in the trade name of a general partnership or a limited partnership, that person becomes unlimitedly and jointly responsible for all company's liabilities. The same rule applies to the sleeping partner whose name enters the trade name of a limited partnership.

Art. 35. – The trade name of a joint-stock company or a limited partnership by shares consists of its own denomination able to differentiate it from other companies' names and it will be accompanied by the fully written mention of "jointer, tock company" or "S.A.", or "limited partnership by shares", as the case may be.

Art. 36. – The trade name of a limited liability company consists of its own denomination, at which there may be added one or more of its partners' name, and it will be accompanied by the fully written mention "limited liability company" or "SRL".

Art. 37. – The trade name of a subsidiary in Romania belonging to a foreign company must also contain the mentions concerning its headquarters abroad.

Art. 38. – (1) Any new trade name must differentiate from the existing ones.

(2) In case a new trade name is similar to another one, it must be added a mention that differentiates it from this one, either by more precisely naming the person or by indicating the sort of trade carried on, or by any other way.

Art. 39. – (1) The trade register office will refuse the registration of a trade name which, without introducing some differentiating elements, may cause confusion with other registered marks.

(2) The check of the trade name/emblem availability is done by the trade register office before making ready the setting deeds or, before changing the trade name/emblem, as the case may be.

Art. 40. – No trade name must contain a denomination used by the traders from the public sector.

Art. 41. – (1) The acquirer, with any title of goodwill, may continue his activity under the previous trade name comprising the name of a natural person trader or of one partner, with the express consent of the previous owner or of his successors, being obliged to mention the quality of successor within this trade name.

(2) The previous trade name keeping is allowed to the joint-stock company, limited partnership by shares or limited liability company without being necessary to mention the succession relation.

(3) In case the trade name of a limited liability company comprises the name of one or more partners, the provisions of item (1) are to be applied.

Art. 42. – The trade name cannot be alienated separately from the goodwill for which it is used.

Art. 43. – (1) Any emblem should differentiate from the emblems written in the same trade register for the same sort of trade, as well as from the emblems of other traders on the market where the trader carries on his activity.

(2) The emblems may be used on advertising panels wherever they can be placed, on invoices, letters, orders, tariffs, prospectuses, posters, publications and in any other way, provided they are visibly accompanied by the trader's trade name.

(3) If the emblem contains a denomination, the trade name will be written in letters of at least half of the size of the emblem letters.

CHAPTER V Sanctions

Art. 44. – (1) Traders who must apply for the incorporation or registering of a mention, or who have to hand in a signature or certain deeds and who do not observe the legal dispositions or the stipulated term will be bound, by ruling of court, to pay a civil fine from 50,000 lei to 500,000 lei.

(2) The civil fine is from 100,000 lei to 1,000,000 lei in case the incorporation, mention, submittance of signature or deed are in charge of a trading company. If there are many persons bound to fulfilment, the fine is to be imposed on each of them.

(3) The fine stipulated by item (1) is also imposed on the persons culpable of not transferring, according to Art. 11, the amount of the fees due to the National Trade Register Office and Ministry of Justice, or of not conveying the date provided by Art. 9 item (3).

(4) The fine provided at item (2) is also applied to the representatives of the trading companies fined in compliance with this item.

Art. 45. – Traders who do not comply with the obligations stipulated by Art. 29 shall be sanctioned, by ruling of court, with the civil fine provided by Art. 44 item (1), and, in case of a recurrent deficiency, with the fine provided by Art. 44 item (2).

Art. 46. – The court notification for the fine imposing stipulated by Art. 44 may be done by any interested person as well as by the county chamber of commerce and industry in which the trade register office operates, where it was asked for or it should have been asked for the incorporation or mention registering or the signature submittance and the deed; in the case provided by Art. 45 the notification may be done by the county chamber of commerce and industry by which the trade register office operates, where the registration had been made.

Art. 47. – The civil fines stipulated by Art. 44 and 45 are subject to common law status of the civil fines provided by Code of civil procedure and are to be imposed by the territorial court on whose area the fact was produced.

Art. 48. – (1) The person who, ill-intentioned, made inaccurate statements, on whose basis an incorporation was

made or mention was registered with the trade register, will be sentenced to jail from 3 months to 2 years or a fine will be imposed from 1,000,000 lei to 5,000,000 lei if, according to law, the fact does not represent a more severe infringement of the law.

(2) By ruling passed, the court will also order that the inaccurate incorporation or mention be corrected or struck off.

**CHAPTER VI
Final and transitory provisions**

Art. 49. – In the counties, where there are not set up chambers of commerce and industry, the trade register offices are organized and function by the county chambers of commerce and industry established by the Chamber of Commerce and Industry of Romania.

Art. 50. – (1) The ensurance of the proper premises and material conditions necessary for carrying on the activity of the National Trade Register Office and of every trade register office is made, for 1990–1991, by the prefect’s office and respectively, by the Bucharest City hall.

(2) The assets equipping the offices are to be transferred, without any charge, to the county chambers of commerce and industry and becomes their property until 1 January 1992.

Art. 51. – The Chamber of Commerce and Industry of Romania and the county chambers of commerce and industry will provide the implementation of the unitary information system of the trade register.

Art. 52. – The Bucharest Municipality Trade Register Office becomes the Trade Register Office of the Bucharest Municipality and the county of Ilfov.

Art. 53. – The present law is to be enforced within 30 days from the publication in the Official Gazette of Romania.*

* Excepting the provisions of art. 4, item (2) and (3), art. 6, art. 8, item (2), (3), (4), art. 11 item (2), (3), (4), art. 12 item (1), (3), (4), art. 13 item (1), art. 14, art. 15, art. 16, art. 17-20, art. 21 letter f), art. 23, art. 24 item (3), art. 25 item (3), art. 26–29, art. 30 item (2) and (4), art. 36, art. 37, art. 39, art. 41, art. 44, art. 45, art. 48 item (1), art. 51 and 52 that come into force after 30 days from the publication date in the Official Gazette of Romania, Part I, of Law no. 12/1998.

SUMAR

LEGE privind societățile comerciale	5
TITLUL I	
Dispoziții generale	5
TITLUL II	
Constituirea societăților comerciale	6
CAPITOLUL I	
Actul constitutiv al societății	6
CAPITOLUL II	
Formalități specifice pentru constituirea societății pe acțiuni prin subscripție publică	11
CAPITOLUL III	
Înmatricularea societății	15
CAPITOLUL IV	
Efectele încălcării cerințelor legale de constituire a societății	18
CAPITOLUL V	
Unele dispoziții procedurale	21
TITLUL III	
Funcționarea societăților comerciale	22
CAPITOLUL I	
Dispoziții comune	22
CAPITOLUL II	
Societățile în nume colectiv	24
CAPITOLUL III	
Societățile în comandită simplă	27
CAPITOLUL IV	
Societățile pe acțiuni	28
<i>Secțiunea I</i>	
Despre acțiuni	28

<i>Secțiunea a II-a</i>	
Despre adunările generale	33
<i>Secțiunea a III-a</i>	
Despre administrația societății	40
<i>Secțiunea a IV-a</i>	
Despre cenzori	47
<i>Secțiunea a V-a</i>	
Despre emiterea de obligațiuni	49
<i>Secțiunea a VI-a</i>	
Despre registrele societății și despre bilanțul contabil	52
CAPITOLUL V	
Societățile în comandită pe acțiuni	55
CAPITOLUL VI	
Societățile cu răspundere limitată	55
TITLUL IV	
Modificarea actului constitutiv	58
CAPITOLUL I	
Dispoziții generale	58
CAPITOLUL II	
Reducerea sau majorarea capitalului social	59
TITLUL V	
Excluderea și retragerea asociaților	63
TITLUL VI	
Dizolvarea, fuziunea și divizarea societăților comerciale	64
CAPITOLUL I	
Dizolvarea societăților	64
CAPITOLUL II	
Fuziunea și divizarea societăților	68
TITLUL VII	
Lichidarea societăților comerciale	71

CAPITOLUL I	
Dispoziții generale	71
CAPITOLUL II	
Lichidarea societăților în nume colectiv, în comandită simplă sau cu răspundere limitată	74
CAPITOLUL III	
Lichidarea societăților pe acțiuni și în comandită pe acțiuni	75
TITLUL VIII	
Infrațiuni	77
TITLUL IX	
Dispoziții finale și tranzitorii	81
LEGE privind registrul comerțului	83
CAPITOLUL I	
Dispoziții generale	83
CAPITOLUL II	
Oficiul registrului comerțului	84
CAPITOLUL III	
Efectuarea înregistrărilor	86
CAPITOLUL IV	
Regimul firmelor și emblemelor	90
CAPITOLUL V	
Sanțiuni	92
CAPITOLUL VI	
Dispoziții finale și tranzitorii	94

SOMMAIRE

LOI sur les sociétés commerciales	97
TITRE I ^{er}	
Dispositions générales	97
TITRE II	
Constitution des sociétés commerciales	98
CHAPITRE I ^{er}	
Acte constitutif de la société	98
CHAPITRE II	
Formalités spécifiques pour la constitution de la société par actions par voie de souscription publique.....	103
CHAPITRE III	
Immatriculation de la société	108
CHAPITRE IV	
Effets de la violation des exigences légales de consti- tution de la société.....	111
CHAPITRE V	
Certaines dispositions de procédure	115
TITRE III	
Fonctionnement des sociétés commerciales.....	116
CHAPITRE I ^{er}	
Dispositions communes.....	116
CHAPITRE II	
Sociétés en nom collectif	118
CHAPITRE III	
Sociétés en commandite simple	121
CHAPITRE IV	
Sociétés par actions	122
Section 1 ^{re}	
Des actions.....	122
	297

<i>Section 2</i>	
Des assemblées générales	128
<i>Section 3</i>	
De l'administration de la société.....	136
<i>Section 4</i>	
Des commissaires aux comptes	143
<i>Section 5</i>	
De l'émission d'obligations	146
<i>Section 6</i>	
Des registres de la société et du bilan comptable	149
CHAPITRE V	
Sociétés en commandite par actions.....	151
CHAPITRE VI	
Sociétés à responsabilité limitée	152
TITRE IV	
Modification de l'acte constitutif	155
CHAPITRE I ^{er}	
Dispositions générales	155
CHAPITRE II	
Réduction ou augmentation du capital social	157
TITRE V	
Exclusion et retrait des associés	160
TITRE VI	
Dissolution, fusion et scission des sociétés commerciales.....	162
CHAPITRE I ^{er}	
Dissolution des sociétés.....	162
CHAPITRE II	
Fusion et scission des sociétés.....	166
TITRE VII	
Liquidation des sociétés commerciales.....	169

CHAPITRE I ^{er}	
Dispositions générales	169
CHAPITRE II	
Liquidation des sociétés en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée	173
CHAPITRE III	
Liquidation des sociétés par actions et en commandite par actions.....	174
TITRE VIII	
Infractions.....	175
TITRE IX	
Dispositions finales et transitoires	180
LOI sur le registre du commerce	182
CHAPITRE I ^{er}	
Dispositions générales	182
CHAPITRE II	
L'office du registre du commerce.....	183
CHAPITRE III	
Réalisation des enregistrements.....	185
CHAPITRE IV	
Régime des noms commerciaux et des enseignes.....	190
CHAPITRE V	
Sanctions	192
CHAPITRE VI	
Dispositions finales et transitoires	193

CONTENTS

Law on trading companies	197
Title I	
General provisions.....	197
Title II	
Setting up trading companies.....	198
Chapter I	
The constitutive act of the trading company.....	198
Chapter II	
Specific formalities to set up joint-stock companies by way of public subscription	203
Chapter III	
Incorporation of the company.....	207
Chapter IV	
Consequences of the infringements of the legal requi- rements when setting up a company	211
Chapter V	
Some procedural provisions.....	215
Title III	
Operation of trading companies	216
Chapter I	
Common provisions	216
Chapter II	
General partnerships.....	218
Chapter III	
Limited partnerships.....	221
Chapter IV	
Joint-stock companies.....	222
Section 1	
Regarding the shares	222
	301

Section 2	
On general meetings.....	228
Section 3	
On company's administration.....	236
Section 4	
About auditors	242
Section 5	
About bonds issue.....	245
Section 6	
About the registers and balance sheet of the company...	248
Chapter V	
Limited partnerships by shares.....	250
Chapter VI	
Limited liability companies.....	251
Title IV	
On the amending of the constitutive act.....	254
Chapter I	
General provisions.....	254
Chapter II	
Writing down or the increasing of the registered capital	256
Title V	
Exclusion and withdrawal of the associates.....	259
Title VI	
Dissolution, merging and division of the trading companies.....	261
Chapter I	
Dissolution of companies.....	261
Chapter II	
Merging and division of companies.....	265
Title VII	
Liquidation of trading companies	269

Chapter I	
General provisions.....	269
Chapter II	
Liquidation of general partnerships, limited partnerships or limited liability companies.....	272
Chapter III	
Liquidation of joint-stock companies and of limited partnerships by shares.....	273
Title VIII	
Offences.....	275
Title IX	
Concluding and transitory provisions	279
Law regarding the trade register	282
Chapter I	
General provisions.....	282
Chapter II	
Trade register office	283
Chapter III	
Registration accomplishment.....	285
Chapter IV	
Trade names and emblems regime.....	289
Chapter V	
Sanctions.....	291
Chapter VI	
Final and transitory provisions	292

Editor: Regia Autonomă „Monitorul Oficial“, București

Apărut: 1998

Tipografia „Monitorul Oficial“, București, str. Izvor nr. 2-4, Palatul Parlamentului, sectorul 5
